

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE CRITIQUE
DES
LOIS FRANÇAISES
RELATIVES
à la Nationalité

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 27 Mai 1907, à 1 heure

PAR

Maurice BOSSIÈRE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. LAINÉ, professeur
Suffragants { *MM. WEISS, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE CRITIQUE
DES
LOIS FRANÇAISES
RELATIVES
à la Nationalité

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Présentée et soutenue le Lundi 27 Mai 1907, à 1 heure

PAR
Maurice BOSSIÈRE
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. LAINÉ, professeur
Suffragants { *MM. WEISS, professeur*
 { *BARTIN, professeur*



PARIS
IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE
15, Rue Racine, 15

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Etude Critique des Lois Françaises

RELATIVES

A la Nationalité

Nous n'avons pas eu, dans ce travail, l'intention d'exposer l'ensemble des règles qui régissent la nationalité ; d'entrer dans le menu des détails d'interprétation que ne motive pas une *insuffisance législative* !

Pour cette raison, nous n'avons pas cru qu'il fût bon de suivre l'ordre habituel des ouvrages didactiques sur la matière. Il aurait fallu prendre successivement les divers cas dans lesquels s'acquiert ou se perd la nationalité française, et, à propos de chaque texte, nous aurions eu à formuler en bloc l'ensemble des observations critiques qu'il suscite sous les rapports les plus variés.

Nous avons estimé qu'il serait moins fastidieux de ramener, au contraire, à un certain nombre d'idées générales ces observations dont nos recherches nous

avaient montré l'utilité, et de dire, pour chacune de ces idées prise comme tête de chapitre, ce en quoi l'ensemble de la loi donnait lieu à quelque critique, qu'il s'agit d'un système à modifier, ou d'une lacune à combler, ou d'une obscurité à dissiper !

Nous avons intentionnellement limité notre travail à l'étude des lois françaises générales, laissant de côté les règles particulières qui régissent la nationalité dans l'Algérie et les Colonies. Les motifs qui peuvent justifier les dérogations à la législation de la métropole sont, comme disait M. Bathie au Sénat, des questions «... de politique coloniale qu'il ne faut résoudre qu'avec une connaissance complète de tous les intérêts qui peuvent concerner la colonie (1)... » Nous n'avons pas cru posséder les éléments nécessaires pour l'appréciation de ces questions.

1. *J. off. Sénat, in-extenso*, 3 fév. 1887, p. 79.

CHAPITRE PREMIER

L'attribution de la nationalité française à titre individuel et l'autonomie de la volonté

On admet le plus souvent que la nationalité est un lien contractuel entre un individu et un Etat. Tout contrat suppose le consentement, au moins présumé, des parties intéressées. Pour ceux même qui contestent l'exactitude du mot contrat, en tant qu'il s'agit de nationalité originaire, il n'en doit pas moins rester vrai que cette nationalité originaire ne peut être conférée d'une façon purement arbitraire, mais doit être établie d'après des règles qui la font reposer, en dernière analyse, sur ce qu'on présume devoir être plus tard la volonté de l'intéressé.

L'autonomie de la volonté individuelle est limitée par l'intérêt supérieur de la communauté internationale qui exige que tout homme ait une pa-

trie. Cette exigence étant supposée garantie, « chacun doit avoir le droit de changer de nationalité ». Cette proposition est, en propres termes, l'un des principes qui furent formulés par l'Institut de droit International, dans sa session de Cambridge en 1895, en vue d'un projet de règlement sur la nationalité. Mais, il ne suffit pas de reconnaître à l'individu le droit de changer de nationalité. Il peut y avoir une atteinte à son droit individuel dans la façon dont on a commencé par lui attribuer une nationalité qui, peut-être, ne lui convenait pas. Notre loi française consacre d'une manière assez large le droit au changement de nationalité. Nulle personne, supposée capable, n'est tenue de rester française malgré elle. Aux termes de l'article 17, paragraphe 1 du Code civil, la naturalisation à l'étranger et l'acquisition volontaire par le bienfait de la loi d'une nationalité étrangère font perdre la qualité de Français. Ce que nous nous proposons d'apprécier ici, au point de vue de la sauvegarde des volontés individuelles, c'est la façon dont est conférée la nationalité française.

A la base de notre législation se trouve le *jus sanguinis*. Sont Français, avant tout, ceux qui naissent Français, et naissent Français, avant tous autres, ceux qui naissent de parents français. Peu importe qu'ils soient nés en France ou à l'étranger!

L'article 8, paragraphe 1 du Code civil qui exprime

cette règle fondamentale, ne va pas sans susciter quelques difficultés d'interprétation. Nous en retrouverons quelques-unes au cours de notre étude, notamment en ce qui concerne les enfants naturels.

Les autres ne nous semblent pas devoir nous arrêter longtemps. Le législateur aurait pu être plus explicite, prévoir le cas où le père et la mère de l'enfant, même légitime, seraient de nationalité différente, prévoir également le cas où l'auteur dont l'enfant tiendra sa nationalité aurait changé de patrie dans l'intervalle entre la conception et la naissance. Mais, la prédominance du père sur la mère dans la famille légitime est absolument certaine puisque notre loi consacre cette prépondérance même à l'égard de parents simplement naturels, lorsqu'ils ont reconnu leur enfant par le même acte. Et, quant à la seconde question, en l'absence de toute distinction, on ne peut, à notre avis, que lire le texte tel qu'il est : « Est Français... tout individu *né* d'un Français en France ou à l'étranger ». Naître d'un Français, c'est naître de quelqu'un qui est Français au moment de la naissance !

Sur le terrain de la volonté individuelle, il ne saurait être question de combattre le principe du « *jus sanguinis* ». La grande majorité des nations en font la règle déterminante de la nationalité d'o-

rigine. Quelle que soit sa base rationnelle, idée de race, idée d'éducation, le *jus sanguinis* qui consiste à régler la nationalité de l'enfant sur celle de ses parents est la solution la plus conforme à ce que l'on peut vraisemblablement présumer, touchant la volonté de l'intéressé !

Au cas où le père et la mère sont de nationalité différente, certains individualistes à outrance voudraient que l'on réservât à l'enfant la faculté d'opter entre la nationalité de son père et celle de sa mère. Tel est le trait commun de deux systèmes proposés par Laurent (*Principes de Droit civil*, I, p. 429) et par Beauchet (*Gaz. du Palais*, 16 janvier 1887). Ce serait très bien s'il n'y avait pas la nécessité de donner à l'enfant une nationalité dès sa naissance. Puisqu'il faut le faire, le plus raisonnable est d'attribuer la prépondérance au père. La patrie de la mère pourra seulement faciliter à l'enfant l'accession à sa nationalité, mais sans effacer dans le passé la nationalité antérieure qui lui avait été provisoirement conférée !

Une seconde catégorie de Français de naissance est constituée par l'article 8, paragraphe 2, du Code civil : « Est français... tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ».

Dès avant la loi du 26 juin 1889, qui a formulé cette règle, la jurisprudence avait considéré le fait de la naissance sur le sol comme une présomption

de nationalité française, mettant la preuve contraire à la charge de celui qui la conteste (1).

Cette disposition, qui a pour but de donner une patrie à des gens, qui sans cela n'en auraient pas, ne saurait violenter aucune liberté individuelle, à moins que ceux auxquels elle s'applique ne prétendissent rester sans nationalité. Mais cette prétention serait contraire à l'ordre public. Si elle était émise, c'est à bon droit qu'on refuserait de l'admettre.

Là, où la question que nous avons posée devient intéressante, c'est lorsqu'il s'agit d'attribuer la nationalité française à des individus qui ont une nationalité étrangère, ou qui, du moins sont nés de parents étrangers. C'est là qu'a été, certainement, la préoccupation dominante de notre législateur en 1889.

M. Batbie; auteur de la proposition de loi primitive (2), n'avait voulu que fondre en un texte unique les dispositions de nos lois sur la nationalité, jusqu'alors éparses et sans cohésion.

Mais le point de vue ne tarda pas à s'élargir. D'excellents esprits, alarmés du danger que faisait courir à la France l'état à peu près stationnaire de sa popu-

1. Cass., 16 mars 1863. D. 63.1.136.

Cass., 23 mars 1863. D. 63.1.137

Cass., 26 avril 1875. S. 75.1.375.

2. Senat. *Off.* ann. 82, n° 156, p. 195.

lation, en regard de l'accroissement continu, parfois considérable, des nations rivales, signalèrent le péril à l'opinion publique. On avait le remède sous la main ! Il fallait suppléer à l'insuffisance des naissances par l'adoption (1). Il fallait profiter de l'occasion offerte par la refonte de nos lois sur la nationalité pour y introduire quelques dispositions nouvelles en vue de réaliser, ou tout au moins de favoriser, l'augmentation de la population française par absorption d'éléments étrangers. Le Sénat n'avait d'abord nullement paru disposé à entrer dans cette voie. Bien loin de là, il réagissait sur la législation antérieure : il rendait l'acquisition de la nationalité française, plus difficile. Emu des critiques véhémentes qu'avait suscitées son œuvre, il ne persévéra pas. Mais il se borna, en deuxième délibération, à remettre les choses en l'état où elles étaient auparavant. La Chambre des Députés subit beaucoup plus fortement l'influence du mouvement d'opinion. C'est elle qui a introduit dans notre législation, les dispositions les plus efficaces mais aussi les plus hasardeuses, en vue de l'assimilation des étrangers établis sur notre territoire. Le Sénat s'associa ensuite à son œuvre.

Esquissons rapidement l'ensemble de notre « système d'assimilation ».

1. Paul Leroy-Beaulieu. Dans le *Journal des Débats*, reproduit par Cl. 88, p. 179.

Un étranger, complètement étranger, nous voulons dire né ailleurs qu'en France, vient s'établir parmi nous. Il pourra demander la naturalisation par décret, après un stage de présence dont la durée est d'ailleurs variable. Mais quelque long que soit son séjour parmi nous, il n'est jamais tenu de s'y faire naturaliser.

On peut signaler, en passant, une disposition intéressante de la loi sur la naturalisation, du 19 juin 1902, dans le canton suisse de Bâle-Ville (1). Les autorités sont chargées du soin de rechercher les personnes présentant les conditions voulues pour la naturalisation. Des listes sont dressées annuellement et le Gouvernement prévient alors les intéressés, contre lesquels aucune objection n'est formulée par la commune de résidence, que rien ne s'oppose à leur naturalisation. Ils ont un délai d'un mois pour accepter l'offre qui leur est faite.

Chez nous, rien de pareil : toute l'initiative est laissée aux intéressés. Il en est de même dans un certain nombre d'hypothèses où l'acquisition de la qualité de français est seulement facilitée à l'intéressé en raison de certaines circonstances. Ainsi pour l'étranger qui serait un ancien français. Il peut se faire réintégrer par décret (art. 18 et 19 Code c.). Il

1. *Ann. des législ. étrangères*, 1902, p. 502.

suffit qu'il fixe sa résidence en France : aucun stage ne lui est imposé.

Ainsi encore pour l'étranger, né en France, qui, n'y étant pas domicilié au moment de sa majorité telle qu'elle est fixée par la loi française, peut, jusqu'à l'âge de 22 ans, réclamer la qualité de Français, à condition de se fixer en France, dans les termes de l'article 9 du Code civil.

Ainsi enfin pour l'individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de français. Il peut à tout âge réclamer cette qualité, aux conditions fixées par l'article 9.

Nous nous abstenons délibérément d'indiquer ici les facilités données à la femme et aux enfants majeurs du naturalisé ou du réintégré, réservant pour plus tard tout ce qui a trait à l'unité de la famille. Au surplus, à eux aussi l'initiative est laissée.

Il n'en est plus de même dans le cas des paragraphes 3 et 4 de l'article 8. Lorsque l'étranger né en France, y est domicilié à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il est Français de plein droit (art. 8, § 4). Il y a tout lieu de penser que cet individu est issu d'une famille étrangère établie en France sans esprit de retour, qu'il y a passé toute sa minorité et qu'il consentirait parfaitement à devenir Français. Il ne pensera peut-être pas à réclamer notre nationalité par l'effet de cette apathie naturelle qui porte souvent les gens à retar-

der les actes qui ne présentent pas un intérêt pressant. Qu'on commence par lui conférer notre nationalité : il se rendra compte qu'il l'aurait fatalement acquise un jour ou l'autre ; la force d'inertie travaillera pour nous et il conservera cette nationalité. Mais il a le droit de la répudier dans l'année de la majorité. Les conditions auxquelles notre texte soumet cette répudiation, preuve de la conservation de la nationalité des parents, preuve de l'acceptation du service militaire dans le pays d'origine, ne sont qu'une nouvelle application du principe déjà formulé, en vertu duquel chaque homme doit avoir une patrie, ajoutons ici une patrie *effective*. L'article 8, paragraphe 4, accorderait une satisfaction largement suffisante aux résistances légitimes qui peuvent se produire de la part de certains intéressés, si la faculté de répudiation qu'il institue ne risquait pas de rester inemployée par des gens qui, de très bonne foi, ont pu se croire étrangers. Les termes de l'article sont assez larges pour comprendre tous les individus nés en France, qui, sans y avoir passé leur minorité, seraient venus s'y établir avant l'âge de 21 ans. La loi n'exige même pas, d'après l'opinion générale, qu'il y ait eu établissement en France d'un domicile, au sens strict et légal du mot. Elle se contente d'une résidence permanente et habituelle. Nul, sans doute, n'est censé ignorer la loi : les intéressés peuvent se renseigner et exercer leurs droits en temps utile. Mais cela

n'est guère que théorique, Or, si la loi a pu faire très légitimement en même temps que très habilement un petit calcul basé sur l'apathie des individus, pour les faire accéder plus vite à notre nationalité, elle dépasse, à notre avis, la mesure de ce qui est équitable quand elle risque de saisir ces individus par surprise et sans qu'ils aient été avertis.

Le mal est en partie corrigé par la loi militaire. Les jeunes gens tombant sous l'article 8, paragraphe 4, inscrits aux listes de recrutement de la classe formée après leurs 21 ans (1) trouvent dans ce fait une sorte d'avertissement très énergique. S'ils désirent rester étrangers, ils ne manqueront pas de rechercher les moyens qui restent à leur disposition. Mais l'inscription aux listes, ou du moins la connaissance qu'en a l'intéressé peut se produire à un moment où il a déjà atteint ou va atteindre l'âge de 22 ans.

Les jeunes filles n'ont aucun avertissement de ce genre.

Ce sont elles qui risquent le plus souvent de voir expirer leur délai de répudiation avant même d'avoir su qu'elles étaient appelées à la nationalité française. Conséquence étrange d'une disposition qui a eu pour but principal de donner à la France des soldats ! Le moyen le plus efficace d'éviter tout arbi-

1. Loi du 15 juillet 1889, art. 11

Loi du 21 mars 1905, art. 11.

taire serait peut-être d'adresser aux intéressés des notifications individuelles analogues à celles qui sont prévues par la loi du canton de Bâle-Ville. Si l'on trouve que cette disposition ne serait pas pratique, dans un pays comme le nôtre où les étrangers affluent, il faudrait, tout au moins dans les régions où ils sont le plus nombreux, donner à nos lois sur la nationalité une large publicité.

Cependant il n'est pas admissible que les générations successives issues d'une famille d'émigrants, puissent indéfiniment séjourner en France, profitant des avantages qu'un milieu français est susceptible de leur procurer, sans être finalement astreintes à supporter les obligations et les charges qu'impose la nationalité française à ceux qui en sont investis. Cela apparaît surtout lorsqu'il s'agit de l'individu né en France, d'un étranger qui lui-même y est né. Les lois du 7 février 1851 et du 16 décembre 1874 faisaient de cet individu un Français de naissance, mais en lui permettant de réclamer la qualité d'étranger, de 21 à 22 ans, à condition qu'il eût conservé la nationalité de ses parents. La loi de 1889 le déclare Français sans option contraire possible (art. 8, § 3). C'est ce texte qui suscite le conflit le plus grave entre l'intérêt de l'Etat, que le législateur a eu seul en vue, et les droits de la liberté individuelle.

Si l'intérêt de l'Etat exige réellement la suppression du droit d'option pour les descendants de l'émi-

gré, à partir d'une certaine génération, nous admettons volontiers qu'il est très suffisant d'attendre jusqu'à la deuxième génération née sur le territoire. Lors de la session de l'Institut de droit international tenue à Venise du 24 au 30 septembre 1896, et dans laquelle fut voté un projet de règlement sur la nationalité, M. Roguin, professeur à l'Université de Lausanne, avait proposé, sous forme de contre-projet, « un système qui présentait une graduation ingénieuse des effets du *jus soli* (1). »

Le sol ne produit aucun effet sur la première génération, c'est-à-dire sur l'émigré lui-même. A la deuxième génération, le *jus soli* donne un droit d'option en faveur du pays de naissance.

A la troisième (qui est notre seconde née en France) l'inverse se produit, l'enfant suit en principe la nationalité du pays de naissance, mais il garde le droit d'opter pour le pays d'origine.

A la quatrième, la nationalité du pays de naissance s'impose sans option contraire possible.

On recule en somme d'une génération l'application de la règle de 1889, en maintenant pour la troisième génération le système de la loi de 1851. Cette graduation savante permet d'éviter l'arbitraire qui résulte de la différence profonde entre la deuxième et la

1. Berney. La nationalité à l'Institut de droit international. *Revue du Droit public et de la Science politique*, 97, VIII.

troisième génération. C'est du moins ce que l'on prétend.

Nous ferons remarquer que l'arbitraire, si arbitraire il y a, n'est nullement évité. Dans tout système qui admet, à un moment donné, la suppression de toute option, on ne peut que reculer, sans jamais le supprimer, le moment fatal !

Par la force des choses il y aura toujours un fossé profond entre la génération qui aura encore une option, et celle qui n'en aura plus. Toute la question est de savoir à quel moment l'Etat est véritablement en droit d'exiger la cessation de cette situation anormale qui est celle d'une famille vivant sur le territoire sans accéder à la nationalité. Or, il nous semble, qu'en mettant en face de cette exigence l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, on a attendu un temps largement suffisant, pour permettre à l'influence du milieu de produire son effet. Elle a fait subir son empreinte, en partie déjà au grand-père, qui pouvait être encore tout jeune lorsqu'il est venu se fixer en France, et surtout au père qui y est né, qui y a été élevé et qui y a vécu au milieu de Français. La même action du milieu va se faire sentir au petit-fils, et avec une efficacité plus grande encore parce qu'elle ne trouvera, pour lui faire échec, dans l'influence du père sur l'enfant, dans ses sentiments d'attachement à sa patrie d'origine, qu'une force de réaction considéra-

blement atténuée, par rapport à celle que le père avait rencontrée en son propre père. L'assimilation par le milieu doit être normalement accomplie en la personne du petit-fils. Si elle ne l'est pas, c'est que la race y est réfractaire, et il est inutile de tenter une nouvelle expérience sur la personne de l'arrière petit-fils.

Mais la disposition de l'article 8, § 3, repose sur une présomption. La loi considère les deux naissances successives en France comme un indice de la continuité d'habitation dans notre pays. De ce que le père et le fils sont nés en France, elle induit que la famille y a constamment résidé dans l'intervalle.

Dans la très grande majorité des cas cette présomption est conforme à la réalité des choses ; il peut cependant arriver qu'elle tombe à faux. Il est évidemment possible que la double naissance en France résulte d'un hasard, soit que le père et l'enfant soient nés l'un et l'autre au cours d'un séjour momentané de leur famille sur notre sol, soit que la famille ait bien habité la France et avec l'intention de s'y fixer, mais à l'un des deux moments seulement. Notre législateur n'a pas voulu tenir compte des situations exceptionnelles. Imbu de l'idée qu'il fallait, avant tout, faire œuvre efficace, il a coupé court à toute discussion, en choisissant pour en faire état le double fait de la naissance en France, comme pouvant être vérifié facilement et avec toute certitude. La pré-

somption sur laquelle repose la loi est donc irréfragable. Et par conséquent tout enfant né en France, de parents dont l'un y est lui-même né, sous la loi de 1889 est Français de naissance, irrévocablement et dans tous les cas.

L'inconvénient le plus choquant du système se manifestait à l'égard des enfants d'agents diplomatiques et consulaires mariés par exemple avec une Française, cas beaucoup plus fréquent que leur propre naissance en France. L'objection ayant été soulevée au Sénat, M. Delsol, rapporteur, répondit que ces enfants resteraient étrangers sans qu'il fût nécessaire de le dire expressément dans la loi. On pense généralement que cette déclaration est insuffisante pour suppléer au silence de la loi et que les enfants de ces agents restent soumis au droit commun (1). Même les hôtels des ambassades ou des légations étrangères sont considérés comme sol français au point de vue de la nationalité (2).

On peut rapprocher de notre loi des dispositions voisines des législations italienne et hollandaise.

L'enfant né en Italie d'un père étranger domicilié depuis plus de dix ans en Italie, est Italien de naissance, mais pourra, dans l'année de sa majorité telle

1. Lesueur et Dreyfus, dans Cl. 92, pp. 101 et 102.

2. Weiss, I, p. 85. Baudry et Houques-Fourcade, I, n° 362. Despagne, n° 174.

qu'elle est fixée par la loi italienne, opter pour une autre patrie (art. 8, § 7, Code civil de 1865. Weiss, I, p. 235).

D'après la loi hollandaise du 29 juillet 1850, article 1, « est citoyen néerlandais, tout enfant né sur le territoire de parents établis »..., c'est-à-dire y habitant depuis les trois dernières années, ou dix-huit mois après la déclaration faite à l'autorité municipale de l'intention de s'y établir (Weiss, p. 250).

Ces deux lois, inégalement énergiques, se ressemblent entre elles, et diffèrent de la nôtre, en ce qu'elles prennent en considération le domicile des parents de l'étranger né sur le sol, plutôt qu'une double naissance. Par l'exigence d'un domicile véritable, établi depuis un certain temps, et durant encore au moment de la naissance de l'enfant, elles ne laissent pas de place au hasard. Par contre, le délai d'assimilation est même dans la loi italienne, plus court que dans la nôtre, car il ne faut pas perdre de vue que notre loi a pensé régir *ordinairement* le cas où le domicile familial aurait été maintenu en France pendant tout l'intervalle des deux naissances.

L'article 3 du règlement voté par l'Institut de droit international à Venise, conserve le principe du système français tout en évitant les conséquences excessives qui risquent de se produire avec notre loi.

Quoique ce texte fasse à notre individu une situa-

tion moins grave que l'article 8, paragraphe 3 du Code français, car il réserve toujours la faculté d'option, on a trouvé bon de formuler, comme une condition *sine qua non*, l'exigence de la continuité de domicile dans l'intervalle des deux naissances. L'enfant est revêtu de la nationalité de l'Etat où il est né « ... pourvu que, dans l'intervalle des deux naissances, la famille à laquelle il appartient y ait eu son principal établissement » (1).

Notre législateur aurait très bien pu introduire dans notre loi la réserve que l'équité commandait, sans affaiblir l'efficacité des mesures qu'il prenait en vue d'augmenter la population française. Il n'avait qu'à consacrer, sous une forme un peu différente, la même disposition que l'Institut de droit international. Sous le texte du règlement de Venise, on pourrait soutenir que la preuve de la continuité de domicile dans l'intervalle des deux naissances est à la charge du gouvernement qui prétend imposer sa nationalité. Il y a, très certainement, moyen d'adopter une autre formule qui maintienne comme condition primordiale et, en principe, suffisante le fait facile à vérifier de la double naissance sur notre sol.

La présomption sur laquelle repose, dans ce cas, l'attribution de nationalité, pourrait seulement être détruite par la preuve contraire. Dans l'immense

1. Texte du règlement dans Cl. 97, p. 436.

majorité des cas le fait du maintien du principal établissement en France ne pourrait même pas être contesté. Pour qu'il en fût autrement, en dehors des cas exceptionnels que cette condition supplémentaire aurait précisément pour but de réserver, il faudrait supposer que la famille étrangère, avertie du sort qui attend ses enfants, a pris volontairement des mesures de nature à faire planer le doute sur cette condition du maintien du principal établissement.

Or, ces calculs ne peuvent être faits que par une famille bien renseignée et singulièrement soucieuse de faire échec à l'application de notre loi. Dès lors, ne voit-on pas qu'elle possède, dès à présent, un moyen tout aussi aisé de s'y soustraire ?

Il n'est pas plus difficile d'envoyer sa femme accoucher chez des parents ou amis restés en dehors de la frontière, que d'y transporter le domicile familial lui-même. Quoi de moins vraisemblable que l'hypothèse d'un ouvrier belge ou piémontais, ayant trouvé en France un gagne-pain assuré puisqu'il y est fixé et que, par hypothèse, il compte bien y rester et qui abandonnerait sa situation avantageuse, qui retournerait établir son domicile hors des frontières, à seule fin d'éviter plus tard, aux enfants qu'il aura lorsqu'il sera revenu chez nous, la triste infortune de naître français ?

Si l'on a eu la pensée secrète de saisir même les enfants de populations flottantes qui ne sont en réa-

lité jamais fixées chez nous, qui viennent y chercher un travail le plus souvent saisonnier, pour retourner ensuite vivre de leurs salaires dans leur pays d'origine jusqu'à ce que la faim les ramène, s'il en est ainsi et seulement s'il en est ainsi, l'article 8, § 3, ne dépasse pas le but ; mais alors c'est le législateur qui a poursuivi une œuvre mauvaise. Une disposition comme celle de notre paragraphe ne doit être que la consécration par la loi d'une assimilation déjà faite par le milieu.

Hors de là, elle est aussi nuisible au pays, que contraire aux droits de l'individu !

Etant donné un individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, et cette condition étant supposée réalisée que la famille y a eu son principal établissement pendant l'intervalle des deux naissances, nous avons dit que l'Etat français peut et doit exiger, en la personne de cet individu, la cessation de la situation anormale qui consiste à vivre sur le territoire sans accéder à la nationalité. Cela ne veut pas dire forcément qu'il soit légitime de lui attribuer, dès sa naissance et irrévocablement, la qualité de Français ! Irrévocable, telle est bien en effet l'attribution de nationalité qui lui est faite de par la loi de 1889 ! Tout comme un Français quelconque il ne pourra se dépouiller de la qualité de Français que par l'un des modes de droit commun prévus à l'article 17 du Code civil. Bien mieux, s'il s'agit,

comme il est probable, de retourner au pays de ses parents, il sera, le plus souvent, moins bien traité qu'un Français quelconque. Il n'aura à sa disposition comme moyen de dénationalisation, ni la naturalisation, ni l'acquisition de la nationalité étrangère par le bienfait de la loi. S'il a, en effet, comme il est probable, pour nation d'origine, un pays de *jus sanguinis*, il est infiniment vraisemblable qu'il y sera considéré *de plano* comme un national, puisqu'il est né simplement de nationaux à l'étranger et qu'il n'a jamais réclamé de nationalité étrangère !

Pour se dénationaliser, il ne lui reste qu'une ressource. « S'il devient fonctionnaire ou soldat dans son pays » (dit M. Thézard, dans son rapport du 29 juin, précédant le vote de la loi du 22 juillet 1893) (1) « il sera pourtant sauvé, mais sauvé comme indigne parce que la loi française aura prononcé contre lui, à titre de peine, la déchéance de la qualité de Français. Il sera encore heureux pour lui que la loi de 1889 ait abrogé les décrets de 1809 et de 1811. Mais tout ne sera pas fini : s'il est soldat et que la guerre éclate entre son pays et la France, il tombera sous le coup de l'article 75 du Code pénal, car cet article n'aurait pas de sens, si on ne l'appliquait pas à celui qui a perdu la qualité de Français, en prenant du service à l'étranger » (2)... La jeune

1. *Off. Sénat*, Ann. 98, n° 236, p. 506, 1^{re} colonne.

2. Art. 75 Code p. Tout Français qui aura porté les armes contre la France sera puni de mort.

fille, de son côté, possède une ressource et une seule : épouser un citoyen de son pays d'origine.

On a prétendu, à la vérité, que le gouvernement pourrait résoudre certains conflits de nationalité choquants en étendant quelque peu la sphère d'application du permis de naturalisation de l'article 17, § 1, deuxième alinéa. Il s'agit de l'autorisation qui doit être accordée, avant toute naturalisation à l'étranger, au jeune Français encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active. En attribuant à cette institution, d'une manière générale, la fonction d'acte de dénationalisation, on arriverait à libérer de notre nationalité le Français possédant en même temps une nationalité étrangère (1).

Mais la légalité de ce procédé n'est rien moins que certaine.

MM. Lesueur et Dreyfus sont d'avis de « ne l'admettre qu'avec beaucoup de réserve, et, dans le cas qui nous occupe, en présence des termes généraux de l'article 8, § 3, n'user de cette ressource que pour les enfants d'agents étrangers, parce que c'est la seule exception qui ait été voulue par le législateur ; il ne s'est dispensé de l'écrire formellement dans la loi que parce qu'il considérait à tort qu'elle était imposée par les principes généraux » (2).

1. Cogordan, 2^e édit., p. 111. Cl. 90, p. 103

2. Dans Cl. 92, p. 102.

L'attribution de nationalité qui résulte de l'article 8, § 3, est donc, en principe, irrévocable ! Or, en dehors du cas où le *jus soli* ne fonctionne qu'à titre purement subsidiaire, il y a toujours quelque chose d'anormal, de la part d'une législation de *jus sanguinis*, à déterminer par le sol la nationalité d'origine. Dans l'attribution de la nationalité d'origine il y a, nous le savons, une présomption de volonté. Dès qu'on a reconnu que la voix du sang est le déterminant le plus puissant de cette volonté, ne doit-on pas dire que c'est le seul auquel il convient d'attacher une valeur de présomption absolue ? On ne doit pas pouvoir admettre que cette voix du sang, que l'on reconnaît si forte, se trouve jamais complètement étouffée par l'influence du milieu, quelque prolongée qu'elle ait pu être. Les jurisconsultes de l'Institut de droit international, adoptant dans leur projet de règlement, le principe du *jus sanguinis*, ont accepté de déterminer par le sol la nationalité de l'individu dont le père est lui-même né sur le territoire, mais sans jamais supprimer le droit d'option en faveur du pays d'origine. La disposition fut adoptée, sur la proposition de M. Desjardins, avocat général à la Cour de cassation de France, par 18 voix contre 6, et 5 abstentions (1).

Sur le terrain des principes et de la logique pure,

1. Berney. *loc. cit.*

on ne devrait du moins admettre une disposition comme celle de notre article 8, § 3, que si les faits avaient démontré la complète assimilation par le sol, l'inutilité de maintenir dans la loi une faculté dont jamais personne n'aurait usé : or, c'est tout le contraire de ce qu'on a voulu faire en 1889. Sur le terrain des nécessités pratiques, de l'urgence de mettre fin à une situation anormale, le droit de l'Etat allait-il jusqu'à lui permettre d'imposer *de plano* et irrévocablement sa nationalité ? Nous ne le croyons pas.

Il était simplement inadmissible que l'on autorisât certains individus à séjourner davantage en France sans assumer les obligations qui pèsent sur les Français. Nos populations des régions où les étrangers sont nombreux se plaignaient de la situation privilégiée faite à ces jeunes gens qui, dispensés de tout service militaire, en profitaient pour enlever aux autres les meilleurs emplois, les fiancées même, paraît-il (1).

Mais, d'abord, on ne semble pas s'être rendu compte que le mal était considérablement atténué, par le jeu d'autres dispositions introduites dans la législation. De par l'application de l'article 8, § 4, le chiffre global des individus étrangers nés

1. Lettre d'un ouvrier lue par M. Maxime Lecomte. *Offic. Chambre, in-extenso*, 1889, p. 594, 3^e col.

en France d'un étranger qui lui-même y est né, était appelé à diminuer dans une large mesure, par la nationalisation même du parent né en France.

Il ne s'agit ici que du père. Mais quand un étranger, et il y en a beaucoup dans ce cas, est devenu Français de par l'article 8, § 4, tandis qu'il n'aurait pas songé à faire la réclamation de l'article 9, chaque enfant qui lui naît plus tard est un individu en moins à tomber sous la disposition relative aux étrangers nés en France d'un père qui lui-même y est né.

Il y a plus : prise en elle-même, la faculté de répudiation a cessé d'être la ressource vraiment trop facile qui causait l'inefficacité des lois de 1851 et de 1874. Le principal mobile qui pouvait pousser les intéressés à décliner la qualité de Français, c'était très certainement le désir d'éviter le service militaire. Or, il est bien évident que ce mobile a perdu, dans beaucoup de cas, sa puissance depuis que l'on exige, pour accepter la répudiation, un certificat constatant que le déclarant a répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire de son pays. Tant qu'à aller à la caserne, il aime autant, le plus souvent, que ce soit en France ! Aussi ne voyons-nous nullement reproduire, contre les dispositions de la loi actuelle, dans lesquelles figure la faculté de répudiation, le reproche d'inefficacité que l'on formulait contre les lois

de 1851 et de 1874. D'après le rapport de M. de la Borde (1), directeur des affaires civiles au ministère de la Justice, sur l'application des lois et décrets relatifs à la nationalité pendant la période 1890-1900, le total des répudiations dans toutes les hypothèses où elles sont possibles n'a été que de 4.712. Il faut tenir compte, sans doute, de l'usage peut-être abusif, nous l'apprécierons plus loin, qui est fait des renonciations à la faculté de répudiation souscrites au nom de mineurs, notamment dans les cas des articles 12, § 3 et 18, § 3. Mais si l'on constate avec le rapport que, par le seul effet de l'article 8, § 4 et du deuxième alinéa de l'article 8, § 3 (qui donne, depuis 1893, la faculté de répudiation aux personnes nées en France d'une mère qui, elle-même, y est née), on obtient chaque année plusieurs milliers de nationaux, évaluation que beaucoup trouvent trop modeste (2), on ne peut que reconnaître le petit nombre relatif des répudiations.

En supposant la même faculté ouverte, dans des conditions identiques, à l'individu né en France d'un père qui lui-même y est né, il y a tout lieu de supposer que la proportion des renonçants serait encore moins forte. On pouvait néanmoins prévoir,

1. *J. off.*, 24 février 1900.

2. Exposé des motifs. Propos de loi de M. Grosjean, tendant à une réforme générale de la législation sur la nationalité. *J. off.*, Ch. ann., 24 octobre 1902, n° 379, p. 170.

qu'à côté de la grande majorité des gens de bonne volonté, il se trouverait encore un certain nombre d'individus disposés à refuser l'offre de nationalité qui leur était faite. Mais alors ne suffisait-il pas, modifiant légèrement un mot fameux, de les placer dans cette alternative : se soumettre ou s'en aller ? En spécifiant que la répudiation accomplie serait immédiatement suivie d'un arrêté d'expulsion, on aurait donné toute la satisfaction voulue aux justes réclamations des populations françaises. En ce faisant, on n'aurait aucunement sacrifié l'intérêt national qui consiste à augmenter la population, car, sur cette petite minorité d'individus hésitants, le plus grand nombre, presque tous seraient arrêtés par la menace de l'expulsion. Encore est-il qu'il y aurait là, de leur part, une accession consentie à notre nationalité, plus respectueuse du droit individuel que la mise brutale en face du fait accompli !

Quant à ceux qui préféreraient s'en aller, ce ne serait qu'un infime petit nombre d'irréductibles, et, en réalité, le système actuel ne nous les attache pas davantage. Ils se moquent bien de la loi française ! Ce n'est pas en les déclarant Français irrévocablement qu'on les empêche d'aller servir la patrie de leur cœur, si bon leur semble ! à quoi sert-il, alors, de leur attribuer un titre de national dont le seul effet est de susciter un conflit de nationalité qui, difficile à réduire aujourd'hui, le serait plus

encore si l'on supprimait, comme il convient peut-être, les cas de perte de la qualité de Français à titre de déchéance ? C'est pourtant pour ce résultat que notre texte de l'article 8, § 3, inutile à tous autres égards, a sacrifié complètement le principe du *jus sanguinis* !

Il est permis de penser que même le système de la loi de 1851 et de l'Institut de droit international, porte inutilement au principe du *jus sanguinis*, une trop profonde atteinte. Est-il bien indispensable que l'individu soit déclaré Français de naissance, même avec la faculté de répudiation ?

Ne suffirait-il pas de lui appliquer le système de l'article 8, § 4 : acquisition de la nationalité par le domicile en France au moment de la majorité, sauf option contraire, en y ajoutant seulement la sanction de l'arrêté d'expulsion ? Qu'il s'agisse d'une génération ou d'une autre, l'Etat n'a pas d'intérêt à ce que notre individu possède sa nationalité, dès la plus tendre enfance. L'enfant non plus n'y trouve aucun avantage. S'il en est besoin, la loi permet, au surplus, de lui faire acquérir la qualité de Français, par une déclaration, dès avant sa majorité. Mais, dans les conditions ordinaires, le seul intérêt véritable, il est étrange qu'on n'y songe pas, est d'assurer l'unité de nationalité dans la famille, en tant du moins qu'elle ne comprend que parents et enfants mineurs.

Un étranger né en France épouse une Française —

et le ménage reste en France : la femme devient étrangère comme son mari. — Un enfant naît : il est Français ! On avouera que la situation est bien bizarre.

En retardant l'acquisition de nationalité au jour de la majorité, on ne risque pas de la compromettre puisqu'il s'agit d'une famille établie solidement dans le pays. Et s'il arrive, comme c'est, après tout, possible, que la famille soit repartie à l'étranger avant la majorité de l'enfant, il est avantageux que celui-ci suive le sort des parents sans qu'on exige de lui une répudiation qu'il se dispenserait, vraisemblablement, de faire !

Qu'on retarde ou non, jusqu'au jour de la majorité, l'acquisition de la qualité de Français, nous croyons qu'il n'y a pas à distinguer selon que c'est le père ou la mère qui est né en France. Devant les susceptibilités manifestées par quelques puissances étrangères, notre législateur a cru devoir adoucir quelque peu la rigueur de sa disposition primitive, et, par la loi du 22 juillet 1893, modifiant l'article 8, § 3, il a rétabli la faculté de répudiation, pour l'hypothèse où le parent né en France serait la mère, ou, pour un enfant naturel, le parent dont il ne devrait pas, *jure sanguinis*, suivre la nationalité.

Le texte même de l'Institut de droit international ne prévoit l'application du *jus soli*, que pour le cas où le parent né sur le sol est celui qui transmettrait

à l'enfant sa nationalité *jure sanguinis* : « L'individu, né sur le territoire d'un Etat d'un père étranger qui lui-même y est né, est revêtu... » etc., et plus loin : « Pour les cas de naissances illégitimes, non suivies de reconnaissance de la part des pères respectifs, la règle précédente s'applique également par analogie » (eu égard à la mère).

Nous pensons que cette distinction n'est pas légitime.

Le point important c'est la continuité du domicile en France.

Sans doute, la situation n'est pas aussi nette au cas de naissance de la mère qu'au cas de naissance du père. Mais, étant supposé admis, que le ménage dont l'enfant est issu a toujours habité en France, on peut dire qu'il a pris, sans solution de continuité, la suite du ménage des grand-parents maternels, fixés eux-mêmes en France depuis une époque antérieure à la naissance de la mère. Si la mère était restée seule, orpheline, elle formait à elle seule sa « famille », voilà tout ! — L'enfant se rattache autant à la branche maternelle, qu'à la branche paternelle, et le plus souvent, en fait, dans notre situation, il s'y rattachera même davantage parce que le père né à l'étranger a plus de chances que la mère née en France, d'être un isolé, de sorte que l'enfant ne connaîtra guère d'autres parents que les parents maternels auprès desquels il vivra.

En tout cas, il est toujours vrai de dire, que cet enfant descend de gens établis en France depuis longtemps ! Bien plus, dans la grande majorité des cas, c'est de Français véritables qu'il descend, cette mère née en France était Française, avant le mariage !

Le père, en s'alliant à une famille française, a resserré le lien qui l'unissait à notre pays, et nous sommes en droit d'attendre de ses descendants une assimilation rapide !

Dans le cas où il s'agit d'enfant naturel on ne doit pas parler de famille en dehors du père et de la mère. Mais il reste vrai que cet enfant né en France est issu d'une personne née en France et y ayant toujours vécu !

Ce qui arrêta l'Institut de droit international, c'était peut-être cette considération qu'il s'agissait de toucher à la nationalité originaire elle-même. Cependant, on aurait maintenu la faculté d'option, sans aucune sanction ! C'est ce qu'a fait la loi française de 1893. Par rapport à ce système, le nôtre que nous appliquons sans distinction à tous les individus nés en France de parents dont l'un y est lui-même né, est à la fois plus doux et plus énergique : l'individu n'est pas Français d'origine, mais il devient Français à 21 ans, s'il ne préfère quitter le pays.

En application des développements qui précèdent, la disposition de loi relative aux enfants nés en France de parents dont l'un y est lui-même né, en la ren-

voyant après le texte relatif aux individus que vise l'article 8, paragraphe 4 actuel, pourrait être ainsi rédigée : « Le gouvernement devra prendre un arrêté d'expulsion contre tout individu qui déclinerait la qualité de Français, dans le cas de l'article précédent, si l'un de ses parents était lui-même né en France, et sauf la preuve qui serait apportée que la famille n'a pas eu en France son principal établissement pendant tout l'intervalle des deux naissances. »

CHAPITRE II

De l'incapacité en matière de changement individuel de nationalité.

Cette question se rattache intimement à celle qui a fait l'objet du précédent chapitre. Il ne doit pas y avoir de changement de nationalité sans le consentement de l'intéressé. Or, le consentement n'est juridiquement existant que s'il émane d'une personne capable.

C'est dans l'intérêt même de la liberté qu'il est nécessaire parfois, d'en limiter ou d'en supprimer l'usage, entre les mains de certains individus : ceux qui, à raison de leur jeunesse, ou de l'oblitération de leurs facultés mentales, risqueraient de passer inconsidérément des actes dont ils ne peuvent pas apprécier la gravité. En ce faisant, on leur réserve leur liberté, toute entière et intacte, pour le jour où ils seront en âge, ou en état, d'en user. Provisoirement ils sont en état d'incapacité.

Abstraction faite des personnes pourvues d'un conseil judiciaire, auxquelles il est seulement interdit de procéder seules à certains actes, limitativement énumérés, il y a trois catégories d'incapables : les mineurs, les interdits, les femmes mariées.

L'incapacité des femmes ne répond pas à la considération générale que nous exprimions ci-dessus. C'est une incapacité purement fictive, tenant à l'état de mariage. Ce qu'il y aura à en dire trouvera sa place naturelle dans les développements qui seront consacrés à l'unité de nationalité dans la famille.

La nationalité des mineurs intéresse également l'unité de la famille. Mais indépendamment de ce point de vue, pour les mineurs considérés individuellement, comme pour les interdits, la question se pose de savoir si leur incapacité générale doit empêcher de leur permettre le changement de nationalité.

En ce qui concerne les interdits, les textes relatifs à la nationalité n'apportent aucune règle spéciale. Mais d'après l'article 509 du Code civil : « l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens. » C'est donc sur le mineur que se concentre tout l'intérêt des développements qui vont suivre, et dans lesquels nous envisagerons successivement l'acquisition, puis la perte, de la qualité de Français.

SECTION I

Acquisition de la nationalité française, à titre individuel, par les mineurs.

Il y a un certain nombre de cas dans lesquels un mineur étranger peut certainement acquérir la nationalité française. Il en est ainsi :

1° Pour l'individu né en France, et pour celui qui est né, même à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français. Cela résulte, pour le premier, de l'article 9, paragraphe 10, d'après lequel la déclaration en vue de réclamer la qualité de Français, peut être faite, au nom du mineur, « par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas du décès du père et de la mère, ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille. » Cela résulte pour le second, du renvoi que fait l'article 10 à l'article 9 et aussi des mots « à tout âge », dont il ressort que la réclamation peut être faite aussi bien avant 21 ans, qu'après 22 !

Pour ces mineurs, l'acquisition de nationalité se produit en dehors de toute intervention personnelle

de leur part. Il n'en est pas de même pour les deux catégories suivantes.

2° Devient Française la jeune fille mineure qu'épouse un Français, à raison du caractère impératif de l'article 12, § 1, d'après lequel « l'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari. »

3° Peut enfin demander et obtenir la qualité de Français le mineur descendant de religionnaires proscrits. L'article 22 du décret des 9 et 15 décembre 1790, qui instituait le droit de ces individus, avait un alinéa final ainsi conçu : « Les fils de famille ne pourront user de ce droit, sans le consentement de leurs père, mère, aïeul, ou aïeule, qu'autant qu'ils seront majeurs et jouissant de leurs droits. » Il en résultait, *a contrario*, que le fils de famille mineur pouvait en user pourvu qu'il eût le consentement de ses père, mère, aïeul ou aïeule. La loi du 26 juin 1889, article 4, a supprimé le bienfait de la loi en cette hypothèse ; elle exige « un décret spécial pour chaque demandeur. » Pour le surplus, elle maintient aux intéressés le bénéfice « des dispositions de la loi du 15 décembre 1790. » Les jeunes mineurs ne peuvent donc pas avoir perdu le droit qu'ils avaient antérieurement.

Mais ce ne sont là que des hypothèses spéciales. Le mode de droit commun pour acquérir la qualité du Français, c'est la naturalisation proprement dite,

prononcée par décret, après une certaine durée de séjour en France.

Or, si l'on demande si un mineur peut se faire naturaliser Français, la réponse n'est pas douteuse. Malgré le silence de la loi les auteurs sont unanimes dans la négative. Les lois précédentes, constitutions de 1793 et de l'an III, lois de 1849 et de 1867 étaient formelles en ce sens, et l'examen des travaux préparatoires de la loi de 1889, on s'en convaincra par la suite, permet d'affirmer, en toute certitude, que l'exigence de la majorité a été maintenue.

L'individu devra donc, pour se faire naturaliser, attendre qu'il soit majeur ; pourra-t-il, du moins, obtenir la naturalisation, dès sa majorité ? Il y a, sur ce point, une difficulté à résoudre. Le postulant pourra, sans doute, obtenir la naturalisation, s'il remplit les conditions légales. Or, ce qui est controversé c'est la façon dont il peut être à même de remplir ces conditions. Notre article 8, § 5, distingue deux catégories d'individus :

1° Les étrangers qui ont obtenu du gouvernement l'autorisation de fixer leur domicile en France ;

2° Les étrangers qui y résident simplement.

Ces derniers doivent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années. Les premiers peuvent obtenir la naturalisation, après trois ans de domicile autorisé, après un an, même, dans les

circonstances les plus favorables, dont l'énumération est faite au texte !

Si, au moment de sa majorité, l'étranger réside en France depuis dix ans ou plus de dix ans, il peut incontestablement obtenir la naturalisation, sans délai. Mais, au cas où il arriverait en France à une époque voisine de sa majorité, pourrait-il, dans l'intention de devenir Français le plus vite possible, demander, étant encore mineur, l'admission à domicile, de façon à n'être plus soumis qu'à un stage de trois ans, ce qui lui permettrait de se faire naturaliser dès sa majorité, ou peu de temps après ? La loi du 29 juin 1867 ne permettait pas au mineur d'obtenir l'admission à domicile. Voici comment elle s'exprimait : « l'étranger qui, *après l'âge de 21 ans accomplis*, a, conformément à l'article 13 du Code Napoléon, obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France, et y a résidé pendant trois années, peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français » (art. 1^{er}).

La loi de 1889, pas plus pour l'admission à domicile que pour la naturalisation, n'a spécifié si un mineur pourrait ou non, l'obtenir. Mais tandis que son silence n'a pu jeter aucun doute sur la solution qu'il convient de donner quant à la naturalisation, pour l'admission à domicile, au contraire, on trouve généralement difficile d'établir à quel système le législateur a entendu s'arrêter.

Ce sont les travaux préparatoires qui nous montrent la raison de douter. Nous y voyons, en effet, que l'on a eu, à certain moment, l'intention très nette de répudier la solution antérieure. M. Batbie le déclarait au Sénat, le 1^{er} avril 1882 dans son exposé des motifs (1). « Notre proposition n'exige pas comme la loi de 1867, que l'autorisation de fixer son domicile en France soit obtenue après la majorité : cette autorisation vaudra quel que soit l'âge auquel elle a été accordée. »

Observons que, dans la pensée de M. Batbie, il semble que le système antérieur constitué par la loi de 1867 et le Code civil ait été d'admettre la possibilité de l'admission à domicile, en elle-même, pour un mineur, et de réserver seulement aux admissions obtenues après la majorité la vertu spéciale de faire courir le délai en vue de la naturalisation. Il paraît dire simplement que l'admission obtenue avant l'âge fixé par la loi de 1867, ne servait à rien pour la naturalisation. Mais nous n'insistons pas sur cette distinction possible, parce que l'admission à domicile sort du cadre de notre étude, en tant qu'elle n'est pas le préliminaire de la naturalisation. Ce développement n'aurait, au surplus, qu'un intérêt historique, car, depuis la loi de 1889, l'admission à domicile, tout en produisant d'autres

1. *Off. Sén. ann.* 82, p. 195.

effets, ne peut plus être autre chose que le préliminaire de la naturalisation. Cela ressort du nouvel alinéa deuxième de l'article 13, en vertu duquel « l'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation ou si la demande est rejetée ». Il est désormais manifeste que l'admission ne peut pas être accordée, sans faire courir *ipso-facto* le délai pour la naturalisation.

A quel âge, donc, peut-elle être accordée ? Au lendemain de la promulgation de la loi de 1889, on a cru que le silence des textes maintenait implicitement la condition d'âge (1). La plupart des auteurs admettent aujourd'hui qu'elle est abrogée (2). Mais on n'en donne pas, à notre avis, de démonstration péremptoire. Un auteur qui partage cependant l'opinion générale, va jusqu'à prétendre qu'il n'est guère possible de l'établir directement », « qu'une lecture attentive des documents parlementaires montre qu'il est impossible d'en faire sortir l'argument que les auteurs y ont cherché (3). »

Voyons ce qu'il en est ; recherchons ce qu'est devenue, au cours de l'œuvre législative, l'idée que

1. Weiss. *Traité élémentaire*, 2^e édit., p. 129. — Cohendy. *Le Droit*, 3 nov. 1889. — Vincent. *Lois nouvelles*, 89. I. 815.

2. Weiss, I, 320. Lesueur et Dreyfus, p. 58. — Audinet. *Rev. crit.*, 91, p. 50. — Stemler Cl., 90, p. 393. — Aubry et Rau, I, p. 371. — Baudry et Houques-Fourcade, I, p. 296

3. Gruffy, p. 184.

nous avons vue émise par M. Bathie, dès le début des travaux préparatoires. Le projet élaboré par la section de législation du Conseil d'Etat donnait formellement la solution opposée. Voici quel était son article 7 : « En dehors des cas prévus par les articles précédents (naturalisation de faveur) tout étranger qui veut être naturalisé doit remplir les deux conditions suivantes :

1° Avoir obtenu, *à partir de 21 ans accomplis*, sur demande adressée au Président de la République l'autorisation d'établir son domicile en France;

2° Avoir résidé en France pendant trois ans, à compter du jour où la demande d'admission à domicile a été enregistrée au ministère de la Justice. »

La Commission qui fondit en un texte unique la proposition initiale et le projet du Conseil d'Etat présenta aux délibérations du Sénat, comme devant constituer l'article 8, § 4 du Code civil, la disposition suivante :

« Sont Français... 4° les étrangers qui, ayant atteint l'âge de 21 ans accomplis, ont, après trois ans de domicile autorisé, ou après dix années de résidence non interrompue en France, obtenu la naturalisation par décret ».

C'est ce texte qui fut admis par le Sénat, en première lecture, le 13 novembre 1886 (Sénat, *in extenso*, p. 1188).

Il indiquait formellement que l'étranger devait

avoir 21 ans pour se faire naturaliser. Il ne disait rien de l'âge nécessaire pour obtenir l'admission à domicile.

Le rapport supplémentaire, rédigé par M. Batbie, au nom de la Commission, n'était pas plus explicite.

Il contenait cette déclaration générale : « Si un rapport supplémentaire est indispensable, c'est qu'il y a aussi des différences de fond entre notre première proposition et le texte nouveau. Ces changements ont été adoptés par la Commission, à la suite de conférences qu'elle a eues avec M. le ministre de la Justice et M. le directeur des Affaires civiles, ainsi qu'avec M. le Commissaire du gouvernement. La plupart de ces modifications sont d'ailleurs empruntées au projet du Conseil d'Etat (1). »

Suivent d'assez longues explications sur des points spéciaux. De l'admission à domicile pas un mot ! C'est ce silence qui a paru faire planer le doute sur le parti auquel s'était arrêtée la Commission sénatoriale. Mais il s'explique, selon nous, de la façon la plus simple. La raison d'être du rapport supplémentaire, ce sont, comme il est dit en propres termes « les différences *entre la première proposition* et le texte nouveau. » Si le rapport est muet sur le point qui nous occupe, il y a déjà au moins une

1. Sénat. Ann. 86, n° 19, p. 373.

chance pour que, sur ce point, la première proposition n'ait pas été modifiée.

Certes, le rapport aurait pu se dispenser d'exposer par le menu de petites modifications de détail, se contentant de les avoir annoncées par la phrase générale du début. Mais, la question débattue n'est pas un détail sans importance. Au surplus, il faut toujours que le changement apparaisse quelque part. Or, nous avons vu qu'il n'apparaît ni dans le rapport, ni dans le texte !

Etant donné que le rapport supplémentaire se réfère, non pas à la législation antérieurement en vigueur, mais au rapport et à la proposition primitifs, il faut suivre la solution donnée par ceux-ci, par cela seul que rien ne la contredit, et alors même qu'aucune espèce d'indication ne viendrait non plus la confirmer. C'est en ce sens que le doute doit être tranché, si doute il y a !

En réalité, il n'y a même pas de doute. Le texte ne fait aucune déclaration explicite, parce qu'il n'a pas à en faire. Son silence est suffisamment significatif. Il n'y a, pour s'en rendre compte, qu'à comparer les textes successifs relatifs au point que nous discutons.

Au point de départ, la loi de 1867 ! On a vu en quels termes elle exige l'âge de 21 ans pour l'admission à domicile et, *a fortiori* pour la naturalisation.

La proposition déposée par M. Batbie entend incontestablement supprimer l'exigence des 21 ans pour l'admission à domicile. Or, comment est-elle rédigée ?

Pas un mot n'y est dit touchant la faculté nouvelle, reconnue aux mineurs de profiter de l'admission à domicile ! Voici l'article 3 de cette proposition, nous ne l'avons pas encore cité : « L'étranger qui a, conformément à l'article 13 du Code civil, obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France, et y a résidé pendant trois ans, peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français. Les trois années courront à partir du jour où la demande d'autorisation aura été enregistrée au ministère de la Justice. Est assimilé à la résidence en France, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français. Il est statué sur la demande en naturalisation après enquête sur la moralité de l'étranger, par un décret du Président de la République, sur le rapport du ministre de la Justice, le Conseil d'Etat entendu. *La naturalisation ne pourra être demandée qu'à la majorité du demandeur, telle qu'elle est fixée par son statut personnel* (1). »

Dans la pensée de M. Batbie, cela est d'évidence, il suffit de rayer du texte de la loi, l'exigence de 21 ans, pour que l'admission à domicile soit par cela

1. *J. off.* Sén. Ann. 82, p. 196.

seul, ouverte aux mineurs. La loi n'a pas besoin de la leur permettre par une déclaration formelle.

Le projet du Conseil d'Etat revient au système contraire. Il ferme, de nouveau, l'admission à domicile aux mineurs. Pour ce faire il reprend la vieille formule qui contient expressément l'exigence : « avoir obtenu, à partir de 21 ans accomplis, etc. »

Quant au texte auquel s'arrête la Commission du Sénat et qui est voté par cette Assemblée, il supprime à nouveau l'exigence de 21 ans. Il n'a rien à faire de plus. Il se présente, par rapport au texte du Conseil d'Etat, dans les mêmes conditions que le texte de la première proposition, par rapport à celui de 1867. N'est-il pas manifeste que la commission s'en tient à la solution préconisée par M. Batbie, puisque c'est le texte de ce dernier qui l'emporte ? Elle oppose une fin de non-recevoir à la tentative rétrograde du Conseil d'Etat. S'il avait pu supposer qu'il y eût, sur ce point, le moindre doute, le rapporteur s'en serait certainement expliqué, encore que le Sénat fût censé ignorer le travail fait dans la coulisse depuis la proposition primitive, et que le seul rôle du rapporteur fut alors de dire en quoi cette proposition primitive avait été modifiée !

Il reste une remarque à faire : le texte voté en première lecture par le Sénat n'est pas celui qui a subsisté définitivement dans la loi. Tandis que ce texte faisait une opposition très nette entre la natu-

ralisation et l'admission à domicile puisqu'il exigeait 21 ans pour la naturalisation, et ne parlait d'aucun âge pour l'admission, la loi actuelle est également muette sur l'âge dans les deux cas. Cela pourrait susciter une objection. Comment se fonder sur le silence même du texte pour ouvrir l'admission à domicile aux mineurs, si l'on persiste, en présence d'un texte non moins silencieux, à leur refuser la naturalisation ? Cependant l'interprète peut et doit s'en tenir à ces solutions. On peut reconnaître que la modification apportée au texte, dans l'intervalle des deux lectures, n'a pas été très heureuse. Il aurait été plus conforme aux principes — en tout cas plus clair — de maintenir explicitement dans la loi, la condition de majorité si l'on entendait toujours l'exiger. Or, on l'entendait bien ainsi, personne ne le conteste ! On attribue seulement, au changement de texte, une conséquence, que nous discuterons dans un instant, en ce qui concerne la fixation de la majorité elle-même. Mais cela doit nous suffire. S'il est vrai que le législateur n'a pas entendu toucher au principe, en ce qui concerne la naturalisation, pour laquelle le texte est modifié, il est encore bien plus vrai qu'il n'a pas voulu revenir, sur la solution donnée pour l'admission à domicile puisque, pour celle-ci, non seulement on n'en dit rien, mais on ne modifie même pas le texte !

Il est donc incontestable que la disposition votée

en première lecture par le Sénat, exprimait les intentions définitives du législateur sur la question de principe : exigence ou non-exigence de la majorité en matière de naturalisation ou d'admission à domicile. Et il faut en conclure que l'admission à domicile est ouverte aux mineurs.

Au reste, on conçoit fort bien que, finalement, l'admission à domicile ait été permise aux mineurs. Tous les auteurs remarquent qu'il n'y a aucun intérêt à la leur refuser. C'est un acte qui ne présente que des avantages. Puis l'on tire un argument d'analogie de la disposition de l'article 13, § 3, en vertu de laquelle, au cas de décès avant la naturalisation d'un étranger admis à domicile, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profitent aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation. Puisque le mineur peut, en ce cas, profiter *individuellement* d'une admission jadis obtenue par son père, il ne serait guère logique de lui défendre d'obtenir cette admission pour lui-même. La considération est frappante. Mais, quelle que soit sa valeur, elle n'aurait pas suffi à elle seule pour établir l'exactitude de l'opinion générale. Cette insuffisance apparaît manifeste, si l'on constate, que le projet du Conseil d'Etat, après avoir exigé, en principe, dans l'article 7, l'obtention « après 21 ans accomplis », de l'autorisation d'établir son domicile, décidait ensuite, dans l'article 10, que « l'autorisa-

tion, obtenue par le père ou la mère survivante, profite aux enfants mineurs. »

La seule preuve véritable de l'intention du législateur résulte des documents parlementaires.

C'est également par les travaux préparatoires qu'il faut essayer d'éclairer un autre point vivement controversé.

Tout le monde reconnaît, avons nous dit, que la naturalisation n'est pas possible aux mineurs. Mais à quel moment convient-il de fixer la majorité ?

La loi de 1867, exigeait la majorité française de vingt et un ans. La proposition de M. Batbie, portait que « la naturalisation ne pourrait être demandée qu'à la majorité du demandeur, telle quelle est fixée par son statut personnel. » C'était exiger qu'il fut majeur d'après sa loi nationale.

Le projet du Conseil d'Etat revint à la majorité de vingt et un ans. Telle était aussi l'exigence formelle du texte adopté par le Sénat en première lecture ! Mais le texte définitif est muet sur ce point puisqu'il ne parle même pas de majorité !

Pour certains auteurs (1) la suppression du membre de phrase exigeant l'âge de 21 ans, équivaut à un renvoi au droit commun qui règle la capacité d'après la loi nationale.

1. Weiss, I, 310. Cogordan, p. 132. Rouard de Card, p. 101. Baudry, I, n° 446, p. 293. Despagne, 202 et suiv. Gruffy, p. 177.

Pour être logiques avec eux-mêmes, ces auteurs doivent admettre que la majorité de la loi nationale suffit, alors même qu'elle serait fixée à un âge inférieur à 21 ans. On verrait alors cette conséquence étrange d'un individu considéré comme majeur pour devenir Français, et qui, l'étant devenu, retomberait forcément en minorité jusqu'à l'âge de 21 ans.

En dehors de cette bizarrerie, il y a une raison plus forte pour que l'intention du législateur n'ait pas été ce que l'on prétend. Comment aurait-il ouvert, dès avant 21 ans, à la libre initiative d'étrangers quelconques, l'accès à la qualité de Français, alors que pour les étrangers privilégiés de l'article 9, le droit de souscrire la déclaration est strictement réservé aux père, mère et tuteur, tant que l'intéressé n'a pas 21 ans, et sans qu'on s'occupe de savoir s'il est antérieurement majeur d'après sa loi nationale (1).

En réalité, rien n'autorise à penser, que la Commission du Sénat, lorsqu'elle a retouché son texte, ait eu l'intention qu'on lui prête. La disposition votée en première lecture n'avait donné lieu à aucune critique. Elle n'avait soulevé d'autre observation que celle de M. Boulanger qui y fit insérer les mots « est assimilé à la résidence en France le séjour en pays

1. A noter que cette disposition n'existait pas dans l'article 9, lors de la proposition de M. Batbie !

étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ». Aucun rapport avec ce qui nous occupe !

La campagne de presse qui se produisit entre les deux délibérations ne tendait à rien moins qu'à rappeler le législateur au respect des lois étrangères ou même des principes du droit international. La Commission n'avait donc aucun motif pour abandonner le système auquel elle avait volontairement donné la préférence quand elle avait rédigé son premier texte. Si elle avait voulu le faire, elle l'aurait certainement dit, puisqu'il s'agissait ici de contredire directement une disposition, non seulement connue du Sénat, mais votée par lui. Elle n'aurait pas réalisé, par surprise, un changement de principe considérable. M. Bathie y aurait d'autant moins consenti, dans sa haute conscience juridique, que le texte nouveau aurait été plus conforme à ses préférences personnelles.

La non reproduction du membre de phrase en question, n'a, peut être, été que le résultat d'un oubli. Plus probablement, selon nous, on aura trouvé qu'il était inutile de le maintenir parce que la solution se dégageait suffisamment de l'ensemble de la loi, et notamment des articles 9 et 10, pour lesquels la majorité était celle de 21 ans (1). On objecte

1. En ce sens : Audinet. *R. crit.*, 91. p. 50. Vincent. *L. nouv.* 89. 1. 819. Lesueur et Dreyfus, p. 72. Campistron, n° 46. Stemler Cl. 90, p. 397. Aubry et Rau, I, p. 389. Huc, I, n° 237.

que cette dernière disposition pourrait aussi bien n'être qu'une dérogation aux principes, justifiée par la situation spéciale des jeunes gens auxquels elle s'applique, et qui, dit-on, « ne sont pas absolument étrangers (1) ». L'expression n'est pas exacte ! On ne peut être que Français ou étranger, sans intermédiaire. Il y a seulement des étrangers auxquels on confère des facilités spéciales pour acquérir la qualité de Français. Or, on leur donnait le droit de la réclamer par une simple déclaration, dans l'année de leur majorité ; pourquoi aurait-on eu, de plus, la pensée de fixer cette majorité d'une façon spéciale, en dehors du droit commun ? Quel intérêt y trouvait-on, au moment même où la majorité devenait peu importante, puisque l'on permettait de passer la déclaration au nom d'un mineur ? Le seul avantage qu'on eût pu ainsi rechercher, aurait été de permettre à l'individu âgé de 21 ans, mais encore mineur d'après sa loi nationale, d'agir malgré l'opposition de ses père, mère ou tuteur ! Mais comment n'aurait-on pas vu que cet avantage serait largement payé par un inconvénient corrélatif : empêcher l'individu mineur de 21 ans, et majeur d'après sa loi nationale, d'agir malgré l'opposition de ces mêmes personnes.

Il est donc beaucoup plus vraisemblable que la

1. Gruffy, *loc. cit.*

majorité de 21 ans des articles 9 et 10, n'est que l'application pure et simple de ce qui était, aux yeux du législateur, le principe général.

Il n'y a pas d'argument à tirer, contre cette conclusion, d'un alinéa final qui figurait dans l'article 8, d'après le texte proposé en deuxième lecture, alinéa qui fut d'ailleurs retiré.

Il était ainsi conçu : « la naturalisation ne doit pas être accordée au demandeur, qui, en devenant Français, conserverait sa nationalité d'origine, d'après la loi de son pays (1). »

Les observations qui furent échangées sur ce texte nous apprennent qu'il visait surtout le cas où l'étranger, sollicitant la naturalisation, appartiendrait à un pays dans lequel le principe de l'allégeance perpétuelle serait en vigueur.

Il n'aurait eu, d'aucune façon, pour effet de faire accorder la naturalisation à un individu qui, majeur d'après sa loi nationale, n'aurait pas eu 21 ans. Bien plus, s'il est vrai, comme l'observe M. Weiss, p. 311, que ce texte empêchait d'accorder la naturalisation aux individus restés incapables au regard des lois de leur pays d'origine, il le faisait d'une façon détournée et impliquait même qu'en droit strict la majorité de la loi française, seule, aurait suffi. M. Batbie déclarait : « Ce que nous avons

1. *J. Off.*, Sénat, *in extenso*, 1887, p. 81 et 82.

voulu faire, c'est indiquer au gouvernement, qui sera chargé de statuer sur la naturalisation, une règle de conduite... » C'est parce que ce texte n'est que cela, et ne touche à aucun principe, que la Commission, sur la demande du garde des Sceaux, consent à sa suppression sans soulever de difficulté. Le ministre et le rapporteur sont d'accord pour déclarer que cette indication devra être suivie autant que possible dans la pratique. Il n'en est pas moins vrai qu'on cesse d'en faire une règle impérative. «... Peut-être, en effet, dans certaines circonstances, serait-il gênant d'avoir mis dans la loi une disposition formelle... »

Dès lors, le principe seul, demeure, et l'interprète qui commente, non pas les intentions de l'administration, mais la loi, est en droit de conclure que la majorité de vingt et un ans est à la fois nécessaire et suffisante, en ce qui concerne la capacité du candidat à la naturalisation.

Faut-il faire une situation à part au mineur émancipé ? En ce qui concerne la possibilité d'obtenir la naturalisation, absolument rien n'autorise à la lui reconnaître. Nous voyons bien dans l'exposé des motifs de M. Batbie que « des jurisconsultes d'une grande autorité ont proposé d'aller plus loin et d'autoriser, en observant certaines formes, la naturalisation à l'âge où l'enfant peut être émancipé... » Malgré l'aspect général de cette proposition, il paraît

douteux qu'elle ait visé d'autres individus que ceux appelés à devenir Français par le bienfait de la loi. Dans la terminologie de M. Batbie, le bienfait de la loi est encore une naturalisation. De plus, le principal avantage de l'innovation serait, au dire de ses promoteurs et d'après l'Exposé... « de rendre inutiles les dispositions spéciales qui ont été nécessaires pour l'engagement conditionnel et l'admission aux Ecoles du gouvernement. »

Or, ces dispositions spéciales ne concernaient que les candidats au bienfait de la loi, et, à la lecture de l'Exposé, on n'éprouve pas l'impression que quique ce soit ait voulu en étendre le bénéfice aux candidats à la naturalisation ordinaire.

D'ailleurs M. Batbie repousse la proposition. Et si, plus tard, le texte de l'article 9 a ouvert l'accès de notre nationalité à des mineurs, même bien avant l'âge de l'émancipation, les textes successifs relatifs à la naturalisation ordinaire n'ont, au contraire, fait aucune distinction en faveur des émancipés. Leur prohibition s'applique à tous les mineurs.

Par contre, la théorie de l'émancipation influe sur celle de l'admission à domicile, en tant qu'elle modifie les règles du domicile lui-même. On ne peut, logiquement, accorder l'admission au mineur que dans les cas où il est susceptible d'être légalement domicilié en France. Cela se produit normalement,

lorsque son père ou tuteur y est lui-même domicilié (1).

Si le mineur est émancipé, il n'est plus besoin que le représentant légal ait son domicile en France (2).

Ajoutons que le mineur, dans tous les cas, doit être dans les cinq ans qui précèdent sa majorité : car l'admission à domicile, préliminaire de la naturalisation, ne se concevrait pas, si elle devait fatalement cesser de produire effet, avant le jour où la naturalisation deviendrait possible (3).

A côté des cas d'acquisition véritable de la nationalité française, on peut étudier une hypothèse voisine : celle où il s'agirait pour un mineur de disposer de sa nationalité, en faveur de la France, par une renonciation à la faculté de décliner la qualité de Français.

Il y a deux catégories d'individus que la loi déclare Français pendant leur minorité mais en leur reconnaissant la faculté de répudier cette nationalité dans l'année de leur majorité. Ce sont :

1° Les enfants de naturalisés ou d'ex Français réintégrés qui étaient mineurs au moment de la naturalisation ou de la réintégration.

1. Glard, p. 184. — Audinet, p. 51. — Weiss, p. 320. — Baudry, I, n. 451.

2. Aubry et Rau, I, p. 391. — Stemler, p. 393. — Gruffy, p. 183.

3. En ce sens, Campistron, n° 167. — Weiss, p. 321. — Glard, p. 184. — Baudry, I, n° 454, *contra*, Gruffy.

2° Depuis la loi du 22 juillet 1893, les enfants légitimes nés en France, d'une mère étrangère née elle-même en France ; et les enfants naturels nés en France, de parents dont l'un y est né, dans le cas où celui des parents qui y est né ne leur communique pas sa nationalité *jure sanguinis*.

L'intérêt d'une renonciation anticipée à la faculté de répudiation se conçoit aisément. Ces jeunes gens peuvent avoir le désir de contracter un engagement militaire ou d'entrer dans une Ecole du gouvernement. Il semble bien qu'ils en aient le droit, puisqu'ils sont Français. Mais ils ne sont pas définitivement Français, et on ne peut admettre qu'ils entrent au service de la France avec l'arrière-pensée de la quitter dans l'année de leur majorité, ni qu'après avoir pris dans une école la place d'un autre, ils puissent retourner à leur patrie d'origine et faire profiter l'étranger de l'instruction qu'ils auront reçue.

Cette situation était écartée par la loi du 16 décembre 1874. Les individus auxquels cette loi s'appliquait étaient eux aussi Français pendant leur minorité, sauf faculté de répudiation. L'article 2 de cette loi leur permettait de contracter un engagement volontaire, ou d'entrer dans les Ecoles du gouvernement à l'âge fixé par les lois ou règlements « en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité »... « La

déclaration ne doit être reçue qu'après les examens d'admission et s'ils sont favorables ». Le même système était appliqué par la convention Franco-Suisse du 23 juillet 1879, aux enfants mineurs de Français naturalisés Suisses, qui, restant Français, avaient seulement la faculté de réclamer la nationalité suisse, dans l'année de leur majorité.

Deux lois postérieures étaient allées plus loin : elles avaient permis, à certains individus, dans les mêmes circonstances et aux mêmes conditions, non plus seulement de consolider, mais d'acquérir, en temps de minorité, la qualité de Français. C'étaient : la loi du 14 février 1882, relative aux enfants mineurs d'étrangers naturalisés ou d'ex Français réintégrés, et la loi du 28 juin 1883, relative aux enfants d'une ex Française, nés en France, orphelins, ou dont la mère, veuve, se serait fait réintégrer. Ces individus ont le droit de réclamer la nationalité française dans les formes de l'article 9 et on leur permet d'exercer ce droit dès avant leur majorité, ce qui est alors un avantage exceptionnel.

Avec la loi de 1889 cette exception est devenue le droit commun en tant qu'il s'agit d'acquérir véritablement la nationalité française par le bienfait de la loi en vertu des articles 9 et 10. Le droit commun actuel va même plus loin que l'exception ancienne, puisqu'il ne nécessite aucune velléité de s'engager ou d'entrer dans une école, et que la disposition pro-

fite aux mineurs des deux sexes, quel que soit leur âge.

Par contre, la loi de 1889 n'a pas reproduit, en faveur des jeunes gens, Français sauffaculté de répudiation, la disposition de la loi de 1874. Elle n'a prévu aucune renonciation faite en temps de minorité. Mais l'article 5 de la loi remettait au règlement d'administration publique le soin de déterminer les formalités et les justifications pour la renonciation à la qualité de Français, qui doit se faire d'après plusieurs textes, dans l'année de la majorité. Le Conseil d'Etat a cru pouvoir réglementer, en même temps, la renonciation à la faculté d'option elle-même et il a décidé, par l'article 11 du décret du 13 août 1889, que « la renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8, § 4, 12 et 18 du Code civil, de décliner à sa majorité la qualité de Français, serait faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 9 : § 2, du Code civil. »

Qu'est-ce, d'abord, que cette mention qui est faite, de l'article 8, § 4 ? Ce texte prévoit une acquisition de la qualité de Français qui se réalise au jour de la majorité. L'intéressé n'est donc pas — tant qu'il est encore mineur — un de ces Français sauffaculté de répudiation pour lesquels se pose la question d'une renonciation anticipée à cette faculté. Le renvoi fait à ce texte a fort bien pu n'être qu'une inadvertance

du Conseil d'Etat. Mais la circulaire du 23 août de la même année a cru pouvoir en faire l'application, en organisant un système où la renonciation éventuelle à la faculté de l'article 8, § 4 (1), est combinée avec la déclaration faite au nom du mineur, par application de l'article 9, pour lui faire acquérir la qualité de Français. Les auteurs de la circulaire, dégageant ou non la pensée du Conseil d'Etat, ont cru, que par une combinaison nécessaire des textes, l'individu, au nom duquel aurait été souscrite la déclaration de l'article 9, § 10, n'en tomberait pas moins plus tard sous le coup de l'article 8, § 4, qui déclare Français sauf répudiation l'individu domicilié en France à sa majorité. Par conséquent, la déclaration souscrite par le représentant légal ne suffirait pas à faire de ce mineur, un Français définitif, tant qu'elle ne serait pas complétée par une renonciation éventuelle à la faculté de l'article 8, § 4. Cette manière de voir est partagée par certains auteurs, M. Weiss, notamment, qui d'ailleurs conteste la légalité du décret, admet que le mineur de l'article 9, § 10 peut, à sa majorité, user de la faculté de répudiation. Il se félicite, à certain égard, de ce résultat qui lui paraît corriger heureusement les trop grandes facilités données au représentant légal du mineur. L'intéressé y trouve le moyen de faire prévaloir sa propre volonté.

1. Déclaration modèle, n° 4. Annexe à la circulaire du 23 août.

Nous croyons que cette interprétation littérale des textes ne tient pas le moindre compte des véritables intentions du législateur, et que, dans l'esprit de la loi, le mineur au nom duquel a été souscrite une déclaration dans les termes de l'article 9, § 10, est définitivement Français.

Qu'on ménage à l'intéressé la faculté de décliner la qualité de Français, lorsque notre nationalité lui a été attribuée automatiquement par la loi et sans manifestation de volonté, cela se conçoit parfaitement ! La loi se règle sur les situations générales. Elle pourrait, dans certains cas, heurter des intérêts qu'elle n'a pas pu prévoir. Il est bon de ménager une ressource pour la sauvegarde de ces intérêts légitimes. Mais, dans le cas de l'article 9, il s'agit d'un changement de nationalité volontairement réclamé.

Nous sommes ici en présence de la volonté même de l'intéressé, ou de celle de ses représentants légaux, ce qui revient au même. Qu'il y ait lieu, en fait, de retoucher la façon dont s'exprime actuellement cette volonté, c'est possible, mais c'est une toute autre question ! Cela n'empêche nullement que ce ne soit cette volonté qui opère ! Quand le représentant légal souscrit la déclaration, c'est le mineur qui agit en sa personne, et l'acte est censé accompli à bon escient, tout compte fait des avantages et des inconvénients qu'il comporte. Pourquoi

permettre ici, plutôt que pour n'importe quel acte juridique, au mineur, de revenir sur ce qui a été fait régulièrement et légalement par son représentant ?

La disposition de l'article 9, paragraphe 10, se rattache d'une façon évidente aux lois de 1874, 1882 et 1883. Ces lois ont apporté des dérogations successives au principe d'après lequel la nationalité du mineur ne pouvait pas être modifiée. Mais dans la limite où ces dérogations étaient admises, la modification de nationalité était effectuée d'une façon définitive.

L'article 9, paragraphe 10, a été un élargissement considérable de ces dérogations. Il a augmenté les cas dans lesquels la nationalité française peut être acquise par un mineur. Il n'a pas, en même temps, diminué la portée de cette acquisition. Il a été considéré comme rendant inutiles, en sa généralité, les dispositions spéciales qui prévoyaient auparavant l'engagement militaire ou l'entrée dans les Ecoles du gouvernement, par conséquent comme réalisant, au même titre que ces dispositions spéciales, une acquisition de nationalité définitive.

Quant à l'article 8, paragraphe 4, entré postérieurement dans la loi, il a eu pour but, comme on l'a dit, de faire agir la force d'inertie dans le sens de l'acquisition de la nationalité française. Il permet d'éviter une option formelle pour la France. Com-

ment ceux qui l'ont proposé, auraient-ils pu prévoir qu'on l'appliquerait à des individus dont le droit d'option a déjà été exercé, et surtout qu'il servirait à ces individus, pour revenir sur l'option antérieurement faite en faveur de la France ? Rien de moins conforme à leurs intentions ! Quand la déclaration de l'article 9, paragraphe 10, a été souscrite, l'article 8, paragraphe 4, est hors de cause !

C'est l'affaire des interprètes de dégager la pensée du législateur et ils n'outrepassent pas leurs droits, en proscrivant une combinaison de textes dont sortirait un résultat contraire à l'esprit de la loi.

L'article 8, paragraphe 4, ainsi mis à part, comment convient-il d'apprécier l'article 11 du décret du 13 août ?

Le Conseil d'Etat a pensé que, du moment que l'on accordait, à certaines personnes qui ne sont pas Françaises, le droit de le devenir par l'entremise de leurs parents pendant leur minorité, on devait en déduire *a fortiori*, que des individus déjà Français pouvaient, de la même façon, consolider cette qualité. Il s'est cru autorisé à suppléer au silence de la loi. Il a réglementé un droit de renonciation dont la loi ne parlait pas.

Beaucoup d'auteurs trouvent que le Conseil d'Etat a outrepassé ses pouvoirs (1). M. Lainé professe

1. Weiss, I, p. 131 et 169. — Hue, I, n° 260. — Surville et Arthuys, n° 40. — Baudry, I, n° 404. Audinet. *R. crit.*, 91.

une opinion différente. Ce qui est illégal, à ses yeux, c'est la pratique administrative, ce sont les circulaires qui imposent la renonciation aux candidats à certaines Ecoles. Une pareille obligation ne saurait être prescrite que par une loi. Mais le décret n'avait rien imposé : il avait seulement réglementé la renonciation comme possible. Cela ne constitue pas un excès de pouvoir. M. Gruffy se rallie à cette opinion (p. 136 et art. dans *Clunet*, 94, p. 475).

Cette distinction ne nous paraît pas trancher la question de légalité. Le Conseil d'Etat peut n'avoir pas fait un excès de pouvoir. Il reste possible que l'article 11 du décret soit un texte destiné nécessairement à rester sans application. Dès que quelqu'un prétend user de cette faculté de renonciation, qu'une circulaire la lui ait ou non imposée, l'objection d'illégalité reste la même. Il s'agit toujours de savoir si le décret peut valablement *permettre* cet acte qui n'était pas prévu par la loi ; et si la renonciation est opposable au mineur lui-même !

Or, pour qu'une de ces renonciations effectuée en vertu de l'article 11 du décret fut admissible, il faudrait pouvoir affirmer que les auteurs du décret n'ont fait que dégager la volonté implicite mais certaine du législateur. Cette affirmation est-elle pos-

p. 42. — Gérardin, p. 170. — Cogordan, p. 100. — Vincent. *Lois nouvelles*, 89, p. 879, — Despagne. *Le droit*, 19 octobre 1889. — Lenoble Darras, 1905, p. 417.

sible ? nous ne le croyons pas. Lorsque la Commission du Sénat, après les changements introduits par la Chambre des députés, proposa de donner aux enfants mineurs de naturalisés et de réintégrés, la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année de leur majorité, elle était très certainement pénétrée du désir de donner à ces individus le moyen de faire prévaloir leur propre volonté. Elle n'a pas prévu seulement que des intérêts matériels pourraient rattacher l'enfant à son pays d'origine ! Il n'y a pas seulement la possibilité « de biens à administrer, de successions à recueillir, d'intérêts impérieux à sauvegarder ». Il y a aussi une question de sentiment purement personnelle. « N'est-il pas à craindre que l'enfant conserve pour son pays d'origine, où une partie de sa famille continuera à résider, des préférences qui seraient incompatibles avec son changement de nationalité ? (1) » De cette question de sentiment purement personnelle, le père ne peut être juge. Même pour les intérêts matériels, qu'il peut au contraire apprécier sainement, il faut du moins qu'on lui laisse son libre arbitre ! Expliquons-nous : il ne faut pas, même à ce point de vue des intérêts matériels, que le droit de fixer irrévocablement la nationalité de l'enfant, soit organisé

1. Ces passages sont extraits du rapport de M. Delsol. — *Sénat, doc.*, 1889, n° 160, p. 234.

entre les mains du père d'une façon assez large pour que l'administration puisse, comme elle le prétend, faire de l'exercice de ce droit une condition de la naturalisation du père. Le père qui n'hésite pas à se faire naturaliser, malgré ces intérêts matériels qui sont supposés rattacher l'enfant au pays d'origine, n'hésitera pas davantage à supprimer le droit d'option de son enfant, si on le lui impose comme condition de sa propre naturalisation.

Ces considérations donnent lieu de penser que si le législateur, en instituant la faculté de répudiation des articles 12 et 18, avait prévu l'hypothèse et senti le besoin d'une renonciation, il ne l'aurait pas du tout organisée selon le système de l'article 9, § 10. Peut-être même ses dispositions du moment l'auraient-elles amené à se rendre compte de la largeur vraiment excessive du pouvoir conféré par ce dernier texte au représentant légal du mineur ! Il faut que la volonté de l'intéressé lui-même intervienne !

Mais, par contre, il aurait évidemment reconnu la nécessité d'organiser un système de renonciation, parce qu'il ne pouvait pas vouloir fermer à ces jeunes gens l'accès des carrières qui exigent des Français définitifs. Il est seulement regrettable que le Conseil d'Etat, pour réparer cet oubli, n'ait pas eu d'autre ressource que de transposer la disposition de l'article 9 qui ne cadrerait plus avec la pensée du législateur. On ne pouvait pourtant pas maintenir une disposi-

tion de la loi de 1874, qui s'appliquait à une catégorie d'individus différente, et qui de plus était abrogée par l'article 6 de la loi du 26 juin 1889. Si le Conseil d'Etat s'était avisé d'appliquer à nos jeunes gens, un système inspiré de celui de 1874, on l'aurait, bien plus encore qu'on ne l'a fait, accusé de refaire la loi. Et cependant, ç'aurait été une interprétation plus exacte de cette loi, que ne l'est l'article 11 du décret du 13 août, parce qu'il y aurait eu dans la renonciation une intervention personnelle de l'intéressé !

Lorsque la loi du 22 juillet 1893 est venue introduire la faculté de répudiation dans l'article 8, § 3, elle n'a pas davantage prévu le cas de renonciation à cette faculté. Mais le système de l'article 11 a été étendu à cette nouvelle catégorie par la circulaire du 28 août 1893. Il est permis d'estimer que le pouvoir exécutif, à cette date, ne faisait plus que dégager la pensée véritable du Parlement. Dans l'intervalle des deux lois, les Chambres avaient eu à voter sur un texte, l'article 2 de la convention franco-belge du 20 juillet 1891, qui contenait un renvoi formel à l'article 11 du décret du 13 août 1889 : «... A moins que, durant leur minorité, ils n'y aient renoncé, en vertu de l'article 11 du décret du 13 août 1889 ».

On prétend que la convention franco-belge « ne saurait être considérée comme une disposition interprétative ratifiant le décret de 1889, d'une façon générale... c'est une convention particulière, provisoire

et précaire dont l'objet direct et principal a été le règlement de difficultés relatives au service militaire (1) ». Il est bien certain que le Parlement ne s'est pas préoccupé de rechercher si l'article 11 du décret avait été conforme aux intentions des auteurs de la loi de 1889. Mais ne suffit-il pas qu'il l'ait admis sans preuve ? Quelque particulière que soit la portée de la convention, il n'en est pas moins vrai que l'article 11 du décret y est présenté comme une disposition générale, nullement comme un droit spécial des individus auxquels la convention devait s'appliquer. Et les Chambres en adoptant le texte de la convention devaient attacher cette portée à l'article 11 du décret auquel il était fait renvoi. Qu'il soit fâcheux que l'on vote des textes contenant des renvois de ce genre, sans étude préalables, sans même paraître se douter des objections qui pourraient se présenter, c'est possible ; mais nous ne concevons pas qu'un acte du Parlement, quelque légèrement qu'il ait été accompli, puisse être considéré comme une affirmation sans valeur !

L'adhésion, justifiée ou non, du Parlement, à la disposition de l'article 11 du décret, se manifestait encore, tacitement cette fois, dans la façon même dont a été accomplie la réforme de 1893. On ne pouvait pas oublier une seconde fois l'utilité des renoncia-

1. Lenoble, *loc. cit.*, p. 428.

tions, d'autant plus que l'on ne pouvait pas ignorer les controverses qu'avait suscitées le décret du 13 août. Le législateur aurait bien dû les faire cesser par une déclaration précise. En ne disant rien, ne paraît-il pas avoir du moins reconnu que le système organisé par les circulaires n'avait pas ou n'avait plus à être couvert par une disposition légale ?

Cependant, la jurisprudence, tardivement appelée à se prononcer sur la validité de l'article 11 du décret du 13 août, l'a reconnu illégal (1). Il est décidé par la Chambre des requêtes que la renonciation faite en temps de minorité, par le père de l'intéressé ne lie pas celui-ci irrévocablement. Il s'agit dans l'affaire d'un individu né en France d'une mère étrangère née elle-même en France. La solution devrait être la même pour tous les individus des articles 12, § 3 et 18, § 3. Le tribunal civil d'Avesnes, avant l'arrêt de la Chambre des requêtes, et, postérieurement, le tribunal civil de la Seine (2), ont proclamé de même la persistance du droit de répudiation, nonobstant une renonciation faite par le père, en faveur d'individus tombant sous l'article 8, § 4. Mais on ne sait pas si ces dernières appli-

1. Trib. civ. Avesnes, 31 décembre 1903, et principe confirmé par Douai, 23 mars 1904. — Trib. civil de Constantine, 1^{er} décembre 1903, confirmé par Alger 27 avril 1904. Clunet 1904, p. 929. — Cass. req., 26 juillet 1905. Darras, 1905, p. 726 et Cl. 1905, p. 1253.

2. Seine, 23 janvier 1906. — Cl., 1906, p. 1156.

cations, qui impliquent l'idée, selon nous tout à fait fausse, que la déclaration de l'article 9, § 10, ne produit pas un effet définitif, seraient approuvées par la Cour de cassation. La Chambre des requêtes avait pris soin, en effet, de spécifier « que l'article 9 vise des individus qui sont étrangers et qui veulent acquérir la nationalité française, ce qui ne permet pas d'appliquer ses dispositions aux individus dont parle l'alinéa 3 de l'article 8, lesquels sont déclarés Français sous condition résolutoire ».

La Chambre des requêtes a, en même temps, évité de se prononcer sur un argument nouveau en faveur de l'idée de ratification législative de l'article 11 du décret : Il s'agit de l'article 11 de la loi du 21 mars 1905 en vertu duquel, « sont portés sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité, les jeunes gens qui, en vertu du Code civil et des lois sur la nationalité, sont Français sauf faculté de répudier la nationalité française au cours de leur vingt-deuxième année lorsqu'il n'aura pas été renoncé en leur nom et pendant leur minorité à l'exercice de cette faculté ».

L'arrêt remarque « que les lois n'ont pas d'effet rétroactif, que, dès lors, en admettant même que le législateur ait entendu, en édictant la disposition finale de l'article susvisé, modifier l'alinéa 3 de l'article 8 du Code civil qui réserve aux seuls indivi-

dus qu'il vise la faculté de répudier la qualité de Français dans l'année qui suit leur majorité, le texte dont il s'agit ne saurait s'appliquer à Valz, qui a atteint sa majorité en 1903, et qui a, ainsi qu'il vient d'être dit, valablement opté pour la nationalité italienne, avant la promulgation de la loi du 21 mars 1905 ».

M. l'avocat général Feuilleux avait, quant à lui, « contesté absolument que cet article, voté sans explication ni débat, eût pour effet de ratifier l'article 11 du décret de 1889, et de modifier, en ce qui concerne les enfants mâles, l'article 8 du Code civil ».

Telle est aussi l'opinion de M. Lenoble (1) : « Le législateur ne nous paraît pas avoir eu un seul instant la pensée de créer des Français par voie d'interprétation des circulaires de l'ordre administratif ; les travaux préparatoires sont absolument muets sur ce point, et la vérité est qu'il a totalement échappé à son attention ».

Quant à nous, nous ne pouvons que répéter, comme pour le traité franco-belge, que nous ne concevons pas cette manière de voir. L'article 11 de la loi de 1905 nous paraît être une manifestation nouvelle et plus significative encore que les précédentes, de l'adhésion du législateur au système du

1. *Loc. cit.*, p. 431.

décret du 13 août. Il peut être fâcheux que cet article 11 ait été voté « sans explication ni débat ». Mais il faut le prendre tel qu'il est, et on ne peut plus taxer d'illégalité une renonciation qui est expressément prévue par une loi.

En somme, le système de loi française actuelle, en ce qui concerne l'acte par lequel un mineur dispose de sa nationalité en faveur de la France, se ramène à la distinction suivante : la naturalisation n'est pas possible ; l'acquisition par déclaration et la consolidation sont possibles.

Que vaut cette distinction en elle-même ? N'est-elle pas un exemple fort instructif de ce que peuvent le préjugé et le parti-pris pour faire dévier les institutions les plus sages de leur but normal ?

L'incapacité du mineur n'a pas d'autre fondement rationnel que la nécessité de protéger le mineur lui-même. Or, entre la déclaration devant l'autorité compétente et la naturalisation proprement dite, il n'y a que la forme qui diffère ; au fond l'acte est le même : un changement de nationalité. Cet acte produit, dans tous les cas, une série d'effets identiques. De ce que l'individu est né ou non dans le pays qui l'adopte, il ne s'ensuit en aucune façon que les effets du changement de nationalité soient, en eux-mêmes, plus ou moins graves. Il ne s'ensuit pas davantage que le jugement et l'intelligence

soient plus vite développés chez celui qui est né en France que chez celui qui n'y est pas né.

On s'est élevé contre la rigueur du Code civil sous l'empire duquel les jeunes gens appelés à profiter du bienfait de la loi étaient obligés d'attendre un âge où déjà beaucoup de carrières se trouvaient fermées pour eux. On a eu raison ; mais, enfin, à ne considérer que le mineur lui-même, le jeune étranger résolu à se faire naturaliser par décret, n'a-t-il pas exactement le même intérêt à être accueilli avant que les carrières dont il s'agit ne lui soient fermées ? Le bienfait de la loi, en lui-même, est une première faveur ; aucune nécessité logique n'obligeait à y rattacher le relèvement d'incapacité comme une seconde faveur inséparable de la première.

Seulement, derrière le bienfait de la loi, voici ce qu'on a aperçu : une sorte de garantie morale pour la France. On s'est dit que les étrangers appelés à en profiter se rattachaient déjà dans une certaine mesure à notre pays, qu'on était en droit de compter sur leurs bons sentiments et que, pour cette raison on pouvait leur ouvrir l'accès à la nationalité, à un âge où personne autre n'y est admis. Les mineurs étrangers sont répartis en deux catégories : ceux dont la France se défie et ceux dont elle ne se défie pas. Le fait que les portes de la nationalité sont ouvertes à toute une catégorie, en bloc, prouve nettement que le législateur ne se

soucie plus d'incapacité et abandonne le vieux principe d'après lequel un mineur ne doit pas changer de nationalité. Par un renversement complet de l'ordre naturel des choses, la défense adressée aux mineurs de se faire naturaliser n'apparaît plus comme une sage précaution prise pour leur sauvegarde, mais presque comme une déchéance à laquelle on les soumet, une période suspecte, une quarantaine, un délai d'observation !

En la forme, et à supposer que des précautions extraordinaires soient justifiées, le procédé suivi nous paraîtrait toujours regrettable. Le législateur doit savoir et exprimer nettement ce qu'il veut. Les dispositions ambiguës ont souvent un double défaut : elles naissent d'une équivoque, on ne sait pas si elles ont été franchement voulues ; d'autre part leur obscurité même prolonge l'incertitude et le flottement dans les esprits.

Mais on peut aller plus loin et se demander, quant au fond, s'il y a des raisons sérieuses pour exclure les mineurs étrangers de la naturalisation. En ces matières il est difficile d'être très affirmatif. L'opinion à laquelle on se range dépend surtout d'un tour particulier d'esprit, d'une manière personnelle d'apprécier les choses. Bien des gens sont sincèrement convaincus qu'il serait déplorable d'avancer l'âge auquel les étrangers sont admis à la naturalisation, ce qui aurait pour résultat de leur

ouvrir la plupart de nos grandes écoles. Cependant, on ne peut faire abstraction du principe qui domine absolument nos lois sur la nationalité : faire des Français d'adoption. Ce serait une singulière contradiction que d'augmenter toujours davantage le nombre d'étrangers qui deviennent Français par le bienfait de la loi, et en même temps d'écarter par trop de rigueur les candidats à la naturalisation. Le législateur de 1889 n'est pas tombé dans cette contradiction : il a rendu, à certains égards, moins rigoureuses les conditions de la naturalisation. N'aurait-il pas pu aller jusqu'à supprimer l'exigence de la majorité qui n'était plus commandée par l'idée de protéger l'individu ?

On pourrait dire que cette disposition permet, dans l'intérêt du pays, de se rendre compte des sentiments du candidat, depuis l'époque où il est arrivé à une maturité d'esprit relative. Mais, est-on véritablement plus fixé sur le compte d'un jeune homme de vingt et un ans, que sur celui de seize ou de dix huit ans. Le temps de domicile ou de résidence en France une fois vérifié, l'enquête portera surtout sur l'entourage, sur la famille de l'impétrant. A moins d'être exceptionnellement un précoce mauvais sujet, le jeune candidat profite du bon renom de sa famille. Si l'on voulait vraiment l'éprouver lui-même, il faudrait pousser le

délai jusqu'à un âge plus avancé. Si l'on veut le connaître à fond, l'âge de vingt et un ans n'est pas suffisant. Si l'on se contente de présomptions, il est inutile d'attendre jusque-là.

Et alors, il faut reconnaître, que l'exigence, pour la naturalisation, de l'âge de vingt et un ans ne se justifie plus du tout, à moins que l'on n'ait véritablement le dessein de fermer aux naturalisés l'accès de nos Ecoles. N'est-ce pas à cette arrière-pensée que notre législateur a, plus ou moins consciemment, obéi ? On se rend compte qu'il y a dans les naturalisations une part d'aléa, et c'est en raison de cet aléa qu'on n'est pas fâché de fermer aux jeunes naturalisés certaines carrières. Cette mesure de défiance n'est peut-être pas très justifiée. Que la France s'assure par tous les moyens possibles de la moralité et des bonnes intentions de ceux qui viennent à elle, rien de mieux ! Mais ce contre quoi nous nous élevons est tout à fait différent. On se précautionne contre ceux-là même que la France juge dignes d'être accueillis. On les accepte uniquement pour faire masse ; on les soumet au service militaire et on leur interdit par contre un certain nombre de carrières brillantes vers lesquelles aspire l'élite de la jeunesse française. Nous pensons que ce procédé n'est pas conforme aux traditions généreuses et hospitalières de notre pays. Ceux que la France a jugés dignes de

la servir doivent entrer dans la famille française sur un pied d'égalité avec tous les enfants qui en font partie. Celui qui est admis à défendre le pays contre l'envahisseur doit pouvoir le faire comme officier aussi bien que comme soldat.

Indépendamment de la contradiction réelle qu'il y a à offrir une sorte de marché de dupe à ceux que l'on veut attirer aussi nombreux que possible, la France elle-même ne peut trouver de profit à la politique d'adoption qu'elle pratique que si les éléments nouveaux qu'elle absorbe fusionnent de la façon la plus complète avec la partie ancienne de la nation. On pourrait même critiquer la disposition nouvelle de la loi de 1889 qui, rétablissant l'équivalent de l'ancienne « grande naturalisation » a décidé que les naturalisés ne seraient éligibles aux assemblées législatives que dix ans après leur naturalisation. Quelque sentiment que l'on ait sur ce point, il faut voir, dans le caractère absolument exceptionnel que l'on a entendu donner à cette prohibition, l'idée bien nette d'effacer toute autre différence entre anciens et nouveaux Français. Et cependant, le même législateur a maintenu la condition d'âge qui n'a pas d'autre raison d'être que préparer d'avance aux Français de demain une situation inférieure. Il faut y voir ou une inadvertance, ou un bel exemple d'incohérence législative.

La bizarrerie est, en somme, d'autant plus forte,

que toutes les entraves disparaissent en faveur de celui qui, invoquant le bienfait de la loi, devenait français, dans le système de 1889, sans aucune garantie, sans aucun contrôle gouvernemental. Quel était le motif de la différence ? un simple hasard, une naissance survenue quelques jours trop tôt peut-être, avant l'arrivée des parents en France. L'enfant de seize ans qui réside parmi nous depuis dix ans ou davantage, ne peut-il pas être « francisé », aussi bien que son jeune frère né sur notre sol ? Que l'admission à la qualité de Français lui soit rendue plus difficile c'est déjà beaucoup, mais qu'on le condamne à n'être jamais qu'un Français amoindri c'est véritablement excessif.

Les gens qui seraient disposés à solliciter leur naturalisation avec des intentions secrètes plus ou moins hostiles, ne peuvent être, si même il s'en trouve, qu'une infime minorité. Ce n'est pas parmi de tout jeunes gens qu'il faut vraisemblablement les chercher.

La prohibition de la loi actuelle, il faut encore l'observer, n'aurait même pas l'avantage d'être efficace à l'égard de gens secrètement et sérieusement malintentionnés. Le père n'aurait qu'à se faire naturaliser lui-même, et l'administration se hâterait de le faire renoncer au nom de ses enfants mineurs à la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année de leur majorité, de telle sorte que toutes

les carrières leur seraient immédiatement ouvertes. Par contre, il suffit que l'enfant appartienne à des parents timides ou apathiques, qui reculeront devant trop de formalités, pour subir pendant toute son existence une situation inférieure à celle que sa propre naturalisation, avancée de quelques années, aurait pu lui préparer.

Une fois admis, en principe, que l'acquisition de la nationalité française, sous toutes ses formes également, pourrait être ouverte aux mineurs, il reste à déterminer dans quelle mesure elle doit l'être. Notre loi abonde en contrastes vraiment déconcertants. Les actes qui intéressent la personne d'un mineur n'ont pas tous la même gravité. A côté des actes courants qui peuvent être accomplis au nom du mineur par son représentant légal, il en est un certain nombre pour lesquels la loi exige le consentement personnel de l'intéressé ; tels sont le mariage, le contrat de mariage, l'engagement militaire.

On n'a pas pensé cependant qu'il fût indispensable de les interdire absolument aux mineurs. On s'est contenté d'une solution moins radicale, d'après laquelle le mineur, suffisamment avancé en âge, intervient personnellement, avec l'autorisation nécessaire des personnes chargées de le diriger.

En décidant, pour la naturalisation, que non seulement le représentant légal du mineur ne peut pas la demander au nom de celui-ci, mais encore qu'on

ne peut se contenter, tant que dure la minorité, d'une intervention personnelle du mineur autorisé, notre loi paraît avoir considéré cet acte comme présentant une exceptionnelle gravité. Et cependant elle range l'acquisition de la nationalité par le bienfait de la loi, tout à l'autre bout de l'échelle, au nombre des actes les moins graves qui peuvent être faits, au nom du mineur par son père ou par sa mère, ou bien par son tuteur avec la simple autorisation du conseil de famille.

C'est tomber d'un excès dans l'autre. La doctrine est à peu près unanime à protester contre l'effacement total, dans l'article 9, § 10, de la personnalité de l'intéressé. C'est une question de mesure à observer. S'il est inutile ou même quelquefois nuisible d'attendre la majorité de celui en qui se réalisera le changement individuel de nationalité, il n'est pas davantage utile et il peut également être nuisible de permettre au représentant du mineur de disposer de la nationalité de celui-ci sans son consentement, peut-être même malgré lui, en tout cas à une époque où il est encore trop jeune pour comprendre ce que l'on fait en son nom. On ne voit pas bien, nous l'avons déjà dit ailleurs, ce que peuvent gagner soit le pays, soit l'intéressé lui-même par une acquisition de nationalité qui se réalise en la personne d'un tout jeune enfant. Et, si cet enfant possède encore, comme la loi le prévoit, son père ou sa mère, on

rompt, sans avantage appréciable, l'unité de nationalité de la famille, risquant ainsi de provoquer des conflits de lois toujours délicats à résoudre.

En exigeant, pour l'admettre au changement individuel de nationalité, que le mineur soit déjà assez avancé en âge, on peut attendre de lui une volonté déjà consciente, et il est alors possible de ranger cet acte parmi ceux que le mineur accomplit lui-même avec l'autorisation de ses père, mère ou tuteur.

Tel était le système des lois antérieures à 1889. En supprimant les distinctions qui étaient faites entre diverses catégories d'individus, en permettant, à tout mineur étranger, en principe, d'acquérir la nationalité française, on aurait pu néanmoins maintenir la disposition qui limitait cette possibilité aux seuls cas d'engagement volontaire ou d'admission à une Ecole du Gouvernement.

Si l'on trouvait cette disposition trop étroite, on pouvait encore, comme cela avait été proposé, ouvrir la naturalisation aux mineurs émancipés. Mais cela aussi risquait d'être trop étroit.

« L'âge exigé pour l'émancipation, » dit M. Bathie « n'étant pas le même dans tous les pays, il aurait pu se faire qu'il fût, par quelques lois étrangères, fixé de manière à ne pas coïncider avec l'âge exigé pour le volontariat d'un an ou de l'engagement volontaire ou de l'admission aux Ecoles du gouvernement... (1) »

1. Exposé des motifs. Sénat. ann. 82, n° 157, p. 195.

De plus, il pouvait paraître inutile de lier étroitement l'émancipation à l'acquisition de nationalité, l'enfant pouvant être capable de manifester son attachement pour le pays où il vit et où il restera, sans avoir la maturité d'esprit plus complète et les connaissances pratiques qu'exige la situation du mineur émancipé.

Il restait alors la ressource de fixer simplement un âge, à partir duquel l'acquisition de nationalité serait ouverte au mineur, dûment autorisé. Ainsi faisait le projet du Conseil d'Etat, pour les individus nés en France ou nés d'un ex-français. L'article 5 leur permettait de demander la naturalisation de faveur « de 18 à 22 ans. » Pratiquement, le point le plus délicat est de fixer un âge assez avancé pour que la personnalité du mineur soit suffisamment formée, et en même temps assez jeune pour que l'individu ne soit exclu d'aucune école. L'âge de 16 ans conviendrait peut être mieux que 18, en raison de ces deux points de vue à concilier. Encore faut-il observer que le problème se pose, et se posera bien plus encore prochainement, sous un aspect tout nouveau. La question des Ecoles professionnelles d'industrie et de commerce est tout à fait à l'ordre du jour de la législation ouvrière. Si l'on organisait ces écoles sur un type gouvernemental, il ne faudrait pas que le jeune ouvrier ou employé risquât de s'en trouver exclu en raison de ce qu'il ne serait

pas Français, et ne pourrait le devenir qu'un peu plus tard. Peut-être, le mieux serait-il, tout en adoptant, en général, l'âge de 16 ans, d'autoriser l'intéressé à devancer cet âge, lorsqu'il serait en cas d'être admis dans une Ecole du gouvernement.

Ce régime, est-il besoin de le rappeler, s'appliquerait indistinctement à la naturalisation et à l'acquisition de la nationalité par déclaration, de même qu'à la consolidation. Pour ce dernier cas, il y aurait même moyen d'introduire une simplification heureuse, qui supprimerait, le plus souvent, la nécessité d'une déclaration à faire dans ce but. Il n'y aurait qu'à reproduire la disposition finale de l'article 3 du projet du Conseil d'Etat, d'après laquelle « l'entrée dans les Ecoles du gouvernement ou l'engagement dans les armées de terre ou de mer, à l'âge fixé par les lois ou règlements, emporteront renonciation au droit de décliner la qualité de Français. »

SECTION II

Perte de la nationalité française à titre individuel par un mineur

La question de savoir si un mineur peut perdre la nationalité française nous retiendra moins longtemps. Soit que l'on cherche la réponse à faire à

■

cette question d'après nos lois actuelles, soit que l'on critique le système suivi par elles, il n'y a pas lieu à grande discussion.

La règle générale de notre droit est qu'un mineur ne peut pas se dépouiller de la nationalité française. Aucun texte ne le dit mais la solution n'est pas douteuse. Il suffit de se rappeler que le point de départ de notre législation, en matière de changement de nationalité, a été l'impossibilité pour le mineur d'y procéder.

On a progressivement atténué cette règle par une série de mesures, exposées plus haut, toutes relatives à l'acquisition de la nationalité française. Pour la perte de cette nationalité, on n'a rien fait de pareil. Un système législatif, muet sur la condition d'âge en ce qui touche la perte de la nationalité, mais attachant, par une disposition générale, l'effet de dénationalisation, à l'acquisition d'une nationalité étrangère, pourrait être interprété comme s'en remettant absolument aux législations étrangères, comme se contentant, à la dénationalisation, de l'âge requis par le pays étranger pour l'acquisition de sa propre nationalité. Mais ce système dénoterait une largeur de vues et un libéralisme que personne, en fait, ne songe à attribuer à notre législateur de 1889. On n'eût pas d'ailleurs modifié si profondément une règle traditionnelle sans un mot d'explication ! Tout le monde pense, et il est en effet vraisemblable que si

l'on avait songé à introduire, au cas de perte de la nationalité, quelques atténuations au système primitif, on aurait pris des précautions au moins aussi grandes que pour l'acquisition de cette nationalité. On aurait distingué suivant les différents modes d'accès aux nationalités étrangères. On aurait organisé un système d'autorisation.

Du moment que l'on n'a rien fait c'est que la règle ancienne subsiste.

Il y a seulement une exception certaine et peut-être trois autres, dont deux au moins sont fort douteuses.

La première, c'est le cas de mariage d'une Française avec un étranger. La jeune femme, suit, en principe, la condition de son mari. Il y a ici symétrie entre l'acquisition et la perte de la qualité de Français, et les textes sont assez impératifs pour s'appliquer, dans les deux sens, à la jeune femme qui s'est mariée en temps de minorité.

Deux autres cas sont les situations prévues par les paragraphes 3 et 4 de l'article 17. La perte de la qualité de Français est attachée, à titre de déchéance, au fait, après avoir accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, de les conserver nonobstant l'injonction du gouvernement français, de les résigner dans un délai déterminé, et au fait de prendre du service militaire à l'étranger sans autorisation du gouvernement. De ces deux

faits, ce n'est guère que le second qui peut se trouver réalisé en la personne d'un mineur. La question se pose alors de savoir s'il faut déroger ici à la règle générale d'après laquelle un mineur ne peut pas perdre notre nationalité. En faveur de l'affirmative on fait valoir que la déchéance est en somme une pénalité, et que le mineur, reconnu capable de discernement aux termes des articles 66 et 67 du Code pénal, avant 18 ans, et sans distinction après 18 ans, encourt les conséquences pénales de ses actes. Même à considérer l'engagement comme une abdication implicite de nationalité, il faut, dit-on, la retenir, parce que c'est un de ces actes pour lesquels le mineur a été, par dérogation au droit commun, investi par le législateur (1).

Mais l'opinion contraire est de beaucoup dominante (2). Il n'y a pas à proprement parler de pénalité, car le fait n'est pas un délit.

1. Trib. Blidah., 7 avril 1887. Cl. 1889, p. 111; Seine, 17 juillet 1894. Cl. 1894, p. 1025. — De Folleville, n° 478. — Lesueur et Dreyfus, p. 195.

2. Aubry et Rau, 1, § 74, p. 271, note 10. — Despagnet, n° 233. — Weiss, I, p. 478. — Rouard de Card, p. 237. — Cogordan, p. 301. — Baudry, I, n° 539. — Vincent, p. 902. — Glard, p. 304. — Gruffy, p. 193. — Trib. civ. Lille, 10 août 1893. Cl. 1894, p. 325. — Seine, 13 mars 1896. Cl. 1896, p. 626 et Paris, 30 juin 1896. Cl. 1897, p. 350. — Grenoble. Trib. civ., 18 mai 1894. Cl. 1897, p. 1038. — Besançon, 30 juillet 1902. Cl. 1903, p. 370. — Pau, 15 juin 1903. Cl. 1904, p. 943.

Il n'y a qu'une déchéance purement civile qui n'a rien à voir avec l'âge de la majorité pénale. D'autre part, il y a réellement une déchéance. La perte de la qualité de Français ne repose pas sur une présomption de renonciation. Celui auquel elle s'applique ne pourrait pas l'éviter en établissant qu'il avait entendu conserver la nationalité française (1). Au surplus, s'il en était autrement, il n'y aurait aucun motif pour admettre les mineurs à user, à leur volonté, de ce mode de dénationalisation. S'il leur est interdit de dépouiller leur qualité de Français, par une manifestation de volonté formelle et directe, ils ne doivent pas pouvoir le faire davantage indirectement, par un acte auquel on attribuerait la valeur d'une présomption de cette volonté. La permission qui leur est donnée de s'engager dans l'armée française n'a aucun rapport avec le point débattu.

La seule question qui peut prêter à discussion est celle de savoir si la perte de nationalité doit se réaliser, au cas où le service, dans une armée étrangère, commencé en temps de minorité, serait continué après la majorité de l'individu. Quoique cette question ne rentre pas dans le cadre de ce développement, disons dès maintenant, que les auteurs et les arrêts qui ont admis l'inefficacité du service en temps de minorité se divisent sur ce point. Les uns

1. Ainsi jugé par Seine, 17 juillet 1894. Cl. 1894, p. 1025.

prononcent la déchéance lorsque l'individu devenu majeur ne quitte pas immédiatement l'armée étrangère. Les autres observent avec raison que l'intéressé reste au service parce qu'il est lié par l'engagement contracté en temps de minorité. Ils ne prononcent la déchéance qu'exceptionnellement, au cas où, en fait, il aurait été possible à l'individu de se dégager.

Le dernier cas d'exception possible est celui où un enfant mineur aurait acquis à titre onéreux des esclaves. La perte de la qualité de Français résulte en cette circonstance d'anciens textes de 1848 et 1858, que l'on se résolut, en 1889, à ne pas abroger formellement, en raison de leur rareté d'application. Après quelque hésitation, le Sénat avait maintenu le décret du 27 avril 1848 dans l'énumération des textes abrogés par la nouvelle loi (1). Mais, dans l'article 7 du texte proposé par la commission de la Chambre, le décret de 1848 et la loi du 28 mai 1858 étaient rayés de l'énumération (2). Ils subsistent donc. On propose parfois de les appliquer même à un mineur, parce que dans ce cas la dénationalisation est vraiment une pénalité (3). Le trafic et l'acquisition d'esclaves à titre onéreux sont de véritables délits.

1. Séance du 8 février 1887. *J. off.*, p. 119, 1^{re} colonne.

2. Rapport Antonin. Dubost. Ch., ann., 1887, sess. extraord., p. 238, 2^e col.

3. Gruffy, *loc. cit.*

Quoi qu'il en soit, il faut convenir que ces textes n'ont plus guère qu'une existence théorique. Même si l'on admet l'application aux mineurs, de la déchéance de l'article 17, §§ 3 et 4, il reste vrai que le total des exceptions, en ce qui concerne la perte de la qualité de Français, à la règle d'incapacité des mineurs, n'est en rien comparable à la large disposition par laquelle les mineurs sont habilités en bloc pour l'acquisition de notre nationalité, du moins par le bienfait de la loi. On nous a ainsi constitué, en matière de changement de nationalité, un ensemble de solutions disparates qu'il est impossible de justifier. En dehors de toute idée de convenance internationale, sur le seul terrain de la liberté individuelle, il est abusif d'imposer aux gens des entraves au nom d'un soi-disant principe de protection dont des dispositions voisines manifestent la caducité.

Le législateur de 1889 a voté un texte qui aurait pu être excellent, l'article 17, § 1, en vertu duquel la dénationalisation résulte en France de l'acquisition d'une nationalité étrangère. Mais cela n'est qu'un principe soumis dans l'application à des conditions trop étroites. L'exigence de la majorité en est une. Au moment où il semblait équitable d'avancer l'époque où les jeunes étrangers pourraient profiter du bénéfice de la loi française, on aurait dû s'apercevoir que l'intérêt était le même pour les jeunes Français appelés à profiter du bénéfice d'une loi

étrangère et qu'il était presque contradictoire de leur reconnaître le droit d'en user si l'on commençait par élever devant eux des barrières jusqu'au jour où la faveur à laquelle ils étaient appelés devait avoir perdu une grande partie de sa valeur.

Et, ce premier point admis, pas plus pour la perte que pour l'acquisition de la qualité de Français, il n'y aurait eu de motif pour distinguer entre la naturalisation proprement dite et le bienfait de la loi.

Après avoir ménagé suffisamment l'expression de la volonté personnelle du mineur, et en admettant que notre loi n'ait pas à reconnaître, ce qui serait peut-être néanmoins soutenable, les dispositions moins pondérées des législations étrangères, rien du moins n'aurait justifié une règle d'après laquelle un mineur capable, sous certaines conditions, d'acquiescer notre nationalité, ne le serait pas, au même âge, et aux mêmes conditions, d'acquiescer une nationalité étrangère (en supposant qu'un pays étranger l'y admit), de façon parfaitement valable à nos yeux et entraînant dénationalisation chez nous par application de l'article 17.

Le mineur aurait trouvé son intérêt à ce que la réciprocité fût admise, c'est l'évidence même, puisque par hypothèse, toutes les garanties jugées suffisantes par notre propre loi auraient été prises pour assurer la libre expression de sa volonté personnelle.

Et, si l'on pense que la France ait intérêt pour elle-même, à contrôler de façon sévère la dénationalisation de ses ressortissants établis à l'étranger, il est facile de se rendre compte, que cet intérêt serait suffisamment garanti par la simple application de l'alinéa final du paragraphe 1^{er} de l'article 17. En l'état actuel, la naturalisation et l'acquisition d'une nationalité étrangère par le bienfait de la loi sont ouvertes dès l'âge de vingt et un ans. Seulement, « si l'individu est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français ». Quelle est la portée de cette disposition ? N'implique-t-elle pas que dans les cas où un intérêt légitime serait reconnu existant, le gouvernement pourrait et devrait autoriser la naturalisation au lendemain même des vingt et un ans, sans imposer à l'individu de venir servir sous nos drapeaux ? Alors, la France n'aura absolument rien gagné en l'obligeant à attendre sa majorité. Par conséquent, elle n'a rien à perdre à lui reconnaître la possibilité de cette naturalisation dès auparavant, en maintenant la réserve de l'article 17-1^o, alinéa final. — Nous avons raisonné comme si cette réserve s'appliquait indistinctement à la naturalisation et au bienfait de la loi. Rien ne révèle, en effet, qu'il y ait lieu de distinguer entre ces deux cas. Primitivement, les deux membres de phrase de ce

paragraphe, ne parlaient l'un et l'autre que de « naturalisation ». On a cru bon de prévoir expressément, dans le premier alinéa, le cas de « l'individu qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi ».

Si le deuxième alinéa ne parle toujours que de « naturalisation », ce paraît bien n'être qu'un petit défaut de pure forme. Il n'est dit nulle part formellement qu'on ait voulu soustraire le bienfait de la loi à l'application du permis de dénationalisation, qui se présentait auparavant, avec une portée générale. Mais, même si l'on avait eu cette intention, la valeur de notre observation n'en serait en rien diminuée. Si, au lendemain de ses vingt et un ans l'individu était absolument libre de se dénationaliser, en réclamant une nationalité étrangère, il n'en serait que plus vexatoire de l'avoir obligé à attendre cet âge que le souci de sa protection personnelle n'exigeait nullement.

De tous les développements qui précèdent nous devons dégager facilement le peu qu'il y a à dire au *sujet des interdits*.

Ils sont assimilés au mineur pour leur personne.

Par conséquent, d'aucune façon ils ne peuvent perdre la nationalité française.

Par conséquent, encore, le tuteur d'un interdit ne peut pas demander pour lui la naturalisation. Il pour-

rait, par contre, demander l'admission à domicile, bien qu'elle ne soit que le préliminaire de la naturalisation, car il peut arriver que, dans les cinq ans, il y ait mainlevée de l'interdiction, et par suite, possibilité de naturalisation ! Dans une stricte interprétation des textes, il semble même que le tuteur d'un interdit devrait pouvoir passer en son nom une déclaration acquisitive de nationalité des articles 9 et 10, exactement comme s'il s'agissait d'un mineur.

En bonne législation il devrait être, au contraire, impossible de changer, à titre individuel, la nationalité d'une personne *sans son consentement* ! Cela résulterait indirectement pour l'interdit d'une réforme qui rendrait ce fait impossible pour le mineur, pour le jeune mineur encore complètement incapable, auquel il est assimilé.

CHAPITRE III

De l'unité de nationalité dans la famille (1).

L'unité de nationalité dans la famille est normalement assurée par les dispositions législatives, qui attribuent à la femme, au moment du mariage, la nationalité de son mari, et qui donnent aux enfants, pour nationalité d'origine, celle de leurs parents. Mais il peut arriver et il arrive souvent qu'un père de famille change de nationalité. L'unité de la famille sera compromise si le changement n'étend pas ses effets aux êtres qui accompagnent le père et dépendent de lui, femme et enfants mineurs. Convient-il que ces personnes subissent de plein droit les effets du changement de nationalité du chef de famille, nationalisation dans le nouveau pays, dénationalisation dans l'ancien ?

1. Cf. Gruffy. Thèse : *De l'unité de nationalité dans la famille*.

Inversement, pour la sauvegarde de l'unité dans la famille, convient-il, et dans quelle mesure, d'édicter une incapacité spéciale, empêchant les personnes qui sont sous la dépendance d'un chef de famille, de réaliser le changement de nationalité, par un acte individuel, auquel le chef ne participe pas ?

Ces questions se relient intimement aux développements qui ont fait l'objet des précédents chapitres.

En conflit avec un principe nouveau, nous retrouvons la vieille doctrine de l'autonomie de la volonté, formulée par Cicéron : *ne quis invitatus civitate mutetur, neve in civitate maneat invitatus*.

Si l'on consacre l'unité de nationalité dans la famille, n'est-on pas exposé à heurter cet adage en obligeant certaines personnes à suivre le chef dans une nationalité nouvelle dont elles ne veulent pas, ou bien à rester avec lui dans une nationalité qu'elles voudraient dépouiller ?

Pour arriver à des solutions vraiment raisonnées, il nous paraît indispensable de répartir les membres de la famille, autres que le chef, en deux groupes distincts :

D'une part, les personnes susceptibles d'une volonté sérieuse c'est-à-dire la femme et les enfants ayant déjà dépassé l'âge de cette majorité spéciale dont nous avons parlé à propos de la naturalisation.

D'autre part, les enfants qui n'ont pas encore atteint cet âge.

Examinons la situation des personnes du premier groupe, en prenant successivement les enfants, puis la femme.

Pour les enfants âgés de seize à vingt et un ans, il y a lieu d'établir un parallélisme entre le changement de nationalité individuel, et celui qui produit un effet collectif dans la famille. Quelque intéressante que soit l'unité de la famille, ces jeunes gens sont arrivés à un âge où le souci de leur avenir et leur convenance personnelle doivent primer toute autre considération. Leur minorité est près de finir. Lorsqu'on a constaté, que le changement individuel de nationalité pourrait leur être ouvert, à certaines conditions, sans inconvénient pour eux-mêmes, il serait vraiment bien arbitraire de maintenir ensuite l'impossibilité de cet acte, en prétendant que l'unité de nationalité, entre parents et enfants mineurs de vingt et un ans, devrait être une règle absolue et sacrée, à laquelle, sous aucun prétexte, il ne serait loisible de déroger. De cela il ne peut être question ! Mais, si le mineur de seize à vingt et un ans doit être admis à solliciter personnellement le changement de nationalité, les raisons sont les mêmes, pour lui permettre, lorsque son intérêt l'exige, de se soustraire aux effets du changement réalisé par son père.

Normalement, ces enfants d'un étranger établi depuis assez longtemps dans un pays ne demande-

ront qu'à suivre leur père dans le changement de nationalité qu'il réalise.

Il est raisonnable de présumer cette volonté de la part de l'enfant, et c'est pourquoi on peut maintenir en principe la règle qui lui étend de plein droit la nouvelle nationalité acquise par son père.

Mais si l'un ou plusieurs de ces enfants désiraient, en fait, garder leur nationalité primitive, on ne devrait pas heurter de parti pris une volonté formellement exprimée.

Il nous semble que la solution la plus juste serait de distinguer suivant que le père est ou non disposé à s'accorder avec l'enfant pour lui maintenir sa nationalité antérieure.

Cet enfant, qui atteindra sous peu la pleine majorité civile, peut être déjà retourné dans le pays d'origine de ses parents, en voie de s'y faire une situation, et le consentement paternel est justement de nature à faire présumer que sa résistance n'est pas un caprice, mais répond à des intérêts sérieux. Que gagnerait-on à lui imposer la nationalité nouvelle, surtout si l'on veut bien admettre avec nous qu'une législation vraiment libérale devrait lui permettre, comme à tout jeune Français de son âge, de dépouiller, le lendemain même, la nationalité française, même par une naturalisation proprement dite à l'étranger? En conséquence, on devrait décider que l'effet collectif du changement de nationalité ne s'étend pas au

mineur de seize à vingt et un ans, lorsque le père et le mineur lui-même sont d'accord pour l'en exclure.

Le cas embarrassant est celui où le père refuserait de s'accorder avec l'enfant pour faire une exception en sa faveur.

Le plus sage, à notre avis, est de s'en tenir au principe d'après lequel, isolée, la volonté de l'enfant n'a aucune valeur.

Le mineur de vingt et un ans, quel que soit son âge, dès lors qu'il n'est pas habilité, reste complètement incapable et rentre par conséquent dans le deuxième groupe d'individus dont nous nous occuperons plus loin.

On conçoit l'hésitation : ce jeune homme de dix-huit ou vingt ans, se suffit peut-être à lui-même, et il semble rigoureux de l'assimiler à un enfant en bas âge. Tout le monde admettra parfaitement que ce mineur ne soit pas libre d'agir seul pour prendre, en ce qui le concerne, l'initiative d'un changement de nationalité individuel. Mais ici, la situation est sensiblement différente. Il ne demande qu'à ne pas changer. Il prétend uniquement rester le sujet d'une patrie à laquelle il a jusqu'alors appartenu.

Néanmoins, il paraît bien difficile de permettre à des jeunes gens, mineurs, après tout, de se séparer, à leur *seule* volonté, du reste de leur famille. Quoiqu'un abus d'autorité du père restât théoriquement possible, le législateur aurait déjà beaucoup fait

pour sauvegarder les intérêts légitimes en permettant à notre individu de se soustraire au changement de nationalité, pourvu seulement que le père y consentît. Pour les cas exceptionnels, il resterait toujours à l'intéressé la ressource de l'option dont il peut librement user à l'échéance de ses vingt et un ans. Il pourrait même faire prévaloir sa volonté dès auparavant, si le père finissait par se ranger à sa manière de voir, après y avoir quelque temps résisté. Après les développements que nous avons consacrés au changement individuel de nationalité, on concevra sans peine qu'à nos yeux, l'enfant mineur de naturalisé ou de réintégré, à condition d'être autorisé par son assistant légal, devrait pouvoir user à partir de l'âge de seize ans de la faculté de décliner la nationalité française. Le délai étant maintenu jusqu'à vingt-deux ans, il resterait toujours une année, comme sous le système actuel, pendant laquelle l'intéressé pourrait agir absolument seul.

Cette mesure qui tendrait à avancer l'époque d'ouverture du délai de répudiation, semblera peut-être présenter un inconvénient. D'après les articles 12 et 18 actuels, les intéressés, dans l'exercice de la faculté de décliner la qualité de Français, doivent se conformer aux dispositions de l'article 8, paragraphe 4 !

C'est-à-dire que, pour faire accepter leur répudiation, ils doivent prouver qu'ils ont conservé leur

nationalité primitive, et en outre, s'il y a lieu, qu'ils ont répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi de leur pays.

La faculté de répudiation étant ouverte à seize ans (1), il pourrait arriver que quelqu'un s'en servit, en prouvant seulement qu'il a conservé sa nationalité primitive, et qu'il s'abstint ensuite de répondre à l'appel sous les drapeaux dans son pays.

L'hypothèse n'est peut-être que théorique. Il serait facile, en tout cas, de parer aux abus possibles, en invitant cet individu à retourner définitivement dans cette patrie à laquelle il prétend demeurer fidèle, après même que ses parents se sont fait naturaliser chez nous, et en prenant au besoin, un arrêté d'expulsion.

— La femme devait être distinguée des autres personnes de notre premier groupe parce que sa situation est, effectivement, toute spéciale. Il faut tenir compte de ce que son état de dépendance vis-à-vis du mari n'est plus, comme chez le mineur, un simple moment à passer, mais au contraire une situation durable, tenant à la qualité même de femme mariée, et dont on n'a pas à prévoir le terme. Si l'effet collectif du changement de nationalité d'un chef de famille,

1. Elle ne pourrait pas être ouverte à 16 ans, dans le cas de l'article 8 §4 lui-même, puisqu'alors la nationalité n'est conférée qu'à 21 ans.

répond à des besoins véritables, ce doit être avant tout pour la femme qui est appelée à rester en rapports constants avec l'homme dont elle partage le sort. Une différence de nationalité entre époux risque d'entraîner des difficultés, des conflits de lois incessants.

Nous trouvons, chez un auteur éminent, M. Planiol (1), cette idée que la règle de nos articles 12 et 19 d'après laquelle la femme en se mariant, acquiert la nationalité de son mari, est « le dernier débris de l'idée antique qui donnait à la femme la condition civile du mari »... « Pourquoi ne pourrait-il pas y avoir mariage, comme il pourrait y avoir association entre personnes de nationalités différentes ? Pourquoi chaque époux ne garderait-il pas sa patrie, comme il garde sa famille et sa religion ? »

Il est de fait que l'argument théorique d'après lequel « la coexistence de deux nationalités chez les « époux serait incompatible avec les principes du « droit, inconciliable avec la célèbre définition du « mariage : *matrimonium est viri et mulieris conjunctio... individuum vitæ consuetudinem continens*... (Justinien. *Inst.* I, 9, *De patr. pot.*, § 17)... « *divini et humani juris communicatio* (Modestin. « *Dig.* I, 1, *de rit. rupt.* 23. 2) (2), » n'est pas sans présenter un certain caractère archaïque !

1. *Traité élémentaire de droit civil*, tome III, 1^{re} édition, p. 76.

2. Gruffy, p. 52.

En soi, l'idée de mariage et l'idée de dualité de patrie ne sont pas contradictoires. On peut parfaitement concevoir un état de civilisation et de paix entre les nations, assez avancé pour qu'une femme puisse concilier ses devoirs envers son mari et ses enfants, avec son sentiment d'attachement à sa patrie. En l'état actuel, d'ailleurs, le changement de nationalité pourrait n'être qu'un changement d'éthique laissant subsister au cœur de la femme une préférence invincible pour son pays d'origine. Et alors ne serait-on pas conduit à dire que ce qui serait contradictoire et inadmissible ce serait le mariage, même entre personnes de nationalités différentes ? Néanmoins, il y a déjà cette réserve que l'acceptation par la femme de la règle qui lui impose la nationalité de son mari constitue comme l'engagement tacite d'imposer silence à ses préférences secrètes, et de sacrifier, en cas de conflit, l'ancienne patrie à la nouvelle. Ce qu'il faut dire surtout, c'est que la question se pose avec une acuité particulière sur le terrain des nécessités pratiques. Nous ne pouvons mieux faire que renvoyer à l'ouvrage, déjà souvent cité, de M. Gruffy, pour l'indication des plus importants des conflits de lois que risque de susciter à tout instant la dualité de nationalité entre époux.

En regard de ces gros intérêts, la résistance ne peut venir que d'une question de sentiment. Le plus souvent, certes, la femme qui, en se mariant ou plus

tard, consent à suivre son mari à l'étranger, ne demande pas mieux que de participer à la nationalité étrangère qui est ou qui sera celle de son mari. Mais il faut supposer une femme assez attachée à son mari pour le suivre, tout en désirant garder sa propre nationalité. Peut-on légitimement lui imposer de choisir entre les deux sentiments qui se combattent en elle, la soumettre à cette alternative : soit accepter le changement de nationalité, soit renoncer à l'union projetée ou rompre le mariage déjà existant ? L'intérêt pratique est-il assez considérable pour justifier cette extrémité, tout est là ! L'affirmative est généralement admise, et avec raison.

Lorsqu'un sentiment purement exceptionnel et hypothétique se heurte au bloc des intérêts réels et positifs, il faut essayer de les concilier en faisant à chacun sa part. Mais si la conciliation est impossible ou trop difficile, et si l'on doit se résoudre à sacrifier l'un à l'autre, l'hésitation n'est pas permise.

En imposant à la femme mariée la nationalité du mari au moment du mariage ou celle qu'il acquiert plus tard, on ne fait pas violence normalement à beaucoup de volontés, d'autant plus qu'il reste la ressource de ne pas se marier ou de se séparer.

En permettant au contraire d'éviter le changement de nationalité par une simple manifestation de volonté, on risquerait de laisser échapper par cette fissure un assez grand nombre de personnes qui

auraient très facilement cédé à une légère pression, et on aggraverait d'autant le danger des conflits de lois.

Ce nous paraît être une contradiction singulière que de donner un caractère impératif, à la règle qui confère à la femme la nationalité de son mari, au moment même du mariage, et de se départir de cette rigueur lorsqu'il s'agit d'un changement de nationalité réalisé au cours du mariage. Qu'on dise tant qu'on voudra que la femme, en consentant au mariage, a pu ne pas prévoir ce changement postérieur, et qu'il est plus grave de rompre une union existante que de l'empêcher de se former ! Cela empêche-t-il que les intérêts pratiques ne soient, dans les deux cas, les mêmes ? et ne peut-on pas dire que si, malgré ces intérêts, on croit devoir permettre à la femme, à chaque changement de nationalité d'un mari, d'en esquiver les effets, c'est que ces intérêts ne sont pas très considérables et qu'alors il est véritablement excessif et arbitraire de formuler en règle absolue l'acquisition de nationalité résultant, pour la femme, du mariage lui-même, sans craindre de faire obstacle à des unions possibles entre personnes qui se conviennent à tous autres égards ?

Cependant cette contradiction est assez fréquente.

La règle qui attache l'acquisition de nationalité, au mariage d'une femme étrangère avec un national, est à peu près générale à tous les pays civilisés. Les

articles 12 et 19 de notre Code civil la formulent tant pour la femme étrangère qui épouse un Français, que pour la Française qui épouse un étranger.

Sur la question des effets, collectifs ou non, du changement de nationalité, les solutions sont plus divergentes.

Cependant, les législations étendant de plein droit à la femme, ainsi d'ailleurs qu'aux enfants mineurs, les effets du changement de nationalité du mari, constituent la catégorie la plus nombreuse.

Telles étaient, d'après M. Weiss, les législations de l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Suisse, le Venezuela, l'Espagne.

Cette catégorie s'est augmentée de la Suède (1) et du Danemark (2).

Le système de l'effet collectif est également consacré par l'article 4 du règlement voté par l'Institut de droit international à Venise, en 1896. Mais ce texte fait une réserve qui n'est peut-être pas très heureuse : « *A moins que le contraire n'ait été expressément réservé au moment de la naturalisation, le changement de nationalité du père de*

1. Loi suédoise du 1^{er} octobre 1894. *Annuaire des législations étrangères*, 94, p. 765.

2. Loi danoise du 19 mars 1898. *Annuaire*, 1898, p. 578.

famille entraîne celui de sa femme non séparée de corps et de ses enfants mineurs »...

De même, d'après l'article 4 de la loi danoise du 19 mars 1898, l'indigénat acquis par un homme, au moyen de la naturalisation, s'étend à sa femme et à ses enfants légitimes mineurs, *si le contraire n'a pas été spécifié*. De même enfin, d'après la loi fédérale suisse (1) du 25 juin 1903, la naturalisation et la réintégration, ainsi que la renonciation à la nationalité suisse s'étendent aux personnes sous puissance maritale ou paternelle, *à moins* d'exception formelle faite par le Conseil fédéral.

Ces dispositions ont le tort de laisser indéterminées les circonstances dans lesquelles les exceptions pourraient être admises. Peut-être songeait-on surtout aux enfants déjà avancés en âge, auxquels nous avons, nous-même, fait une place à part.

Il faudrait dire nettement qu'il ne suffit pas d'une demande de la femme, même approuvée par son mari, pour la mettre en dehors du changement de nationalité, alors qu'elle est établie avec son mari dans le pays où celui-ci se fait naturaliser.

Il aurait pu suffire de prévoir le cas où l'homme qui devient citoyen d'un nouveau pays a abandonné dans l'ancien sa femme et peut-être ses enfants mineurs, et de dire : qu'en ce cas la nationalité nou-

1. Dans Clunet, 1903, p. 481.

velle ne leur est pas acquise, ou mieux, ne leur est acquise que s'ils viennent plus tard le retrouver et à ce moment-là seulement.

Sauf ce cas exceptionnel, et réserve faite, bien entendu, du droit qui sera reconnu à la femme après la dissolution du mariage ou après la séparation de corps, la règle qui lui confère la nationalité de son mari doit être impérative.

Il n'en est pas ainsi dans la loi française.

Lorsqu'un étranger se fait naturaliser Français, ou lorsqu'un ex-Français se fait réintégrer, notre Code se borne à faciliter à sa femme l'accès de la nationalité française. La femme est assimilée aux enfants majeurs. Pour ceux-ci, les facilités actuelles pourraient être maintenues.

Voici en quoi elles consistent :

ART. 12, § 2 : La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9.

ART. 18, alinéa 2 (pour la réintégration) : La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande.

Ces textes suscitent deux petites difficultés d'interprétation. Et d'abord, on s'étonne à juste titre

que l'article 18 ne renvoie pas à l'article 9, comme l'article 12. Pour les enfants majeurs, cela n'a pas d'importance parce que, nés d'un individu qui avait, au moment de leur naissance, perdu la qualité de Français, ils ont incontestablement, de par l'article 10, la faculté de réclamer cette qualité à tout âge aux conditions fixées par l'article 9. Mais il n'en est pas de même pour la femme. Si l'on ne se décide à passer outre au silence, vraisemblablement involontaire, du législateur, on arrive à ce résultat illogique, contraire à l'esprit de la loi, que la femme du réintégré se voit privée d'un des deux modes facilités d'accès à la nationalité, accordés à la femme du simple naturalisé.

L'autre difficulté est d'interpréter le renvoi que fait l'article 12, pour la femme et les enfants majeurs, à l'article 9.

La femme ou les enfants qui souscrivent la déclaration dans les termes de l'article 9, sont-ils soumis à la condition d'âge déterminée par ce texte, et d'après laquelle ils ne pourraient plus, passé l'âge de 22 ans, faire ni la déclaration, ni la soumission de fixer en France leur domicile, soumission qui entraîne le gain d'une nouvelle année ?

En faveur de la négative, on fait valoir que la nécessité d'agir avant l'âge de 22 ans aurait pour résultat de réduire à des proportions infiniment étroites l'application, dans notre hypothèse, de la

déclaration. Même les enfants ou la femme qui n'auraient pas encore eu 22 ans au moment de la naturalisation du père ou du mari, hypothèse déjà difficile et exceptionnelle, pourraient n'avoir plus qu'un délai insignifiant, et perdre leur droit avant d'avoir pu matériellement en user. Cependant, la concession qui est faite du bénéfice de l'article 9 paraît être une disposition large, ouverte à toutes les personnes qui auraient également pu demander à être naturalisées par le même décret que le mari ou le père ! Et il est raisonnable de penser que le législateur, en étendant ici l'application de l'article 9, hors de son champ normal, a fait, implicitement, abstraction du délai d'âge ordinaire (1).

Mais voici ce que l'on peut répondre : les travaux préparatoires, loin d'appuyer cette intention que l'on attribue au législateur, y sont plutôt défavorables.

Il règne une certaine obscurité sur le travail de la Commission de la Chambre des députés, dont est sortie la référence à l'article 9. M. Antonin Dubost, dans son rapport, commente l'article 12 du

1. La loi du 7 février 1851, article 2, alinéa 2, portait que « à l'égard des enfants nés en France ou à l'étranger qui étaient majeurs lors de la naturalisation, l'article 9 du Code civil leur est applicable dans l'année qui suivra celle de ladite naturalisation. »

projet, comme n'ouvrant qu'aux seuls enfants majeurs, à l'exclusion de la femme, la faculté de souscrire la déclaration de l'article 9 (1). Cependant, le texte déposé, au nom de la Commission, et ensuite voté par la Chambre, met sur le même pied d'égalité la femme et les enfants majeurs, porte qu'ils pourront obtenir la qualité de Français « soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes de l'article 9 (2). »

Il n'en faut pas moins remarquer que le texte cité par le rapporteur était très explicite sur la portée du renvoi à l'article 9. Voici comment il s'exprimait : « Les enfants majeurs pourront même devenir Français en faisant la déclaration prescrite par l'article 9, *s'ils n'ont pas passé l'âge de 22 ans accomplis.* »

Nous sommes obligés de compléter cette disposition par le texte définitivement proposé et adopté. Mais, ce qui ressort de ce dernier texte, c'est uniquement l'assimilation établie entre les enfants et la femme. Rien ne vient infirmer les précisions précédemment données, quant à la portée du renvoi à l'article 9. On ne peut pas dire, surtout, qu'exiger la condition d'âge c'est prêter au législateur une pen-

1. *Off. Ch. doc.* 87, n° 2083, sess. extraord., p. 236, 2^e col. *in fine*.

2. *Id.*, p. 240, 3^e colonne.

sée qu'il n'a pas pu raisonnablement avoir, puisqu'au contraire, dans la seule circonstance où il ait expliqué sa pensée, il manifestait formellement cette exigence. Que cette application étroite de l'article 9 soit encore moins pratique pour la femme que pour les enfants, c'est possible. Mais le seul point essentiel est qu'il n'y ait pas d'impossibilité logique absolue. A cette seule condition on pourrait répudier une interprétation qui s'appuie sur de fortes présomptions. Or, il est évident qu'il n'y a pas de pareille impossibilité ! Le texte voté par la Chambre ne parlait que de déclaration souscrite « dans les termes de l'article 9 ». La Commission du Sénat crut devoir le compléter ainsi : « Dans les termes et *sous les conditions* de l'article 9. » Modification de pure forme : l'exigence était déjà comprise implicitement dans la loi !

Cette interprétation du renvoi fait par l'article 12 à l'article 9 est celle qui prévaut généralement. Elle a été admise par la Chambre criminelle de la Cour de cassation (1).

Quoi qu'il en soit de leur portée pratique respective, ce ne sont que deux facilités qui sont offertes à la femme de l'individu qui se fait naturaliser ou réintégrer en France. Jamais elle n'est obligée, d'après la loi, d'en user.

1. Cass. crim., 3 mai 1901, et exposé de l'affaire dans Clunet, 1901, p. 797 et ss.

En fait, la pratique de la Chancellerie est toute différente (1). Dans les cas rares où la femme d'un postulant à la naturalisation ne s'associe pas à la demande de ce dernier, on la met en demeure de le faire, et, si elle refuse, le gouvernement, usant de son pouvoir discrétionnaire, rejette la requête du mari. Il ne pourrait qu'être avantageux de mettre le texte de la loi en harmonie avec ce résultat de fait.

Au surplus, la pratique de la chancellerie n'est pas un correctif suffisant : il reste une grave lacune. Nous verrons un peu plus loin que la question est fortement discutée de savoir si les dispositions de l'article 12 doivent être étendues à des cas où un étranger acquiert la qualité de Français par un autre mode qu'une naturalisation proprement dite, prononcée par décret.

A supposer que l'affirmative soit admise, et elle l'est en effet par le pouvoir exécutif, il n'y a pas ici possibilité de transformer pratiquement l'offre faite à la femme, en une obligation, parce qu'en matière de bienfait de la loi, le pouvoir discrétionnaire du gouvernement disparaît, et le refus opposé par la femme n'empêcherait pas la déclaration du mari d'être régulière et enregistrée comme telle.

Voyons maintenant quelle est la situation d'une femme dont le mari *perd la qualité de Français*. Dans

1. D'après Gruffy dans Cl. 94. p. 472.

le projet voté en première lecture par le Sénat en novembre 1886 il y avait un alinéa final de l'article 17, d'après lequel « la perte de la qualité de Français dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, s'étend à la femme, si elle ne réside plus en France, et si la nationalité nouvelle lui est acquise par le fait de la naturalisation à l'étranger du mari... » Ces cas prévus aux paragraphes 1 et 2, c'étaient la naturalisation à l'étranger, l'acquisition d'une nationalité étrangère par le bienfait de la loi, en vertu d'un acte volontaire, enfin, la déclaration portant réputation de la nationalité française.

Cet alinéa de l'article 17 ne figurait plus dans le texte voté en deuxième lecture. Il ne reparut jamais. Aussi l'opinion unanime est-elle fixée en ce sens que la perte de la qualité de Français par le mari n'entraîne pas dénationalisation pour la femme. En l'absence de tout texte, et avec ce que nous savons des tendances de notre législateur de 1889, il est bien certain que la loi française ne peut pas donner un effet plus énergique à la naturalisation à l'étranger qu'à la naturalisation en France.

Il ne s'ensuivra pas nécessairement que la femme du naturalisé étranger soit traitée plus rigoureusement que la femme du naturalisé français. Si la loi étrangère est analogue à la nôtre, et fournit à la femme des facilités pour acquérir la nouvelle nationalité de son mari, la femme qui, avec l'autorisation

maritale, en usera, se trouvera tomber pour son propre compte sous l'article 17-1°, de notre Code civil : elle sera dénationalisée.

Et, si la loi étrangère, plus claire que la nôtre, étend sans controverse possible, le bénéfice de ces facilités au cas où le mari aurait invoqué même le bienfait de la loi, la femme en profitera en ce sens que sa situation ne laissera place à aucun doute : c'est à elle, personnellement, qu'une offre de nationalité est faite par la loi étrangère, et l'acceptation de cette offre suffit pour entraîner, en France, l'application de l'article 17-1°.

Mais si nous supposons que la loi étrangère, plus catégorique, étende de plein droit à la femme l'effet du changement de nationalité du mari, voici la conséquence inattendue qui risque de se produire : la nation étrangère ne demandant à la femme aucun acte formel d'adhésion à une nationalité qui lui est acquise *ipso jure*, des tribunaux français, s'en tenant aux termes de l'article 17-1°, pourraient refuser d'admettre une dénationalisation qui ne repose sur aucun acte formel et positif de l'intéressé.

Au contraire, s'il s'agit d'une législation qui n'offre même pas à la femme du naturalisé de facilités spéciales, qui se borne à admettre la naturalisation individuelle de la femme mariée, régulièrement autorisée, la femme aura ici le moyen de dépouiller la nationalité française, au regard de notre loi.

Ces solutions tiennent à ce que la loi française, qui a refusé de consacrer le dogme de l'unité de nationalité entre époux, a, par contre, permis à la femme mariée d'acquérir ou de dépouiller isolément la qualité de Française. Ce sont d'ailleurs les deux faces logiques d'un même système. Aussi personne n'hésite à reconnaître à la femme ce droit au changement individuel de nationalité, quoique la loi ne l'ait pas accordé expressément. Il suffit qu'elle ne l'ait pas défendu.

Comme notre législateur n'a jamais manifesté l'intention d'édifier, en ce qui concerne l'acquisition de notre nationalité par une femme, un système spécial de capacité et d'autorisation, comme elle l'a fait pour les mineurs, on décide généralement que la femme doit être capable ou régulièrement autorisée d'après sa loi nationale (1). Cette condition étant supposée remplie, aucune disposition de notre loi ne vient fermer à cette femme l'accès de notre nationalité, pour ce motif qu'elle est mariée à un homme qui resterait étranger !

De même, la femme mariée française peut, en acquérant une nationalité étrangère, perdre la nôtre. Il suffit qu'elle soit autorisée par son mari. On admet

1. Cogordan, p. 133. — Weiss, I, p. 313. — Vincent, n° 74. — Rouard de Card., p. 101. — Glard, p. 198. — Gruffy, p. 161. — Baudry, I, n° 447.

même qu'en cas de refus injustifié du mari, son autorisation peut être suppléée par celle de justice (1).

La femme séparée de corps, sans contestation possible depuis la loi du 6 février 1893, n'a besoin d'aucune autorisation.

Dans une législation qui consacrerait rigoureusement, au regard de la femme, la doctrine de l'effet collectif, on serait logiquement conduit à lui retirer, du moins tant qu'elle n'est pas séparée de corps, le droit de changer individuellement de nationalité. Le fait que l'on oblige la femme à subir l'effet du changement de patrie du mari, implique qu'elle ne doit pas pouvoir, de son côté et isolément, rechercher une nouvelle nationalité.

— Nous arrivons aux mineurs n'ayant pas encore atteint l'âge de demi-capacité, c'est-à-dire âgés de moins de 16 ans. Il ne peut pas s'agir, comme pour leurs aînés, de tenir compte d'une volonté déjà consciente, et corroborée par l'assentiment paternel. Il n'est pas question, comme pour la femme, de passer outre à une opposition formelle. Ces mineurs n'ont pas de volonté ! Voici le problème qui se pose : l'absence même de volonté oblige-t-elle à maintenir inchangée la nationalité qui leur a été acquise par

1. Despagnet, n° 221. — Cogordan, p. 179. — Weiss, I, p. 434. — de Folleville, n° 414. — Campistron, n° 179. — Rouard, p. 225. — Feraud Giraud. Cl. 85, p. 234. — Baudry, I, n° 523.

leur naissance, à empêcher qui que ce soit de les en dépouiller tant qu'ils n'ont pas l'âge de manifester un avis personnel ?

« Sera réputée contraire aux droits de l'homme, l'imposition d'une nationalité à une personne contre sa volonté expresse ou présumée ». Du principe ainsi formulé, Fiore (1) déduit que la nationalité d'origine de l'enfant devrait présenter pour lui, jusqu'à sa majorité, un caractère d'irrévocabilité.

On a répondu qu' « on ne voit pas pourquoi l'enfant, qui s'en remet à son père pour la direction de ses intérêts pécuniaires, son éducation morale et physique, ne ferait pas de même pour le choix d'une patrie et ne lui laisserait pas la libre disposition d'une qualité qu'il a reçue de lui...

« Son intérêt, bien entendu, ne s'y oppose pas, la puissance paternelle l'exige, et il est très légitime de supposer un mandat donné par l'enfant pour tout le temps où il est incapable (2). »

Il ne faut pas prendre ces observations trop à la lettre. Elles ne tendraient à rien moins qu'à conférer au père le droit absolu de procéder, pour son enfant mineur, à un changement de nationalité, même à titre purement individuel, s'il croyait y voir, à tort ou à raison, l'intérêt de cet enfant. Or,

1. Fiore. *Droit international codifié*, n^{os} 383, 385.

2. Gruffy, p. 60.

M. Gruffy ne l'admet pas. Il est de ceux qui protestent contre le pouvoir donné par notre article 9 au représentant légal du mineur, de faire acquérir à celui-ci une nouvelle nationalité sans son intervention personnelle. Pour avoir la pensée exacte de cet auteur, il convient donc d'ajouter que l'idée d'un mandat donné par l'enfant à son père est limitée au cas où il s'agit pour l'enfant de suivre ou d'accompagner ses parents dans une nationalité nouvelle.

Telle paraît être aussi la pensée de Laurent : « Le législateur n'impose pas une nationalité aux enfants en leur communiquant celle de leur père ; il la leur donne parce que telle est leur volonté présumée (1). »

Il est bien certain que l'expression « présomption de volonté », appliquée à des personnes qui ne sont pas susceptibles de détruire cette présomption, par une manifestation contraire, est quelque chose d'un peu vague et artificiel. Mais il n'en est pas autrement lorsqu'il s'agit de déterminer la nationalité d'origine elle-même. Si elle n'est pas absolument arbitraire (et alors, on serait mal venu à parler des « droits de l'homme »), la nationalité d'origine ne peut s'appuyer que sur une présomption du même genre. On ne voit pas bien pourquoi celle-ci créerait un état définitif. L'enfant en bas âge peut être sup-

1. Laurent. *Droit civil international*. III, p. 345.

posé avoir le désir de suivre son père dans la nationalité nouvelle, tout aussi vraisemblablement qu'il a été supposé choisir, au moment de sa naissance, la nationalité de ses parents. Et s'il y a vraiment à la base de la nationalité d'origine, comme M. Geouffre de la Pradelle s'est appliqué à le démontrer, une idée d'éducation, éducation dont on escompte le résultat par avance, éducation par la famille ou éducation par le milieu, il n'est que naturel, quand on s'est attaché au *jus sanguinis*, d'obliger la nationalité originaire à fléchir lorsque l'état de fait, sur lequel elle était basée, vient à se modifier, par le changement de nationalité des parents. S'il s'agit, par exemple, de gens établis chez nous, le jeune enfant de parents naturalisés va recevoir une éducation française, à tous égards, qu'il s'agisse de l'éducation par la famille, ou de l'éducation par le milieu. Nous pouvons escompter de sa part une adhésion volontaire à notre nationalité, avec plus de certitude que lorsque nous déterminons *jure sanguinis* la nationalité d'origine de l'enfant d'une famille française établie dans un milieu étranger. Si la présomption est, par hasard, tombée à faux, l'enfant de naturalisé se verra accorder, dès l'âge où il peut agir consciemment, des moyens faciles pour répudier la nationalité nouvelle en retournant à l'ancienne.

Ainsi, en somme, au point de vue purement théorique, il n'y a pas à tirer d'objection décisive de la

liberté individuelle, contre l'effet collectif à l'égard des enfants mineurs, du changement de nationalité du chef de famille, du moins lorsque l'on prend soin de mettre à part les dernières années de la minorité. Et alors, rien ne fait échec à la lourde influence des considérations pratiques qui militent si fortement en faveur de ce système, dans le but d'éviter des conflits de lois entre personnes ayant des rapports constants.

Il reste à déterminer quelles sont les dispositions de notre loi, dispositions qui s'appliquent, sans distinction, à tous les mineurs de 21 ans, quel que soit leur âge.

Aux termes de l'article 12, alinéa 3 : « Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4 ».

Abstraction faite de la faculté de répudiation contenue dans le dernier membre de phrase, ce texte soulève une grosse difficulté d'interprétation. Il est hors de doute, par les termes mêmes de la loi, que le changement de nationalité s'étend de plein droit aux enfants mineurs dans le cas d'une naturalisation proprement dite, prononcée par décret.

Mais ne faut-il pas donner dans ce texte, au mot « naturalisation », un sens plus extensif, comprenant

même ce que l'on appelle d'ordinaire « bienfait de la loi » ?

Un certain nombre d'auteurs s'en tiennent au sens usuel du mot, et refusent d'appliquer l'article 12 (alinéas 2 et 3) en dehors du cas de naturalisation proprement dite (1).

D'autres auteurs se rangent à l'opinion contraire ; et la pratique judiciaire est conforme à cette seconde manière de voir (2).

On reconnaît que, sous le Code civil, une opposition était généralement faite entre la naturalisation et le bienfait de la loi.

Mais la loi de 1889 aurait affirmé le sens générique du mot « naturalisation ». M. Batbie disait dans son Exposé des Motifs (doc. Sénat, 82, p. 195, col. 2) : « Le mot « naturalisation » est pris, dans ma proposition, dans l'acception la plus étendue. Il comprend non seulement la concession de la qua-

1. Weiss, I, p. 145-148. — Rouard, p. 159. — Vincent, n° 143. — Audinet. Cl. 90, p. 204. — Baudry, I, n° 401, et articles non signés dans *Le Droit*, 25 avril 1890 et *Rev. prat. dr. int. pr.*, 1890-1891, p. 30.

2. Chausse. *Rev. crit.*, 1890, p. 386. — de Boeck. D. 91. 2. 89. — Gruffy, p. 85 et ss. — Campistron, p. 108. — De Taillandier, n° 78. — Lesueur et Dreyfus, p. 90. — Guillot, p. 319. — Stemler. Cl., 1890, p. 567. — Cogordan, *passim*. — Décret du 13 août et circul., 23 août 1889. — Nancy, 25 mars 1890. Cl. 1891, p. 539. — Lille, 11 juillet 1890. Cl. 1890, p. 924. — Douai, 16 avril 1889. S. 91. 2. 3. — Cass. crim., 3 mai 1901. Cl. 1901, p. 797 (solution implicite).

lité de Français par décret, mais aussi l'acquisition par l'étranger de notre nationalité, soit directement par la loi, soit par l'effet des stipulations contenues dans une convention diplomatique ».

Mais, ces paroles, très nettes en ce qui concerne la proposition même de M. Batbie, n'apportent pas une lumière suffisante dans l'interprétation de l'article 12 définitif.

M. Batbie lui-même n'a pas été sans user, postérieurement, de la terminologie différente. C'est ainsi, notamment, que dans son rapport supplémentaire (Sénat. Doc. 86, n° 19, p. 373) il s'exprime en ces termes : « Le Conseil d'Etat a proposé d'abroger l'article 9 du Code civil et de remplacer *le bénéfice qu'il confère par une naturalisation de faveur* »...

Au surplus, dans la loi définitivement votée, il y a au moins un texte, l'article 8, § 5, où les mots « naturalisé », « naturalisation », sans aucun adjectif, sont certainement pris dans leur sens le plus étroit. Il n'y a aucune raison, à première vue, pour qu'il en soit autrement dans l'article 12.

Il faut donc rechercher dans une étude minutieuse des travaux préparatoires, l'intention probable du législateur.

La proposition de M. Batbie ne faisait que reproduire la disposition de la loi de 1851 ouvrant aux « enfants de naturalisés » la faculté d'invoquer l'article 9 du Code civil. Mais, après la déclaration plus

haut rapportée, extraite de l'Exposé des Motifs, on ne peut douter que la proposition entendait par « enfants de naturalisés », les enfants de tout étranger devenant Français par un mode quelconque.

Dans le projet du Conseil d'Etat (1) le système de l'effet collectif est appliqué avec une toute autre ampleur.

L'article 4, pour la naturalisation du père ou de la mère survivante, l'article 14, pour la réintégration en général, l'article 15 pour la réintégration, après veuvage, d'une ex-française devenue étrangère par son mariage, étendent de plein droit le changement de nationalité à la femme, s'il y a lieu, et aux enfants mineurs.

En ce qui concerne la perte de la qualité de Français, l'article 12 énumère 7 cas, qui sont : 1° la naturalisation à l'étranger ; 2° le mariage avec un étranger ; 3° la déclaration portant répudiation de la qualité de Français, de la part d'un individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né ; 4°, 5°, 6°, 7°, déchéances diverses.

Et l'article 13 ajoute que « la perte de la qualité de Français, dans les cas prévus aux 1° et 3° de l'article 12, s'étend à la femme et aux enfants mineurs à la double condition qu'ils ne résident pas en France, et que la nationalité nouvelle leur soit acquise par

1. V. Texte dans Weiss. *Traité élémentaire*, 1^{re} éd., p. 300.

la naturalisation à l'étranger, *du mari ou du père* ».

A l'acquisition de la nationalité française, c'est une application très large de l'effet collectif, s'étendant nécessairement aux individus qui, aujourd'hui, deviennent Français par la déclaration de l'article 9, puisque ce mode spécial d'acquisition est supprimé dans le projet du Conseil d'Etat et remplacé par une naturalisation par décret, simplement facilitée.

Pour la perte de la nationalité française, le projet paraît être un peu moins large. Tandis que les textes relatifs à l'acquisition visaient expressément les enfants mineurs d'une mère survivante, l'article 13 ne parle que de la naturalisation à l'étranger du *mari* ou du *père*. Il ne semble pas probable que l'on ait simplement oublié de mentionner ici la mère survivante, quoique, d'autre part, la volonté d'exclure l'effet collectif en cas de naturalisation à l'étranger d'une mère survivante française, étonne quelque peu dans ces textes qui admettent, par ailleurs, une large réciprocité !

Ce point douteux a malheureusement l'inconvénient de jeter de l'obscurité sur une autre question intéressante : celle de savoir si l'effet collectif se produit au cas de changement de nationalité résultant du mariage, pour une femme qui avait antérieurement des enfants mineurs. Il s'agit ici, même de l'acquisition de notre nationalité ! Voici quel est l'article 4 : « Devient Française la femme étrangère

« qui épouse un Français ; devient Française la femme
« d'un étranger qui se fait naturaliser Français ;
« deviennent Français les enfants mineurs de 21 ans
« d'un père ou d'une mère survivante qui se font
« naturaliser Français. »

La femme étrangère qui épouse un Français, peut avoir eu des enfants antérieurement à son union. Ces enfants peuvent être mineurs au moment du mariage. Le cas ne paraît pas directement prévu.

Le texte relatif à la perte de la qualité de Français est plus significatif. Le fait que l'article 13 renvoie aux paragraphes 1 et 3 de l'article 12, laissant en dehors le paragraphe 2, qui prévoit le cas de mariage d'une Française avec un étranger, marque bien l'intention d'exclure en cette hypothèse, l'effet collectif du changement de nationalité. Ce fait, rapproché du silence de l'article 4 quant aux enfants mineurs de l'étrangère qui épouse un Français, pourrait être interprété comme l'application d'un système propre au changement de nationalité qui résulte du mariage, système qui ferait pour ce cas une exception unique à la règle d'après laquelle l'acquisition ou la perte de la nationalité s'étend aux enfants mineurs.

Mais, voici où apparaît l'inconvénient que nous signalions tout à l'heure : puisque le texte évite de consacrer l'effet collectif, dans tous les cas où une mère française perd sa nationalité, le silence voulu de l'article 12 sur le cas de mariage peut n'être qu'une

application de la même idée, et on ne voit plus possibilité d'induire de cet article l'existence d'un système propre au cas de mariage et fonctionnant tant pour l'acquisition que pour la perte de la nationalité.

A s'en tenir aux termes de l'article 4, on doit néanmoins conclure que, dans la pensée du Conseil d'Etat, l'acquisition de la nationalité française par mariage ne s'étend pas aux enfants antérieurs de la femme. Nulle part il n'apparaît que cette assemblée ait entendu donner au mot « naturalisation », le même sens excessivement large que lui donnait M. Batbie. Bien plus, si l'on peut à la rigueur entendre d'une façon extensive les mots « naturalisation, naturalisé, enfant de naturalisé », la même interprétation n'est-elle pas choquante lorsqu'on emploie tout au long, comme l'article 4 en question, l'expression « *se faire naturaliser* » ?

On ne peut vraiment pas dire que la femme étrangère qui épouse un Français, *se fait* naturaliser.

Si cette expression devait avoir un sens très large, elle s'appliquerait d'abord, en sus des naturalisés proprement dits, aux réintégrés. Or, le Conseil d'Etat a cru devoir reproduire dans les textes relatifs à ces derniers, article 14 et article 15, la disposition qui étend l'acquisition de nationalité aux enfants mineurs. Cela aurait été inutile si l'alinéa final de l'article 4 avait eu la valeur d'une disposition de

principe et absolument générale. En réalité, on n'a fait que prévoir successivement les différents modes d'acquisition de notre nationalité, auxquels on voulait attacher l'effet collectif. Si ce mode tout spécial que constitue le mariage n'a, seul, pas été prévu, c'est que, seul, il produit un effet purement individuel !

Les textes admis en première lecture par le Sénat (1) ne sont que la consécration intégrale des solutions proposées par le Conseil d'Etat :

L'article 8, §§ 1, 2, 3, s'occupe des Français de naissance ;

L'article 8, § 4, concerne les Français naturalisés par décret ;

L'article 8, § 5, immédiatement après, dispose que : « Est Français, l'enfant mineur d'un père ou d'une mère *survivante* qui se sont fait naturaliser Français, à moins qu'une disposition formelle du décret ne limite aux parents les effets de la naturalisation. »

Vient ensuite l'article 9, qui organise, pour l'individu né en France de parents étrangers, une naturalisation de faveur, sans condition de stage, jusqu'à 22 ans accomplis. L'article 10, relatif aux enfants d'ex-français, se réfère à l'article 9. C'est toujours une naturalisation par décret, et, dans tous les cas,

1. *J. off.* Sénat. Séances des 4-15 novembre 1886.

s'il y a des enfants mineurs, l'article 8 § 5 leur est applicable. Est également applicable dans tous les cas, le deuxième alinéa de l'article 12, d'après lequel « suivra la condition de son mari... la femme mariée à un étranger *qui se fait naturaliser Français.* »

L'article 18 étend l'effet collectif à la femme et aux enfants mineurs du réintégré ; l'article 19 l'étend aux enfants mineurs de la femme qui a perdu la qualité de Française par son mariage, et qui se fait réintégrer après la mort du mari.

Pour la perte de la qualité de Français, nous avons l'article 17. Les deux premiers paragraphes prévoient : 1^o la naturalisation à l'étranger ou l'acquisition de la nationalité étrangère par le bienfait de la loi, mais en vertu d'un acte volontaire ; 2^o la déclaration pour décliner la qualité de Français dans le cas prévu au § 3 de l'article 8. Et l'alinéa final ajoute que « la perte de la qualité de Français, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, s'étend à la femme et aux enfants mineurs s'ils ne résident plus en France et si la nationalité nouvelle leur est acquise par le fait de la naturalisation à l'étranger de leur mari ou père ».

Ce texte, comme celui du Conseil d'Etat, ne prévoit pas expressément le cas d'une mère survivante ayant des enfants mineurs.

En ce qui concerne le changement de nationalité résultant du mariage, l'article 12 porte que « l'étran-

gère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari, » et l'article 19 décide que « la femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari. »

N'eussions-nous que ces textes, ce serait assez pour déclarer que les enfants de la femme qui épouse un Français, ne deviennent pas Français ! Car, de même que dans le projet du Conseil d'Etat, il n'y a aucune disposition de principe consacrant l'effet collectif pour toute acquisition de la nationalité française. On se borne à l'appliquer successivement et spécialement aux enfants de ceux « qui se font naturaliser », puis aux enfants de réintégrés. On prévoit même, dans chaque cas, une disposition contraire possible du *décret*, montrant ainsi que l'on ne pense pas au cas de mariage.

Mais il y a plus ! Bien que cela pût paraître assez contradictoire, il aurait pu se produire un doute dans le cas inverse de mariage d'une Française avec un étranger. L'article 17 était loin de marquer en ce cas, la même intention nette que l'article 13 du Conseil d'Etat d'exclure l'effet collectif. Dans son énumération des cas de perte de la qualité de Français, il ne rangeait pas le mariage avec un étranger sous un paragraphe spécial, pour passer ensuite ce paragraphe sous silence dans l'alinéa final. Au contraire le paragraphe 1^{er}, auquel renvoyait cet alinéa final, était rédigé d'une façon plus large que dans le

texte correspondant du Conseil d'Etat. Il prévoyait l'acquisition d'une nationalité étrangère *par le bien-fait de la loi*, en vertu d'un acte volontaire. On pouvait penser que le mariage d'une Française avec un étranger, non prévu spécialement par l'article 17, rentrait du moins dans les termes généraux du paragraphe 1^{er}. Il en serait résulté application de l'effet collectif en vertu de l'alinéa final.

La question fut posée par M. Clément, au Sénat (séance du 15 novembre 1886, p. 1200) : « Que fait-on des enfants mineurs de la Française veuve d'un premier mariage, qui se remarie avec un étranger?... ses enfants passent-ils avec elle dans la nationalité étrangère ? » Ce fut pour M. Batbie l'occasion d'exposer, dans sa réponse, la véritable portée des textes. Il aurait montré que la question de M. Clément était sans objet, s'il avait dit que, d'une façon générale, l'alinéa final de l'article 17 ne s'appliquait pas à la dénationalisation d'une mère ayant des enfants mineurs. Il ne le fait pas. Il paraît admettre, au contraire, quoique l'alinéa final ne mentionne pas la mère survivante, que l'effet collectif se produirait si celle-ci perdait sa nationalité dans les cas réellement prévus par le paragraphe 1^{er}. Mais il affirme que le cas de mariage ne rentre pas dans les prévisions de ce texte.

« ... Le mariage de la femme française, il n'en est question qu'à l'article 19. En d'autres termes, pour

faire acquérir la nationalité aux enfants mineurs comme conséquence du changement de l'état des parents, nous n'attachons cet effet qu'à *la naturalisation*. Quant à la perte de la qualité de Français, il n'est pas question dans l'article 17 de la femme qui se marie ; ce cas n'est prévu qu'aux articles 12 et 19... Si la femme convole en secondes noces, elle ne se trouve pas dans le cas prévu par notre projet de loi qui n'attache qu'à *la naturalisation* l'effet à l'égard des enfants mineurs... »

Il faut s'entendre : le mot « naturalisation » est inexact, à moins de prendre un nouveau sens ni tout à fait extensif, ni tout à fait restreint, car la loi prévoit expressément l'acquisition de nationalité par le *bienfait d'une loi étrangère* ! Mais il reste qu'on veut formellement en exclure le cas de mariage.

Dans tout autre cas les enfants mineurs seraient dénationalisés, à la suite même de leur mère survivante. L'exception, tenant au fait particulier de mariage, doit raisonnablement se produire pour l'acquisition de notre nationalité, aussi bien que pour la perte.

Cette conclusion, déjà établie, est renforcée par les expressions de M. Batbie qui parle en termes généraux « du changement de l'état des parents », et qui renvoie à l'article 12 en même temps qu'à l'article 19.

Lorsque le projet revint en seconde délibération devant le Sénat, le système de l'effet collectif avait

été considérablement atténué par la commission. On substituait à la nationalisation obligatoire, une naturalisation facultative qui ne devait avoir lieu que si la femme, les enfants ou leurs parents en faisaient la demande. Au point de vue texte, la disposition relative à la famille du naturalisé était reportée dans l'article 12, §§ 2 et 3, ainsi rédigé :

« ... La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français, pourra sur sa demande être naturalisée, sans condition spéciale, par le même décret que son mari. Les enfants majeurs pourront aussi, sans condition spéciale de stage, être naturalisés, s'ils le demandent, par le décret qui confère la qualité de Français, au père ou à la mère ; pour les enfants mineurs, la demande doit être faite par le père ou le tuteur, avec approbation du conseil de famille. »

Les derniers alinéas des articles 18 et 19 sont rédigés d'une manière conforme.

Quant à la perte de la qualité de Français, l'alinéa final de l'article 17 était purement et simplement supprimé.

Il pouvait certainement sembler raisonnable que la perte de la nationalité ne s'étendit plus de plein droit à la femme et aux enfants mineurs, puisqu'il en était ainsi pour l'acquisition elle-même.

Mais on ne parut pas voir qu'il se produisait un résultat, contraire à la réciprocité jusqu'alors sau-

vegardée, du moins pour les mineurs : ils pouvaient toujours devenir Français, il suffisait d'une demande faite en leur nom ; tandis que la loi française ne laissait aucun moyen de dénationalisation, aux enfants du Français naturalisé étranger, tant que durait leur minorité !

Cela dit, tenons-nous-en à l'acquisition de la nationalité. Le changement réalisé par la commission du Sénat n'affecte que la façon plus ou moins radicale de rattacher à la France la femme et les enfants mineurs du nouveau Français. Le texte nouveau s'applique à toutes les mêmes personnes que l'ancien. Car, la naturalisation proprement dite et la réintégration sont toujours les seuls cas d'acquisition de la nationalité française, en dehors du cas de mariage pour lequel rien n'indique qu'il y ait quelque chose de changé. On continue à s'occuper successivement et spécialement des enfants et de la femme de ceux qui « se font naturaliser », puis de ceux qui se font réintégrer ; on continue à ne rien dire pour les enfants de la femme qui épouse un Français.

Au cours de la délibération, il se produit, dans les modes d'acquisition de la qualité de Français, un changement capital. A la suite d'un amendement de M. Béranger, soutenu par M. de Marcère et adopté par le Sénat, on revient dans l'article 9 pour les étrangers nés en France, au système antérieur du

Code civil, en substituant à la naturalisation par décret, la simple réclamation de la qualité de Français. Indirectement l'article 10 subit l'effet de cette modification.

Voilà donc reconstituée une catégorie d'individus qui deviennent Français autrement que par naturalisation. Et on ne parle pas, dans ces textes, de la femme et des enfants mineurs. Et on ne modifie pas les termes de l'article 12 ! Mais il n'est dans la pensée de personne, d'enlever à la femme et aux enfants de ces individus ainsi mis à part, la faveur qui leur était auparavant reconnue. C'eût été une contradiction monstrueuse de faciliter à ces individus l'accès de la nationalité française, et en même temps de priver leurs femmes et enfants de la faculté que le texte précédent leur donnait ! On eût tort de ne pas s'apercevoir que les termes de l'article 12 ne convenaient plus aux hypothèses des articles 9 et 10. Il est indéniable que l'article 12 a été écrit en vue de la naturalisation proprement dite, prononcée par décret. Mais l'interprétation purement littérale de la loi doit fléchir lorsqu'elle se heurte à une intention certaine du législateur. Il est évident qu'en soustrayant les individus des articles 9 et 10, de la catégorie des naturalisés, au sens strict, le législateur n'a pas songé à priver leurs femmes et enfants du bénéfice de l'article 12. C'est une raison suffisante pour leur appliquer toujours les dispositions de ce texte,

exactement comme s'ils continuaient à rentrer, sans difficulté, sous ses termes.

La Chambre, saisie de la proposition, fit rentrer dans la loi le système de l'effet collectif intégral, pour les enfants mineurs, la femme bénéficiant seulement, pour devenir Française, des facilités qui sont restées dans le texte définitif de la loi. Pour les enfants eux-mêmes, il ne s'agissait que de l'*acquisition* de la qualité de Français.

Sous un autre rapport, on ne changeait rien. L'effet collectif était toujours consacré par l'article 12 qui, jusqu'à la fin, ne devait parler que de « naturalisation ». Mais qu'importe !

Il n'a pas cessé d'être vrai que la famille de nos individus des articles 9 et 10 tombe implicitement sous l'application de l'article 12. Elle subit l'effet du changement apporté à ce texte, relativement à l'intensité de la naturalisation collective.

De même pour l'innovation dernière qui devait être, un peu plus tard, introduite par le Sénat, donnant aux enfants mineurs du naturalisé la faculté d'option dans l'année de leur majorité !

D'autre part, à la suite du vote de la Chambre, il était entré dans la loi une nouvelle disposition, qui devait y rester définitivement l'article 8, § 4. La portée de ce texte est controversée. Si l'acquisition de la nationalité française par l'individu né en France, d'un étranger, et domicilié en France à l'époque de

sa majorité, est, comme certains le prétendent, rétroactive, il n'y a pas besoin de faire intervenir les deux derniers alinéas de l'article 12. Sa femme est censée avoir épousé un Français, ses enfants mineurs sont censés nés d'un Français, quoique son mariage et la naissance de ses enfants aient eu lieu avant sa majorité.

Si l'on se range à l'opinion, plus exacte à nos yeux, on le verra plus loin, suivant laquelle l'acquisition de nationalité de l'article 8, § 4, n'est pas rétroactive on se trouve en présence d'une nouvelle espèce de bienfait de la loi, qu'il faut encore faire rentrer dans les termes de l'article 12, si l'on désire assurer l'unité de nationalité dans la famille de l'individu qui en profite.

On peut certainement, on doit même le faire.

Ici encore, il s'agit d'individus concrets qui voyaient, avant l'innovation de la Chambre, leur femme et leurs enfants profiter des dispositions de l'article 12. Ces individus rentraient alors, en effet, dans l'application de l'article 9, et l'hypothèse prévue par ce texte devait être, nous l'avons vu, ramenée aux termes de l'article 12. Or, on se borne à faire, parmi les individus que régissait l'article 9, une nouvelle distinction : ceux qui seront domiciliés en France à leur majorité deviendront Français de plein droit et immédiatement. Pour eux la déclaration sera simplement sous-entendue. Ici encore on

ne pensait pas, on ne pouvait pas penser à balancer la faveur nouvelle accordée au père ou mari, pas plus de difficultés imposées à la femme et aux enfants.

Il est de toute nécessité de maintenir à ces derniers les droits qu'ils auraient eus si leur père ou mari avait passé la déclaration de l'article 9 !

Le raisonnement serait le même, en ce qui concerne l'hypothèse du dernier alinéa de l'article 9, où un individu devient Français par l'inscription aux listes de recrutement, sans avoir à passer de déclaration.

La solution donnée pour ces divers cas de bienfait de la loi, introduits dans les textes à partir de l'amendement Béranger, n'influe en rien sur celle qu'il convient d'appliquer au cas de mariage. On ne peut pas étendre le raisonnement fait pour les autres espèces à ce mode spécial d'acquisition de nationalité, pour lequel la rédaction première était déjà exclusive de l'effet collectif. On a conservé cette rédaction telle quelle, sans jamais manifester l'intention de revenir sur la solution qu'elle comportait.

C'est donc à tort que des décisions judiciaires, notamment un arrêt de la Cour de Nancy du 25 mars 1890 (cl. 91, p. 539) ont cru pouvoir appliquer à l'enfant d'une mère devenue Française par son mariage, la disposition de l'article 12 § 3.

La distinction qu'impose l'étude des travaux pré-

paratoires est faite, au contraire, par certains auteurs qui, partisans de l'extension de l'article 12 § 3, font cependant une exception toute spéciale pour le cas de la mère qui devient Française par son mariage (1).

— Les solutions de notre loi, telles qu'elles ressortent des développements précédents, suscitent un certain nombre d'observations critiques.

Dans la mesure où est consacré l'effet collectif de l'acquisition de nationalité, il n'y a aucune harmonie dans les textes, et l'on n'arrive pas sans difficulté à faire cadrer les solutions données par l'article 12, avec les espèces des articles 8, § 4, 9 et 10, auxquelles les expressions littérales ne s'adaptent pas.

Le cas le plus pratique est celui des individus qui réclament la qualité de Français en excipant de l'article 10. Car ce texte ne limite l'exercice de leur droit par aucune condition d'âge et, normalement, ce sont des individus de plus de vingt-deux ans qui se présentent à nous avec une femme, et un ou plusieurs enfants !

Pour le cas moins pratique de l'article 9 la difficulté serait d'ailleurs la même. Il est facile de décider que les enfants mineurs deviennent Français, à l'instant où le père le devient lui-même. Mais, qu'arrive-t-il pour la femme, pour les enfants majeurs, s'il

1. Lesueur et Dreyfus, p. 108, n° 2, p. 138 et ss., 173 et ss. *Gazette du Palais*, 23 avril 1890, en note de l'arrêt rapporté.

s'en trouve ? Le dernier alinéa de l'article 5 du décret du 13 août 1889 nous dit que « leur demande est jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère ». Sans doute, mais on ne voit pas très bien ce qui doit s'ensuivre. Au cas de naturalisation par décret, lorsque la femme a joint sa demande à celle de son mari, le décret rendu la vise nommément et lui confère la nationalité en même temps qu'au mari. Dans le cas des articles 9 et 10, au contraire, le mari devient Français par le seul effet de sa déclaration, sous condition qu'elle soit enregistrée. Cependant, la demande de la femme ne peut suffire à lui conférer la nationalité. Faudra-t-il donc rendre un décret spécial pour elle ? Ce décret sera-t-il sans frais ?

Il y a bien la ressource de lui faire passer à elle-même la déclaration de l'article 9 en vertu de l'article 12 alinéa 2 *in fine*. Mais cela ne serait possible, nous l'avons vu, que si elle était elle-même âgée de moins de vingt-deux ans !

S'agit-il de la femme ou des enfants d'un individu qui devient Français par application de l'article 8 § 4, ou du dernier alinéa de l'article 9, l'embarras est encore plus grand.

Pour les enfants mineurs, au moins dans le cas du premier de ces textes, leur situation risque d'être fort pénible. Le père est devenu Français à l'échéance de ses 21 ans, mais il garde, pendant une

année, la faculté de décliner la nationalité française. S'il use de ce droit, le sort de ses enfants dépendra de la réponse donnée à la question de savoir si cette répudiation est rétroactive. Si elle ne l'est pas les enfants, devenus bel et bien Français, se verront, dans le système de nos lois, emprisonnés dans notre nationalité jusqu'à leur majorité.

Quant à la femme, il ne saurait plus être question pour elle de joindre sa demande à celle du mari, puisque celui-ci n'a pas à en former. Si elle a plus de 22 ans elle ne pourra pas souscrire la déclaration de l'article 9. Elle sera alors réduite à formuler directement une demande de naturalisation et obligée d'attendre, du bon plaisir de l'administration, un décret qui, cependant, dans l'esprit de la loi, devrait être rendu immédiatement et sans frais.

Pourquoi la différence profonde qui est faite entre l'acquisition et la perte de la nationalité ? Elle procède de ce même esprit d'exclusivisme étroit dont nous avons déjà signalé des conséquences. Les portes sont grandes ouvertes pour entrer en France, non pour en sortir, comme s'il n'était pas certain que par le jeu naturel des entrées et des sorties, avec une égale liberté de part et d'autre, vu la force d'attraction de notre pays, la balance se solderait par un excédent considérable des cas d'acquisition sur les cas de perte de notre nationalité !

Au surplus, les règles sur l'effet collectif, si elles peuvent avoir pour effet d'avancer l'époque où la descendance de l'étranger naturalisé serait devenue française, n'ont pas directement ce but ! Elles répondent à des considérations théoriques et pratiques, du plus grand poids, et qui sont également vraies chaque fois qu'un chef de famille dépouille une nationalité quelconque pour en embrasser une autre.

A ne considérer que les cas d'acquisition de nationalité, il nous a paru ressortir des travaux préparatoires, en remontant jusqu'au projet, pourtant si extensif, du Conseil d'Etat, l'intention certaine d'exclure l'effet collectif au regard des enfants mineurs de l'étrangère qui devient Française par son mariage.

Appréciant maintenant cette disposition exceptionnelle, il semble qu'on aurait pu, tout au moins, maintenir la règle générale pour le cas où l'homme ainsi épousé serait le père des enfants.

Ainsi font la loi suédoise du 1^{er} octobre 1894 et la loi danoise du 19 mars 1898 (art. 3 et 6) : l'acquisition et la perte de la nationalité par mariage s'étendent aux enfants mineurs de la femme, si elle épouse le père. Il est bien évident qu'en cette hypothèse, il est de l'intérêt de tous que l'unité de la famille soit assurée. La légitimation pourrait peut-être y suffire. Mais, on verra que dans notre légis-

lation, il n'est pas du tout certain que la légitimation influe sur la nationalité des enfants. De plus, la légitimation peut ne pas avoir lieu. Il se produit, en pratique, des surprises tenant à ce que les parents ignorent parfois la nécessité d'une double reconnaissance préalable.

La disposition des lois suédoise et danoise paraît elle-même un peu étroite. La femme peut avoir un ou plusieurs enfants naturels, reconnus par elle et *investis de sa nationalité jure sanguinis*.

On ne voit pas bien pourquoi ces enfants ne la suivraient pas dans sa nationalité nouvelle, lors même qu'elle n'épouserait pas le père.

Il n'y a que dans le cas de nouveau mariage d'une mère survivante que l'on s'explique la règle conservant aux enfants issus de la précédente union, leur nationalité.

Le sentiment général paraît bien être en faveur du maintien de cette règle.

Elle n'est pas contradictoire avec la disposition qui étend de plein droit aux enfants mineurs l'effet de la naturalisation de leur mère survivante. Le cas de mariage est bien quelque chose de spécial. La demande de naturalisation, la déclaration en vue d'acquérir la nationalité, et, au moins théoriquement, l'acceptation du bénéfice de l'article 8, § 4, sont des faits bien volontaires.

La mère doit savoir que ses enfants en subiront

l'effet ; elle a, normalement, le désir de les entraîner avec elle. Elle n'a pas de motif pour rechercher la nationalité nouvelle si l'intérêt des enfants y est opposé. Pour la femme qui se marie, au contraire, c'est le mariage en lui-même qui prime tout ; la question de changement de nationalité n'apparaît qu'accessoirement, et il se pourrait que l'intérêt des enfants du premier lit fût, à ce point de vue, méconnu !

Pour que toute contradiction continue d'être absente, il faut spécifier que l'effet collectif ne se produira toujours pas, au regard des enfants du premier lit, lorsque leur mère changera de nationalité postérieurement au mariage, si elle se borne à suivre son second mari. Cette femme a épousé un homme qui, comme elle, était étranger. Il se fait naturaliser Français, et sa femme, conformément à l'article 12, demande à obtenir la nationalité par le même décret. C'est bien elle qui sollicite la naturalisation. Si l'on s'en tient strictement au texte, ses enfants mineurs du premier lit recevront, *de plano*, la nationalité française.

Cependant, ici encore, l'acquisition de nationalité, réalisée par la mère, est bien et uniquement une suite de son mariage.

La logique exige que les enfants antérieurs soient écartés comme au cas de mariage direct avec un Français !

Ce résultat pourrait être assuré par un texte disposant, en termes larges, que les enfants légitimes mineurs suivent leur mère survivante dans ses changements de nationalité, « sauf au cas de nouveau mariage ».

En plus de ce cas de nouveau mariage, faut-il apporter une autre dérogation à la règle générale ? Nous voulons ici apprécier brièvement la disposition de l'article 19, alinéa final. On a depuis longtemps signalé la différence qui existe entre ce texte et les dispositions correspondantes des articles 12 et 18. Tandis que ces textes attribuent de plein droit la nationalité aux enfants mineurs de père ou de mère naturalisés ou réintégrés, l'article 19, spécial au cas de réintégration de la femme qui a perdu sa nationalité *par mariage*, se borne à consacrer un système de naturalisation facultative des enfants mineurs, analogue à celui qu'avait admis, d'une façon générale, le Sénat, dans sa deuxième délibération.

« Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration, aux enfants mineurs, sur la demande de la mère, ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du Conseil de famille ».

A moins d'avoir été, comme on le croit le plus souvent, maintenue dans la loi par inadvertance,

cette disposition ne peut s'expliquer que par la pensée suivante :

On suppose que cette femme qui a été dénationalisée par son mariage peut avoir le vif désir de revenir à sa nationalité primitive, et on veut lui permettre de satisfaire ce désir, sans nuire aux intérêts de ses enfants. A la différence de l'étrangère ordinaire ou de toute autre ex-française qui a abdiqué volontairement et directement notre nationalité, la femme de l'article 19, acceptant la dénationalisation comme une conséquence inévitable, mais pénible, de son mariage, peut être ramenée à nous par un sentiment personnel, distinct des considérations familiales touchant l'intérêt des enfants.

En admettant que cette explication ne soit pas purement hypothétique, l'idée serait bien subtile. A force de subtilité, on aboutit au paradoxe, à cette conséquence étrange que, plus la mère a d'attachement pour notre pays, moins ses enfants doivent être facilement investis de notre nationalité !

Si, en fait, la formalité exigée pour les enfants, est remplie, il est vrai après coup que cette complication était inutile. Si, au contraire, la formalité n'est pas remplie, le résultat qui est alors de nous ramener une femme isolée, sans ses enfants, n'a rien de bien désirable et ne vaut pas qu'on suscite des difficultés pour les rapports nécessaires entre cette mère et ses enfants. Sauf le cas où elle se décide à se

créer un nouveau foyer — c'est l'hypothèse du nouveau mariage — le mieux est de lui faire entendre que la nationalité de ses enfants est liée à la sienne.

Si elle comprend et respecte le lien unissant ses enfants au pays de leur père, elle restera elle-même étrangère : ce sera un mal pour un bien !

CHAPITRE IV

De la non-rétroactivité des changements de nationalité

La considération des intérêts pratiques ne milite pas seulement en faveur du système de l'unité de nationalité dans la famille. Il y a une autre solution, en matière de changement de nationalité, que tout le monde s'accorde à trouver éminemment désirable. Pour la clarté des situations, pour la sécurité du crédit, pour le respect des droits acquis à une époque où un individu donné était régi par les lois d'une précédente patrie, il importe que les changements de nationalité ne produisent effet que pour l'avenir.

Nous avons dans notre loi l'article 20 du Code civil, aux termes duquel, « les individus qui acquerront la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19, ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque ».

Ce texte n'a pas la forme d'une déclaration de principe, proscrivant, d'une manière générale, la rétroactivité en matière de changement de nationalité ! Le législateur a procédé par voie d'énumération. Or, cette énumération est loin d'être complète : elle ne vise pas tous les cas d'acquisition de la qualité de Français, et il n'est rien dit touchant la perte de notre nationalité.

Nous aurons donc à rechercher successivement s'il y a des cas où la qualité de Français est, soit acquise, soit perdue rétroactivement.

Consacrons d'abord quelques développements à part au cas spécial de reconnaissance d'enfant naturel, dans lequel il est certain que la rétroactivité se produit, soit pour l'acquisition, soit pour la perte de notre nationalité.

L'enfant légitime d'un père français, l'enfant naturel reconnu à sa naissance par un père français, reçoivent comme nationalité d'origine et irrévocablement la nationalité française. Mais, voici un enfant naturel qui, à sa naissance, n'est reconnu par personne ! Une législation prévoyante lui attribuera provisoirement une nationalité *jure soli*. Que cet enfant soit plus tard reconnu et que la reconnaissance fasse apparaître la véritable nationalité qu'il tient de ses parents, *jure sanguinis*, on ne pourra pas dire qu'il y ait là un changement de nationalité. C'est la vraie nationalité d'origine qui se révèle ! La recon-

naissance produit un effet rétroactif. Ou, du moins, la reconnaissance n'étant que la constatation d'un fait, la filiation, qui n'en était pas moins vrai avant d'être constaté, ce sont les effets de la filiation qui doivent tous se produire du jour de la naissance. C'est un principe incontesté en droit civil. On n'hésite pas à reconnaître, par exemple, que l'incapacité de recevoir à titre gratuit s'applique même à une donation faite à l'enfant par son père ou par sa mère avant la reconnaissance (1).

Ce principe, appliqué rigoureusement à la nationalité, aurait conduit à décider que l'enfant naturel reconnu, quel que fût son âge au moment de la reconnaissance, se verrait appliquer rétroactivement la nationalité imposée par les règles du *jus sanguinis*. On ne voulut pas aller jusque-là, et on se mit aisément d'accord pour décider que la reconnaissance volontaire ou forcée intervenue après la majorité de l'individu, ne produirait aucun effet sur sa nationalité.

La question étant réduite au temps de la minorité, il restait plusieurs solutions possibles. L'enfant naturel étant reconnu par l'un ou l'autre de ses parents, était-il absolument indispensable de consacrer l'effet rétroactif de la reconnaissance et de faire remonter l'attribution de nationalité au jour de la naissance de

1 Planiol. *Droit civil*, I, 1^{re} édit., p. 725.

l'enfant ? A supposer deux reconnaissances successives, celle du père étant la seconde, devait-on appliquer la règle de prépondérance paternelle, et décider que la seconde reconnaissance, émanée d'un père n'ayant pas la même nationalité que la mère, détruirait, au point de vue de l'attribution de nationalité, l'effet de la première reconnaissance ?

L'article 8 de la proposition de M. Batbie se bornait à dire : « Est Français, l'enfant né en France de parents inconnus ; si les parents viennent à être légalement connus, l'enfant suit leur nationalité. » (Sénat, doc. 1882, n° 156, p. 196.)

Le projet du Conseil d'Etat, plus explicite, consacrait expressément la règle de la prépondérance paternelle. De plus, le premier, il faisait cesser l'effet de la reconnaissance à la majorité. Enfin, il prétendait parer d'une façon absolue aux effets rétroactifs de la reconnaissance, en ce qui concerne la détermination de la nationalité d'origine de l'enfant naturel. Voici quel était l'article 2 de ce projet : « Est Français, tout individu né en France de parents inconnus. Lorsque sa filiation est établie pendant sa minorité par reconnaissance ou par jugement, il suit, pour l'avenir, la nationalité du père ou celle de la mère, si la filiation n'est établie que vis-à-vis d'elle. »

Reconnu d'abord par sa mère, puis par son père, l'enfant changeait à chaque fois de nationalité,

mais toujours pour l'avenir seulement. Ce dernier trait n'a pas prévalu. Donner à la reconnaissance un effet non rétroactif, c'était méconnaître la vraie nature de cet acte. C'était lui donner une valeur et un effet propres, distincts de la valeur et de l'effet de la filiation qu'elle doit servir uniquement à constater. La reconnaissance n'était plus un déterminant de la nationalité d'origine, mais un véritable mode de changement de nationalité. On conçoit parfaitement que l'effet de la reconnaissance soit tout à fait supprimé à partir d'un certain moment, la majorité : cela revient uniquement à dire que la filiation, trop tard reconnue, ne prévaut plus sur le sol. Mais, si on prétend qu'elle doit encore prévaloir, il faut que ce soit d'une façon absolue : ce ne peut être que rétroactivement ou pas du tout.

L'article 8, § 1, 2^e alinéa du projet soumis aux délibérations du Sénat, reproduisait la formule du Conseil d'Etat, mais en supprimant les mots « pour l'avenir ». Il rendait ainsi à la reconnaissance son véritable caractère, qu'on ne peut lui enlever sans illogisme, et qu'elle a conservé dans le texte définitif.

Alors fut soulevée la deuxième question : la reconnaissance postérieure du père devait-elle anéantir l'attribution de nationalité qui résultait de celle de la mère ? M. Léon Clément, en première lecture, demanda et obtint le renvoi du paragraphe qui nous

occupe à la Commission (séance du 13 novembre 1886, p. 1187). Du travail de la commission sortit le paragraphe 1 de l'article 8, dans sa forme actuelle, qui fut adopté en deuxième lecture par le Sénat. M. Clément avait déposé un amendement ainsi conçu : « Lorsque sa filiation est établie pendant sa minorité, l'enfant né hors mariage suit la nationalité de la mère, à moins qu'il n'ait été reconnu par le père dans l'année de la naissance. »

En présence de la rédaction nouvelle apportée par la commission, il retira son amendement (Sénat, *in extenso*, 3 février 1887, p. 80). L'enfant naturel, dont la filiation est établie pendant sa minorité par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Au cas seulement où la preuve résulte pour le père et la mère du même acte ou du même jugement, la prépondérance paternelle reparait et l'enfant suit la nationalité du père.

L'idée qui a poussé M. Clément et le Sénat à modifier le texte primitivement soumis aux délibérations de cette Assemblée est la suivante : On a craint qu'un enfant reconnu par une mère française et élevé par elle comme Français, ne fût beaucoup plus tard, à la veille peut-être de sa majorité, reconnu par un père étranger qui ferait ainsi de cet enfant, dont il se serait si longtemps désintéressé, un sujet de son propre pays. C'est pour déjouer ce calcul que

M. Clément limitait l'efficacité de la reconnaissance paternelle à l'année de la naissance. Seulement, il y avait dans ce système quelque chose d'inadmissible. On ne comprend pas pourquoi la mère garderait, pendant toute la minorité, la faculté de donner sa nationalité à son enfant, alors que le père serait privé de ce droit, passé la première année, même si la mère ne l'avait pas devancé ! Il eût été plus logique d'enfermer les deux parents dans le même délai, et de décider que l'enfant, non reconnu pendant sa première année, garderait sa nationalité *jure soli*.

Le Sénat a paré d'une autre manière au danger que l'on signalait : il n'y a jamais qu'une reconnaissance attributive de nationalité, la première en date.

Ce système n'est-il pas encore bien artificiel ?

On lui attribue parfois l'avantage de pousser les parents à reconnaître de bonne heure leur enfant. Cet avantage est bien douteux. Il est fort à croire que le père ou la mère, assez peu sensible au lien du sang, pour n'être pas décidé par lui seul à reconnaître son enfant, se laisserait encore bien moins guider par le souci de donner à sa patrie un sujet de plus.

Ce système qui semble raisonnable lorsqu'on pense, comme l'a fait le législateur, à deux reconnaissances séparées par un long intervalle de temps, ne l'est vraiment guère au cas de deux reconnais-

sances voisines l'une de l'autre, qu'elles aient eu lieu toutes deux soit au début, soit à la fin de la minorité.

Si le *jus sanguinis* est basé sur l'idée abstraite, presque métaphysique de *race*, et, avant tout, de race paternelle, est-il rationnel d'en modifier du tout au tout le fondement, par suite de ce fait que le père a reconnu son enfant quelques jours après la mère ?

Et si l'on admet plutôt, avec M. Geouffre de la Pradelle, que le *jus sanguinis* repose sur une idée d'éducation, voici les solutions auxquelles on doit raisonnablement aboutir.

La reconnaissance ne doit plus être attributive de nationalité lorsqu'elle intervient à un moment où il est trop tard pour qu'un changement d'éducation puisse produire un effet sérieux, lorsque la personnalité du mineur est suffisamment formée, lorsqu'il a dépassé cet âge de 16 ans, après lequel sa nationalité ne doit plus être, avons-nous vu, modifiée, en principe, sans son consentement.

Si une seule reconnaissance est intervenue avant cet âge de 16 ans, l'enfant suivra la nationalité de l'auteur de cette reconnaissance.

Si les deux auteurs ont reconnu leur enfant avant l'échéance de ses 16 ans, il suivra toujours la nationalité du père.

Le motif de la prépondérance paternelle, c'est que le père a véritablement la haute main sur l'éduca-

tion de l'enfant, exerce l'influence la plus forte sur le développement de son intelligence et de ses sentiments. Même pour l'enfant naturel notre loi proclame ce principe : dès lors, il faut aller jusqu'au bout de ce que la logique exige ! De ce que la mère a reconnu la première, il n'y a aucune raison pour présumer que le père ne l'a imitée que beaucoup plus tard. Même si cela est, il suffit que le père procède à la reconnaissance *en temps utile*, pour qu'il puisse trouver le moyen d'imprimer à son enfant la marque de ses propres sentiments.

On admet bien, dans le système actuel, qu'une reconnaissance intervenue à la veille de la majorité, pourvu qu'elle soit la première, donne à l'enfant la nationalité d'une personne qui lui était jusque-là inconnue ! L'influence paternelle peut tout aussi bien refouler l'influence maternelle. Il y a, au surplus, des familles légitimes où l'enfant, pendant ses premières années, est dirigé exclusivement par la mère. Et personne ne songe à écarter pour cela le principe de la prépondérance paternelle.

Il peut paraître fâcheux que l'enfant soit exposé successivement à deux attributions rétroactives de nationalité. Cependant comme il s'agit de jeunes enfants les inconvénients pratiques de la rétroactivité ne sont peut-être pas bien considérables. Dès que l'on a admis une première rétroactivité, il paraît difficile d'écarter la seconde, si elles sont l'une et

l'autre, et au même titre, exigées par les principes.

Au surplus, ce n'est pas le souci de la double rétroactivité qui a inspiré le législateur : il n'a pas voulu qu'on pût enlever un enfant à la France ! C'est une idée qui n'a rien à voir avec les principes. Observons de plus que l'intérêt de notre pays est largement sauvegardé par l'article 8, § 3 en vertu duquel est Français, sauf faculté de répudiation, l'enfant né en France, d'un auteur né lui-même en France et dont il ne suit pas la nationalité *jure sanguinis*.

En rendant efficace à la reconnaissance paternelle intervenue en temps utile, bien que postérieurement à celle de la mère, on couperait court à la controverse relative à l'effet de la légitimation. Il n'y aurait plus lieu de se demander subsidiairement, comme on le fait aujourd'hui, si l'enfant naturel reconnu en premier lieu par sa mère doit se voir attribuer la nationalité du père lorsqu'il est légitimé en temps de minorité.

C'est un point que notre loi n'a tranché expressément dans aucun sens. Elle n'en parle pas ; et il n'apparaît nulle part que le législateur ait songé à cette hypothèse.

Mais certains auteurs (1) prétendent que les principes généraux de la légitimation et l'article 333 du Code civil, en vertu duquel « les enfants légitimés

1. Geouffre de la Pradelle, p. 171. — Stemler, Cl. 90, p. 390.
— L'Esprit, p. 63. — Gruffy. Cl. 95, p. 982 et suiv.

par le mariage subséquent auront les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage », suffisent pour faire attribuer à l'enfant légitimé la nationalité de son père.

Comme le remarque M. Gruffy (*loc. cit.*), le nouvel article 8 § 3 (rédaction de 1893), a battu en brèche, peut être sans que le législateur s'en soit rendu compte, le principe de l'inefficacité d'une seconde reconnaissance : « Si l'on se rallie à l'opinion admise dans la pratique administrative, incontestable à notre avis en doctrine, d'après laquelle l'individu de l'article 8 § 3 est provisoirement Français, on arrive à ce résultat que l'enfant né en France, reconnu par son parent né à l'étranger, devient Français quand l'autre né en France, le reconnaît à son tour. » Dès lors, il devient difficile d'invoquer le principe de l'inefficacité d'une seconde reconnaissance pour dénier à la légitimation de l'enfant naturel tout effet sur sa nationalité.

En pratique, une lettre de la Chancellerie du 12 avril 1895 (Cl. 95, p. 689) proclame l'effet de la légitimation sur la nationalité.

Mais, en sens contraire, le Tribunal et la Cour de Bourges (12 novembre et 15 décembre 1896. Cl. 97, p. 811) ont affirmé qu'une légitimation postérieure de l'enfant ne change pas la nationalité qu'il tient de la reconnaissance.

Dans le même sens statue un arrêt de Douai du

27 juin 1905 (Darras, 1905, p. 891), infirmant un jugement de Boulogne-sur-Mer du 9 mars 1905.

Cette opinion est admise par le plus grand nombre des auteurs, cités en note sous Boulogne, (Darras, 1905, p. 355.)

D'après cette note, la Chancellerie elle-même aurait changé d'opinion.

— Le texte consacrant l'effet de la reconnaissance sur la nationalité pourrait être ainsi rédigé : « Est Français, l'enfant naturel dont la filiation est établie avant l'âge de 16 ans vis-à-vis d'un père Français, ou vis-à-vis d'une mère Française à défaut du père resté inconnu. »

— En dehors du cas spécial de la reconnaissance, l'article 20 a omis d'énumérer un certain nombre de cas d'acquisition de la nationalité française.

Il en est deux pour lesquels, malgré ce silence, la solution exclusive de la rétroactivité n'est pas douteuse : la naturalisation par décret et le mariage avec un Français.

Avant 1889, l'article 20 ne mentionnait que les articles 10, 18 et 19. D'où controverse sur l'article 9, controverse que le législateur a voulu trancher en ajoutant cet article à l'énumération !

Il n'y avait pas eu de controverse analogue, non seulement sur la naturalisation, que l'ancien article 20 n'avait pas à prévoir, puisqu'elle ne rentrait pas dans les textes du Code, mais même sur l'acquisition

de nationalité par mariage, édictée par l'ancien article 12, et omise par conséquent dans l'article 20, exactement comme l'acquisition de l'article 9. Seule, l'omission de ce dernier texte avait paru étrange, en raison de son étroite relation avec l'article 10, qui, lui, était prévu. Mais, dès lors que le législateur proscrivait la rétroactivité pour les cas de réintégration, qui sont ceux auxquels on pourrait être le plus tenté de l'appliquer, il fallait à plus forte raison qu'il en fût de même, en règle générale, pour les cas où la qualité de Français était acquise pour la première fois. Il est bien vraisemblable que les auteurs du Code avaient jugé suffisant de prévoir les textes relatifs à la réintégration, et que la mention faite de l'article 10 venait de ce que cet article était lui-même considéré par eux comme organisant un cas de large réintégration réalisée en la personne de l'enfant de l'ex-Français !

Quand on a éprouvé le besoin de faire rentrer l'article 9 dans l'énumération, on aurait dû logiquement faire de même pour l'article 8, § 5, et pour l'article 12.

Il reste un texte pour lequel, à la différence des deux précédents, le silence de l'article 20 a suscité d'assez vives controverses : c'est l'article 8, § 4.

« Est Français..., tout individu né en France, et qui à l'époque de sa majorité est domicilié en France, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle

qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français, etc. »

On s'est d'abord demandé si cet individu n'était pas un Français de naissance. Le principal intérêt pratique de cette question était relatif au droit d'expulsion. C'est à ce propos qu'intervint un arrêt fameux de la Cour de Montpellier, du 8 mai 1891 (cl. 1891, p. 954), affaire Casana, décidant que le mineur né en France d'un étranger devait être réputé Français sous une condition résolutoire dont l'accomplissement dépend de sa seule volonté, et par conséquent, ne pouvait pas être frappé d'une mesure d'expulsion.

Plus exactement, selon l'expression de M. Audinet, dans l'exposé qu'il fait de ce système (Cl. 1891, p. 44), cet individu serait Français sous deux conditions résolutoires.

S'il n'était pas domicilié en France à l'époque de sa majorité, il cesserait rétroactivement d'être Français. Même au cas de domicile en France à la majorité, il resterait place pour une deuxième condition résolutoire : à savoir, le fait de répudier dans le délai d'un an la nationalité française, répudiation qui anéantirait rétroactivement cette nationalité.

Ce système repris postérieurement par les tribunaux correctionnels de Sidi-bel-Abbès et de Nice (26 août 1891. Cl. 92, p. 690. — 17 octobre 1895. *Gaz. des trib.*, 1^{er} janvier 1896), est aujourd'hui aban-

donné et à juste titre. Si l'enfant en question est Français pendant sa minorité, on rend inutile l'alinéa de l'article 9 qui autorise les père, mère ou tuteur à réclamer en son nom la qualité de Français. Dans ce système, pour expliquer cette disposition, on en est réduit à dire que la réclamation faite au nom du mineur par son représentant légal, emporte simplement renonciation au droit de déclarer la qualité de Français, et rend cette qualité irrévocable. Mais ce n'est pas du tout ce que dit l'article 9.

Sans doute, des rapprochements ont été faits, au cours des travaux préparatoires, entre la disposition de l'article 8, § 4, d'une part, et, d'autre part, notre ancien droit, les législations étrangères restées fidèles au *jus soli*, et nos lois de 1851 et de 1874, toutes législations sous lesquelles la nationalité était acquise de naissance, *jure soli* ! Ces rapprochements se justifient par ce fait, que la nouvelle disposition de l'article 8, § 4, marquait, dans l'élaboration de la loi, un accroissement de la part d'influence donnée au sol.

Mais si dans la loi de 1874, ainsi que dans le deuxième alinéa de notre article 8; § 3 modifié en 1893, le sol, comme déterminant de nationalité, peut produire son effet dès la naissance de l'enfant, c'est que le fait en raison duquel le sol devient ici prépondérant, à savoir la naissance de l'un des parents sur le territoire, est un fait certain et passé. La situation

n'est pas comparable à celle que vise l'article 8, § 4, dans lequel la nationalité dépend d'un fait de beaucoup postérieur à la naissance : le domicile en France à l'époque de la majorité.

Vouloir faire de l'individu de l'article 8, § 4, un Français dès sa naissance, c'aurait été revenir purement et simplement au *jus soli*. Tout individu né en France serait né Français, et n'aurait eu aucun moyen de dépouiller cette nationalité pendant sa minorité ! L'article 9 n'aurait plus été qu'un moyen de recouvrer pour l'avenir la qualité de Français, offert à des individus qui viendraient seulement de perdre rétroactivement cette qualité, en n'étant pas domiciliés en France au moment de leur majorité !

Et cependant l'article 8, § 1, aurait continué à proclamer, avec une rigueur inflexible, le principe du *jus sanguinis*, pour les enfants de Français nés à l'étranger ! En vérité il n'est pas permis d'attribuer au législateur un système aussi bizarre et incohérent.

Tout le monde s'étant mis d'accord pour reconnaître que l'individu de l'article 8, § 4 ne pouvait pas être, dès sa naissance, Français sous condition résolutoire, on s'est demandé s'il n'était pas Français sous condition suspensive. On a maintenu l'assimilation du fait d'être ou non domicilié en France à l'époque de la majorité, événement futur et incertain, avec une condition, au sens juridique du mot. Et on s'est avisé, par application de l'article 1179, du

Code civil, de dire que la condition accomplie devait avoir un effet rétroactif, de créer ainsi une catégorie unique d'individus devenant Français rétroactivement, par la seule vertu des règles juridiques sur l'accomplissement de la condition.

« L'expression « Français sous condition » n'est pas inexacte. La condition affecte tous les actes juridiques. On est d'accord pour étendre l'effet rétroactif en dehors des contrats, notamment aux legs, sous réserve de l'article 1040... Néanmoins, l'esprit a quelque difficulté à considérer cette modalité comme susceptible d'affecter l'état et la capacité des personnes, et surtout à donner à l'arrivée d'un événement futur et incertain, la puissance de modifier dans le passé, au détriment des tiers, tout le statut personnel d'un individu » (1). On pourrait dire aussi bien que l'enfant naturel est enfant légitime sous la condition suspensive de sa légitimation ! Cependant, cette condition ne rétroagit pas ! Pourquoi ne pas admettre pareille exclusion de la rétroactivité sur l'article 8, § 4 ?

On peut d'autant plus facilement se dégager de cette « puissance des mots », que le mot de condition, n'est pas employé par la loi.

Pratiquement, il est hors de doute, que le système le plus simple et le plus commode est de voir dans

1. Gruffy. *Non-rétroactivité des changements de nationalité*, dans Cl. 94 p. 480.

notre texte un cas d'acquisition de nationalité, au jour de la majorité et pour l'avenir seulement. Quel motif a donc poussé nos interprètes à imaginer ce système de condition suspensive, dont la seule portée est d'aboutir à la rétroactivité ?

L'article 8 dit « sont Français » et non pas « deviennent Français ». — Qu'est-ce que cela prouve ? La loi aurait-elle par là voulu dire que nos jeunes gens sont déjà Français avant leur majorité ? Ce n'est pas ce que l'on prétend puisque l'on s'en tient au système de la condition suspensive. « Français sous condition suspensive », cela veut dire « étranger » tant que la condition n'est pas accomplie.

C'est ce que déclare M. Audinet, dans son article déjà cité : « Les enfants nés en France d'un étranger qui lui-même n'y est pas né sont Français sous condition suspensive, mais ils naissent étrangers et le restent pendant leur minorité. »

Même si l'idée de condition suspensive était rigoureusement exacte, le verbe « devenir » conviendrait aussi bien que le verbe « être ». La loi eût-elle dit « deviennent Français » au lieu de « sont Français », la question de rétroactivité pourrait rester ouverte. Mais, inversement, l'emploi du verbe « être » n'implique nullement la rétroactivité. Ces jeunes gens sont Français, c'est l'évidence même, du jour où ils ont atteint leur majorité étant domiciliés en France.

L'expression « sont Français », s'étend également

aux naturalisés de l'article 8 § 5, pour lesquels personne n'a jamais prétendu que l'acquisition de la nationalité fût rétroactive. On répond que l'article 8 comprend deux parties distinctes, les Français de naissance et les Français par naturalisation, et que les étrangers nés en France, une fois la condition de domicile accomplie, rentrent dans la première catégorie. Pure affirmation ! Ce qui est certain, c'est que les trois premiers paragraphes de l'article 8 s'occupent effectivement de Français de naissance et que le cinquième est relatif à la catégorie toute différente des naturalisés.

Il n'est nullement prouvé que la Chambre des députés, en introduisant le quatrième paragraphe, ait entendu poursuivre une assimilation rigoureuse entre les individus qu'il vise, et ceux que visent les trois précédents.

Le rapporteur, M. Antonin Dubost, a marqué la gradation qui existe entre le paragraphe 3 et le paragraphe 4. « Le premier serait Français de plein droit, sans pouvoir en décliner la qualité, le second serait Français aussi, mais aurait la faculté de renoncer à cette qualité » (1). Ce rapprochement a pour but de mettre en lumière la différence qui consiste dans l'existence ou la non existence d'une faculté de renonciation.

1. *Off.* Chambre doc., 87. sess. extraord., p. 231.

Rien ne montre que, dans la pensée du rapporteur, les deux individus soient Français du même moment. Au surplus, si telle était sa pensée, il faudrait aller jusqu'au bout et se ranger franchement au système de la condition résolutoire d'après lequel le mineur du paragraphe 4 serait, en effet, Français dès sa naissance. Mais, si l'on reconnaît que l'attribution de nationalité a lieu au moment de la majorité, il faut aussi proclamer que rien, dans les paroles du rapporteur, n'exige que l'on donne à cette attribution un effet rétroactif.

La Commission de la Chambre a simplement voulu rendre plus efficace la politique d'assimilation des étrangers, en faisant agir la force d'inertie en faveur de la nationalité française, au lieu de laisser la mesure de nationalisation à la libre initiative des individus. Pour toute une catégorie d'individus précédemment soumis à l'article 9, on rend la déclaration inutile. L'échéance en France de leur majorité vaut pour eux option tacite. Si l'on peut dire, comme le rapporteur de la Chambre, que « la qualité de Français leur appartient de par leur naissance sur notre sol », c'est qu'ils n'ont eu rien à faire, aucune démarche à opérer, qu'ils n'ont eu qu'à vivre au lieu même de leur naissance pour se voir attribuer à leur majorité la nationalité française.

Pourquoi a-t-on fait de ces individus une catégorie

de l'article 8 ? Pour simplifier sans doute. On n'aura pas voulu créer un nouvel article, ce qui aurait obligé à modifier le numéro de tous les articles subséquents. On s'est laissé séduire par un rapprochement fallacieux avec les individus du paragraphe 3, qui avaient auparavant une faculté analogue de répudiation et dont on faisait une nouvelle catégorie de Français *ipso jure*. On a trouvé élégant de rapprocher les termes successifs de la gradation dans cet article 8, déjà divisé en nombreux paragraphes, et auquel on pouvait facilement en ajouter un de plus. Il aurait certes mieux valu, pour la logique des idées, rapprocher la disposition nouvelle de l'article 9 qui est le texte auquel elle se rattache véritablement.

D'après M. Audinet (p. 42), si l'on a rattaché cette catégorie d'individus à l'article 8, « c'est précisément parce qu'on a écarté ici l'application de l'article 20, d'après lequel, dans les cas prévus par l'article 9, la qualité de Français n'est acquise que pour l'avenir. L'article 20, au contraire, ne renvoie pas à l'article 8 ». Ce n'est là qu'une supposition, et nous l'estimons peu vraisemblable. Les dangers de la rétroactivité avaient été maintes fois signalés. Si la Chambre avait voulu rétablir pour une catégorie très nombreuse, cette rétroactivité que l'on avait précédemment proscrite, on comprendrait difficilement que nulle part cela ne fût dit. Il est d'autant plus probable qu'elle n'y a pas songé, qu'on ne voit

même pas quel avantage le pays aurait pu en retirer. M. Audinet reconnaît lui-même, ce qui semble assez contradictoire avec son affirmation précédente « que la question précise qui nous occupe ne paraît pas avoir attiré directement l'attention du législateur ».

Ces controverses auraient été évitées si l'on avait fait mention, dans l'article 20, de l'article 8 § 4. Mais l'interprète doit, sans hésitation, suppléer à cet oubli, comme pour l'article 8 § 5.

— En ce qui concerne la perte de la qualité de Français, sur cette question d'exclusion de la rétroactivité, tout texte fait défaut. Le principe n'est pas douteux. A plus forte raison que pour l'acquisition de notre nationalité, le législateur a dû vouloir ici proscrire la rétroactivité. On n'hésite pas à appliquer cette solution à la plupart des cas de perte de la qualité de Français : naturalisation ou bienfait d'une loi étrangère, déchéances diverses de l'article 17 §§ 3 et 4.

Mais il y a un mode particulier, la renonciation à la qualité de Français des articles 8 § 3 et § 4, 12 et 18, pour lequel il est permis d'hésiter.

La loi du 7 février 1851 qui a introduit dans notre législation cette faculté de renonciation à l'usage des individus nés en France d'un étranger qui lui-même y était né, s'exprimait ainsi : « Est Français, tout individu... à moins que... il ne réclame la qualité

d'étranger »... La même formule était reproduite dans la loi du 16 décembre 1874, ainsi que dans la proposition de M. Bathier article 9 (Sénat, doc. 82, p. 196).

Cette formule « à moins que »... pouvait être interprétée comme impliquant l'idée d'une renonciation rétroactive. En fait, c'est bien ainsi qu'on l'interprétait (1).

L'article 3 du projet du Conseil d'Etat y substitua la formule suivante : « Est Français... tout individu... ; il peut néanmoins... décliner pour l'avenir la qualité de Français »... Et, M. Camille Sée, commissaire du Gouvernement, signalait au Sénat cette innovation dans les termes suivants : « Le Conseil d'Etat a respecté la loi de 1874, dont il a, à la fois, accentué et atténué la portée. Il nous propose, en effet, d'une part, de ne plus permettre à l'intéressé de justifier que pour l'avenir de sa qualité d'étranger »... Et il ajoute : « La Commission du Sénat vous propose de même le maintien de la loi de 1874. Mais elle vous demande d'en renvoyer l'application à un règlement d'administration publique. »

En attendant, et sans autre explication, c'est l'ancienne formule, ou à peu près, qui est maintenue dans le projet : à moins que... il n'ait décliné... ! C'est elle qui est votée par le Sénat en première et

1. D'après Audinet. *Revue critique*, 1891, p. 165.

en deuxième délibération. La Chambre des députés, transportant la faculté de renonciation du paragraphe 3 au nouveau paragraphe 4 de l'article 8, conserve toujours la même formule. Que faut-il conclure de cette persistance? Ces individus devenus Français à leur majorité et effectuant leur renonciation en temps utile, vont-ils redevenir de nouveau et pour l'avenir seulement étrangers, ou bien seront-ils censés n'avoir jamais été Français?

La question est la même pour les enfants mineurs de naturalisés ou de réintégrés qui ont également reçu la faculté de décliner dans l'année de leur majorité la nationalité française. Pour eux, toutefois, la question présente plus de gravité que pour l'individu de l'article 8, § 4, parce qu'ils sont devenus Français à une époque qui peut être fort antérieure à leur majorité, et que la rétroactivité, portant sur une plus longue période, présente de plus gros inconvénients. C'est probablement pour ce motif qu'un auteur, M. Géouffre de la Pradelle, admet la rétroactivité sur l'article 8, § 4, et ne l'admet pas sur les articles 12 et 18. Mais cette considération ne nous semble pas suffire pour créer une distinction que ne comportent pas les textes, la même formule, « à moins que... » étant indistinctement employée dans les trois articles.

La plupart des auteurs (d'ailleurs divisés sur la question différente de la rétroactivité dans l'acquisi-

tion de nationalité de l'article 8, § 4), s'accordent pour donner à la renonciation dans nos trois textes, un effet rétroactif (1).

Contre la rétroactivité, on fait valoir l'esprit de la loi, les déclarations de principe sur l'article 20, notamment dans le rapport de M. Antonin Dubost (Chambre, doc. 87, p. 237, col. 3). Les termes dans lesquels M. Camille Sée exposait au Sénat la modification proposée par le Conseil d'Etat, ne semblaient certes contenir aucune improbation contre elle. Mais, si l'on pouvait renvoyer, comme le demandait la commission du Sénat, à un règlement d'administration publique, le détail des formalités dont la renonciation devait être entourée, il n'y avait pas besoin de cette complication pour insérer dans le texte, ainsi que le proposait le Conseil d'Etat, les mots « pour l'avenir. » On ne comprend même pas comment des réformes comme celles que cette assemblée préconisait, suppression de la rétroactivité, ouverture de la faculté de renonciation dès

1. Le Sueur et Dreyfus, pp. 165 et 152. — Stemler Cl., 90, pp. 563 et 570. — Rouard de Card, pp. 163 et 171. — Weiss, pp. 165 et 187. — Glard, pp. 90 et 104. — Audinet, *Revue critique*, 91, pp. 40 et 165. — Rabany, I, p. 202 et II, p. 271.

Contra : Vincent, *Lois Nouvelles*, 1889, I, pp. 760 et 878. — Guillot, thèse Lyon. *Acq. de la qualité de Français*, pp. 196 et 206. — Gruffy, dans Cl., 94, p. 480.

l'âge de dix-huit ans, auraient été laissées à un simple règlement d'administration publique !

En admettant que la Commission du Sénat ait estimé que le futur décret trancherait ces deux points, on peut dire tout au moins qu'elle a évité quant à elle de se prononcer ! Elle n'a pas formulé de critique contre les propositions du Conseil d'Etat, mais elle n'a non plus exprimé nullement son adhésion, et elle s'est bornée à maintenir l'ancien texte. Plus tard, on ne craignit pas de surcharger la disposition qui forme l'article 8, § 4, en y faisant rentrer le détail des conditions à remplir pour la renonciation. Il aurait fallu alors, pour écarter la rétroactivité, insérer les mots « pour l'avenir », ou au moins modifier la formule : « à moins que... » On n'a rien fait : c'est que les choses sont restées en l'état.

Cette interprétation se concilie parfaitement avec des paroles que prononçait un des plus autorisés de nos législateurs, M. Delsol, qui rapportait devant le Sénat le projet modifié par la Chambre. Il s'agissait des enfants de naturalisés, et M. Delsol, envisageant le cas d'une loi étrangère, identique par hypothèse à la nôtre, et d'un enfant de Français naturalisé étranger, déclinant dans l'année de sa majorité la nationalité étrangère, s'exprimait ainsi :

« Cet enfant restera Français, et s'il porte un nom illustre, ce nom continuera d'appartenir à la France, il n'aura même pas cessé un seul instant de lui appar-

tenir. » Ces paroles évoquent en quelque sorte, comme une espèce de corollaire naturel, l'idée qu'aux yeux de la loi française, l'enfant d'un étranger naturalisé, déclinant dans l'année de sa majorité la nationalité française, serait censé avoir toujours appartenu au pays dont il se réclame.

Il aurait mieux valu, à notre avis, proscrire la rétroactivité, comme le voulait le Conseil d'Etat. Les enfants de naturalisés et de réintégrés peuvent être Français depuis presque aussi longtemps que ceux qui le sont de naissance et auxquels s'appliquait le texte du Conseil d'Etat. Cette assemblée leur aurait étendu vraisemblablement le système exclusif de rétroactivité.

Il est équitable de faciliter aux enfants de naturalisés et de réintégrés le retour à la nationalité vers laquelle les attirent les souvenirs d'enfance et l'amour du sol natal. Mais la loi française n'a pas à déclarer qu'elle a eu tort d'en faire des Français du jour où leurs parents l'ont eux-mêmes été. Cette mesure a répondu à des intérêts sérieux et il n'est pas bon que tous les actes dans lesquels ces individus ont figuré dans l'intervalle puissent être remis en question.

Dans le cas de l'article 8, § 4, la rétroactivité pourrait plus facilement se défendre. L'attribution de nationalité qui se produit au jour de la majorité apparaît comme essentiellement provisoire. Elle sera peut-être détruite par une renonciation effectuée le

lendemain même. Il peut sembler naturel qu'on anéantisse dans le passé toute trace d'un aussi court séjour dans notre nationalité. Mais il n'en est pas moins vrai que la rétroactivité n'est jamais une bonne chose ; dans l'intérêt du crédit, il faut éviter que la nationalité d'un individu soit tenue en suspens pendant un certain délai ; et le mieux est de décider qu'il pourra y avoir deux changements successifs, mais à chaque-fois pour l'avenir seulement !

On fait valoir, sous la loi actuelle, que la rétroactivité est le seul moyen d'assurer l'unité de nationalité de la famille, s'agissant surtout des enfants mineurs, dans le cas où un chef de famille cesse d'être Français par une de nos renonciations.

C'est exact, mais il va de soi qu'en cas de retouche législative, cette unité de la famille devrait être assurée, sans qu'il fût besoin de rétroactivité, par une disposition directe et générale.

Nous n'avons pas encore parlé du quatrième cas de renonciation, celui de l'article 8, § 3. Nous l'avons mis à part, non seulement parce qu'il date de 1893, mais parce que la formule ici employée par la loi n'est plus la même que dans les autres textes.

La loi dit ici : « ... sauf la faculté pour lui... de décliner ... » On a prétendu que cette nouvelle formule était moins favorable que l'autre à l'idée de rétroactivité. La nuance est bien légère ! Si le législateur avait formellement manifesté l'intention de

maintenir la rétroactivité, personne ne s'aviserait de prétendre que la formule par lui employée est contradictoire avec cette intention. Comment, alors, cette simple formule pourrait-elle suffire à impliquer un changement de système, alors que les cas de renonciation antérieurement existants comportaient tous la rétroactivité, et que personne ne manifestait l'intention d'innover ?

Bien mieux, l'argument de texte est si peu significatif, que l'un des adversaires les plus résolus de la rétroactivité en ce qui concernait les trois autres cas de renonciation, l'admet (1) au contraire sur l'article 8, § 3, parce qu'il lui semble que la loi de 1893, a été une œuvre de réaction contre la loi de 1889, un retour à la législation antérieure du Code civil et de la loi de 1874, sous laquelle la renonciation à la qualité de Français produisait un effet rétroactif.

Ici, comme pour les mineurs des articles 12 et 18, il y aurait tout avantage à écarter formellement la rétroactivité.

Pour en finir avec ces questions de rétroactivité, il reste à présenter quelques observations sur le septième alinéa de l'article 9 modifié en 1893. Les alinéas précédents établissent comment le refus d'enregistrement peut être opposé à la déclaration sous-

1. Voyez Gruffy. *Nationalité de l'individu né en France d'une mère qui elle-même y est née*. Cl. 1894, p. 765.

crite en vue de réclamer la qualité de Français. Or, l'enregistrement est requis à peine de nullité ! Le projet déposé en 1892 ne disait rien de plus sur ce point.

M. Thézard fit remarquer qu'on ne pouvait savoir quelle serait la situation de l'intéressé entre la déclaration et l'enregistrement.

« Pour obtenir un résultat rationnel, disait-il, (Sénat, séance du 10 mars 1893, p. 269, 1^{re} colonne), il y a un moyen, je crois : c'est le respect du principe général, c'est que, quand un droit est ouvert d'une manière absolue moyennant une déclaration personnelle à faire, cette déclaration confère le droit par elle-même, et qu'ensuite l'enregistrement regarde le gouvernement et le gouvernement seul. » C'était combattre l'effet de nullité que l'on proposait d'attacher au défaut d'enregistrement. Le contre-projet déposé par M. Thézard fut repoussé.

Mais, le projet adopté a eu pour effet d'introduire la rétroactivité dans un texte où elle n'avait aucune place antérieurement. On a fait de l'enregistrement une véritable condition, au sens juridique du mot.

Quelle est la nature de cette condition ? M. Falci-maigne, rapporteur du Gouvernement, répondant à M. Thézard, semble dire d'abord que c'est une condition suspensive :

« Lorsque cette formalité aura été accomplie, elle rétroagira au jour même de la déclaration...

Pendant l'intervalle, le déclarant aura la faculté de faire ce qu'on appelle en droit des actes conservatoires (par exemple se faire inscrire sur les listes d'admission aux grandes écoles ou sur les tableaux du recrutement). »

Mais, il est dit également (*loc. cit.*, p. 270) que l'individu pourra s'engager ; au cas de refus d'enregistrement, son engagement tombera ! Alors, on ne voit pas bien pourquoi, sous la même réserve, il ne partirait pas au régiment, avant tout enregistrement, avec la classe sur les tableaux de laquelle il s'est fait inscrire, pourquoi il n'entrerait pas dans les grandes écoles au concours desquelles il s'est inscrit. Or, ce sont là plus que des actes conservatoires. Et il semble en résulter que le non-enregistrement de la déclaration est, en réalité, une condition résolutoire ! Cette manière de voir est également la plus conforme au texte de l'alinéa 7 de l'article 9, texte sorti d'un amendement qui fut adopté par le Sénat, en deuxième lecture, après accord avec le rapporteur et le commissaire du gouvernement : « La déclaration produira ses effets du jour où elle aura été faite, sauf l'annulation qui pourra résulter du défaut d'enregistrement. » (Séance du 16 mars 1893, p. 322.)

Cette disposition, inspirée par une idée de transaction entre le système de M. Thézard et celui de

M. Falcimaigne, est aggravée par une véritable lacune de l'alinéa 2 de l'article 9.

Lorsque le ministère a refusé l'enregistrement pour illégalité, l'intéressé peut se pourvoir devant les tribunaux civils.

La déclaration n'est évidemment annulée que du jour où le refus d'enregistrement est définitif. Or, la loi ne fixe, pour ce recours au tribunaux civils, aucun délai, et par conséquent, la question peut demeurer ouverte en fait de savoir si le pourvoi de l'intéressé est encore admissible longtemps après la notification du refus d'enregistrement !

En elle-même, avant tout refus d'enregistrement, elle nous paraît assez choquante, cette règle qui, en droit strict, permettrait d'entrer dans notre armée ou dans une de nos grandes écoles à un individu dont la déclaration sera peut-être, au dernier moment, repoussée pour indignité !

Les circulaires du ministère de la Guerre (1) ont toujours prescrit aux maires de n'inscrire les jeunes gens, devenus Français en vertu de l'article 9, que sur les tableaux de la première classe formée après l'enregistrement de leur déclaration. Mais cela n'est pas du tout conforme aux indications que nous avons trouvées dans les travaux préparatoires.

1. Voir notamment Instruction du 20 octobre 1905. Daras, 1906, p. 418.

Cela prouve du moins que la pratique a refusé d'admettre les conséquences inadmissibles de la loi. On ferait bien de modifier directement cette dernière, de reconnaître franchement l'atteinte portée en 1893 au bienfait de la loi, l'inefficacité de la déclaration en elle-même, et de dire que l'acquisition de nationalité se réalise seulement par l'enregistrement, sans aucune rétroactivité !

CHAPITRE V

De la combinaison des lois sur la nationalité avec les lois sur le recrutement militaire (1).

La conciliation était assez difficile à faire entre la loi sur la nationalité du 24 juin 1889 et la loi sur le recrutement du 15 juillet de la même année.

Quoique cette dernière soit plus récente de date, elle a été débattue et rédigée à un moment où la loi du 24 juin n'était, elle aussi, qu'en préparation. Dans les points de la loi militaire qui touchaient à la nationalité, le législateur ne pouvait que se référer aux textes en vigueur. Il eût été simple de surseoir au

1. Cf. Weiss. *La nouvelle loi sur la nationalité dans ses rapports avec le recrutement militaire*. Cl. 90, p. 1. — Dejamme. *Etude* dans Cl., 1905, p. 612. — Trigant-Geneste : Darras, 1905, p. 97. — Barrault, Cl., 1905, p. 700. — Vandamme : *Thèse : Le service militaire dans ses rapports avec les lois sur la nationalité*.

vote de ces articles ou du moins de se réserver de les retoucher quand le projet en discussion sur la nationalité serait devenu loi. Mais, ce jour arrivé, il se trouva que le législateur était pressé de terminer la loi sur le recrutement. On voulait aboutir avant les vacances. Une retouche aurait entraîné de nouveaux délais et au moins un renvoi à la seconde Chambre. On vota le projet tel quel, avec ses références à la législation sur la nationalité antérieure à 1889. Aux interprètes fut laissé le soin de débrouiller les difficultés qui devaient se présenter.

Difficulté, d'abord, pour déterminer l'époque où les différentes catégories d'individus doivent être portés sur les tableaux de recrutement.

C'est l'article 12 de la loi du 15 juillet qui posait le principe. « Les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration faite conformément aux lois sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité »... De cela, rien à dire ! La difficulté venait de l'article 11.

Ce texte visait en premier lieu « les individus déclarés Français en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 16 décembre 1874 ». Sous l'empire de cette loi de 1874, ces individus avaient la faculté de décliner la nationalité française dans l'année de leur majorité. Aussi, la loi militaire du 15 juillet dit-elle qu'ils seront portés sur les tableaux de recensement

de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité ». De la sorte, ils seront appelés à un moment où leur délai d'option est déjà ouvert.

Mais, la loi du 24 juin 1889 a modifié la situation de ces individus. Nés en France de parents dont l'un y est lui-même né, ils sont désormais irrévocablement Français dès leur naissance. En conséquence, il ne faut pas tenir compte du premier paragraphe de l'article 11 de la loi militaire. Ces individus doivent être portés, comme des Français quelconques, sur les tableaux de la classe dont la formation suit l'époque où ils ont eu 20 ans, conformément à l'article 10 de la loi du recrutement.

Soutenir que le texte de 1874 serait maintenu, uniquement au point de vue militaire, en tant qu'il aboutit à retarder d'un an l'appel sous les drapeaux, comme on l'a parfois prétendu (1), c'est faire prévaloir, par une interprétation vraiment trop étroite, la lettre de l'article 11, sur l'intention la plus certaine du législateur qui a été de forcer le plus vite possible tous les fils d'étrangers au service militaire.

L'opinion à laquelle nous nous rallions, nettement contraire à cette interprétation étroite, est, de beau-

1. Merillon. *La loi militaire sur le recrutement de l'armée*, p. 126.

Roussel. *La nouvelle législation du recrutement de l'armée*, p. 148.

coup, la plus généralement admise (1). Elle est appliquée par le Ministère de la Guerre.

La loi de 1893 a rétabli, dans une certaine mesure la faculté de répudiation pour notre catégorie d'individus. Dans cette mesure, c'est très exactement le système des lois de 1851 et de 1874 qui a été restauré. Il n'est que logique d'appliquer alors textuellement l'article 11 § 1^{er} de la loi sur le recrutement (2).

L'article 11 de la loi du 15 juillet vise, dans son deuxième alinéa, tous les autres individus nés en France d'étrangers. Sous l'empire des lois sur la nationalité en vigueur au moment où ce texte est rédigé, tous ces individus sont soumis à un régime uniforme, qui est celui de l'article 9 du Code civil : faculté de réclamer dans l'année de leur majorité la qualité de Français. L'article 11 de la loi militaire prévoit l'hypothèse où ces individus résident en France. En ce cas, et en ce cas seulement (là est la différence avec le premier paragraphe du même arti-

1. Rennes, 18 avril 1893. D. 93.2.573. — Conseil d'Etat, 31 mai 1895. Cl. 97, p. 815. — Rouard de Card, p. 79. — Weiss, I, p. 207.

Despagnet, n° 243. — Cogordan, p. 94. — Rabany, *Revue générale d'administration*, 90, 1, p. 236. — Geouffre, p. 225. — Baudry et Houques-Fourcade, I, n° 355. — Vandamme, thèse p. 41.

2. En ce sens : Rouard, p. 79. — Gérardin, p. 24, n. 2.

Vandamme, p. 41. Circulaire du ministre de la Guerre du 12 août 1893. *Bulletin officiel du Ministère de la Guerre*, 93. Partie réglementaire, p. 41.

cle), ils seront portés « sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité ».

Mais différents cas peuvent se présenter :

Premier cas. — L'individu était domicilié en France au moment où il a atteint sa majorité. Alors, d'après la loi du 24 juin 1889, il est soustrait au régime de l'article 9 du Code. Il devient Français de plein droit de par l'article 8 § 4. Ce n'est évidemment pas une raison pour retarder son inscription. Ce n'en est pas une davantage pour avancer cette inscription, car il conserve une faculté de renonciation, et nous avons vu que le premier paragraphe de l'article 11 porte sur la même classe, celle dont la formation suit l'époque de la majorité, l'individu de l'article 8 § 3 du Code civil qui a la même faculté de renonciation.

Ce qu'il y a de changé, selon nous, pour cet individu domicilié à sa majorité, c'est uniquement qu'il doit être inscrit alors même qu'il ne serait plus résidant lors de la confection des listes, en admettant qu'il n'ait pas effectué sa renonciation ! La condition de résidence ne se comprend que pour celui qui est resté étranger. On ne le saisit que parce que résidant. Dans notre cas, il ne s'agit plus d'un étranger, mais bien d'un Français. Peu importe s'il s'absente : il doit être porté sur les listes exactement comme l'individu né en France d'une mère qui elle-même y est née.

Deuxième cas. — L'individu a établi son domicile en France entre le moment de sa majorité et celui de la confection des tableaux. Ce cas peut être rare (1), il n'en est pas moins théoriquement possible ! L'article 11 § 2 s'applique sans difficulté à ce cas qui, seul, rentre dans ses prévisions littérales.

Troisième et dernier cas. — Au moment où l'individu vient en France, une première classe a déjà été formée depuis sa majorité. Mais il est encore dans les délais pour souscrire la déclaration de l'article 9. Si l'on s'en tenait alors à la règle formulée par l'article 12 de la loi militaire, cet individu ne devrait pas être inscrit avant l'époque où il aura effectué sa déclaration.

Or, sous la loi du 15 juillet, « les individus, inscrits en vertu des articles 11 et 12, ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent *par leur âge* » (art. 12). Il peut en résulter qu'un individu devienne Français par la déclaration de l'article 9 du Code civil sans avoir à faire aucun service militaire actif.

1. Comment peut-on soutenir que l'article 11 § 2 n'ordonne pas l'inscription de ceux qui ne sont pas provisoirement Français (sous prétexte que ce serait violer l'article 1^{er} de la loi), alors qu'en réalité, *littéralement*, il ne vise que ceux-là, puisque la catégorie à laquelle on voudrait le restreindre (jeunes gens de l'article 8 § 4. Barrault, dans Cl. 1906, p. 715) n'existe pas sous la législation à laquelle il se réfère !

Exemple : un jeune homme, ayant atteint ses vingt et un ans en décembre 1900, fait, à la veille de ses vingt-deux ans, sa soumission de fixer en France son domicile. Il va avoir, pour l'y établir réellement et faire sa déclaration, jusqu'au mois de décembre 1902. Il ne sera donc porté que sur la classe formée en janvier 1903 et mise en route à l'automne de la même année. Or, un jeune Français né le même jour que notre individu, inscrit à vingt ans, serait entré à la caserne en 1900 et aurait été libéré en septembre 1903. Notre individu ne devrait donc pas partir !

Ce résultat choquant ne pouvait pas être évité, en face d'un individu qui, soit habileté, soit hasard, n'aurait établi son domicile en France qu'après la formation de la dernière classe utile, en l'espèce celle qui est formée en 1902 ! Mais il se pouvait que l'individu, ayant fait sa soumission, fût venu en France avant la formation de cette classe, tout en se réservant de faire sa déclaration un peu plus tard ! En ce cas, n'était-il pas logique de le porter, sans attendre sa déclaration, sur les tableaux de cette classe, en vue de lui imposer une année de service actif ? C'est, croyons-nous, ce que veut dire M. Vandamme (thèse. *Le service militaire dans ses rapports avec les lois sur la nationalité*, p. 65), écrivant, en termes un peu obscurs : « qu'on peut appliquer l'article 11, alinéa 2, non seulement à celui qui vient en France entre sa

majorité et la formation des tableaux, mais même à celui qui n'y viendrait que plus tard ».

Les auteurs de l'article 11 n'ont pas prévu cette hypothèse : ils ne parlaient que de la première classe formée après l'époque de la majorité, non de la seconde !

Nous croyons que c'était interpréter sainement la loi que de forcer un peu les termes de l'article 11, pour avancer, dans notre hypothèse, le moment de l'inscription.

L'individu se trouvait un peu plus âgé, et en passe d'éviter tout service actif : raison de plus, dans l'esprit de la loi, pour se hâter de le saisir !

— L'article 11 de la loi du 15 juillet étendait, en troisième lieu, la règle de l'inscription sur les tableaux de la classe dont la formation suit l'époque de la majorité, aux enfants nés à l'étranger d'un individu naturalisé Français ou réintégré pendant leur minorité.

Sous la législation antérieure à 1889, ces jeunes gens étaient admis seulement, pour acquérir la qualité de Français, à la réclamer dans les termes de l'article 9.

La loi du 24 juin en a fait une nouvelle catégorie d'individus qui sont Français, sauf faculté de renonciation. Pour eux, comme pour les individus de l'article 8 § 3, deuxième alinéa et de l'article 8 § 4, c'était bien toujours avec la classe, dont la formation

suit l'époque de la majorité, qu'il convenait de les inscrire. Seulement, ici encore, il fallait rayer du texte les mots « résidant en France » (1), puisque cette condition de résidence tombait d'elle-même au regard de gens qui, devenus Français, devaient être inscrits comme tels.

La nouvelle loi militaire du 21 mars 1905 a avantageusement remplacé les articles 11 et 12 de la loi du 15 juillet 1889.

Elle procède par une répartition faite en termes généraux, sans énumération, et suffisamment claire pour qu'il n'y ait pas à hésiter sur les individus à faire rentrer dans chaque catégorie.

L'article 10 édicte la règle générale de l'inscription aux tableaux des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente. La loi dit :

« Sont portés sur ces tableaux les jeunes gens qui sont Français en vertu du Code civil et des lois sur la nationalité. »

Les individus nés en France d'un père étranger, qui lui-même y est né, se rattachent évidemment à cette catégorie.

L'article 11 se compose d'un alinéa unique prévoyant le cas des jeunes gens qui sont Français

1. En ce sens : Instruction du ministre de la Guerre du 4 décembre 1889, n° 21.

sauf faculté de répudiation au cours de leur vingt-deuxième année, et pour lesquels il n'aura pas été renoncé pendant leur minorité à l'exercice de cette faculté, auquel cas ils seraient tombés sous l'article précédent.

Ils seront portés sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité. C'est l'ancienne règle qui est maintenue, et, sauf la condition de domicile de l'article 8 § 4 du Code civil, il n'y a pas plus de raison qu'auparavant pour exiger, en vue de leur inscription aux listes, que ces jeunes gens soient résidants. Cette catégorie comprend les individus des articles 8 § 3, 2^e alinéa, et § 4, 12 § 3 et 18 § 3 du Code civil.

Il y a une différence considérable avec l'article 11 de la loi du 15 juillet 1889 : la disposition ne s'applique plus aux jeunes gens de l'article 9 du Code civil qui ont à souscrire une déclaration pour réclamer la qualité de Français. Ceux-ci rentrent désormais dans l'article 12, qui, comme l'ancien, édicte l'inscription des nouveaux nationaux auxquels il s'applique, sur les tableaux de la première classe formée après le changement de nationalité. L'abandon du système qui consistait à précipiter, pour les fils d'étrangers, nés en France, l'époque de leur inscription, trouve son explication dans une autre innovation qui ressort du deuxième alinéa de l'article 12. Les individus inscrits sur les tableaux de recensement en vertu des

articles 11 et 12 sont tenus, en principe, d'accomplir le même temps de service actif que la classe avec laquelle ils ont pris part aux opérations du recrutement.

— La loi du 15 juillet 1889 suscitait un autre ordre de difficultés qui se rattachaient plus directement à la question même de nationalité.

Dans les cas où se trouvaient portés sur les listes des jeunes gens qui n'étaient pas encore ou qui n'étaient pas définitivement Français, quelle influence ce fait produisait-il sur leur nationalité ?

Pour les jeunes gens qui étaient dans le cas de réclamer la nationalité française, conformément à l'article 9 du Code civil, l'article 11 de la loi du 15 juillet portait que, s'ils ne réclamaient pas contre leur inscription, le tirage au sort équivalait pour eux à la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil.

Les auteurs de la loi s'étaient longtemps trouvés dans l'embarras, pris entre l'impossibilité de lier des fils d'étrangers au service militaire tant qu'ils n'étaient pas définitivement Français, et la nécessité pratique de les incorporer le plus tôt possible. « On fit remarquer, dit M. Vandamme, page 33, qu'une loi sur le recrutement peut très bien abréger le délai dont jouissent les fils d'étrangers pour disposer de leur nationalité, que, par conséquent, ce qu'il y avait de plus pratique était de les mettre en demeure de se

prononcer le plus tôt possible, dès la formation de la classe qui suit l'époque de leur majorité. »

C'est dans cet esprit que fut voté l'article 11 par le Sénat.

C'est précisément parce que le parti, pris par le jeune homme avant la fin du délai, devait être définitif que la Commission de la Chambre ne voulut pas tout d'abord accepter l'article 11, sous prétexte « qu'il modifiait dans une loi de recrutement la législation en vigueur sur la nationalité » (Chambre *in ext.* 88, p. 3017).

La rédaction du Sénat, reprise par M. des Rotours et quelques collègues, fut finalement acceptée. Les charges militaires étaient égalisées le plus possible, et l'on forçait dans une certaine mesure nos individus à user du bienfait de la loi.

Remarquons, en passant, que cette dernière considération soulève quelque critique. Si l'on peut trouver admissible que la loi contraigne à se prononcer ceux qui seraient Français, même en s'abstenant, il semble assez illogique que l'on force, en quelque sorte, la main à des individus auxquels on prétend laisser l'initiative de l'acquisition de la qualité de Français. Les auteurs de la loi de 1905 ont été bien inspirés de retarder, pour ces individus, la date d'inscription jusqu'après leur déclaration, tout en les empêchant autant et mieux qu'auparavant d'esquiver abusivement le service actif !

Quoi qu'il en soit, le scrupule qu'avaient ressenti les auteurs de la loi du 15 juillet, pour assimiler le tirage au sort à la déclaration, devait être finalement couvert, puisque la loi du 24 juin 1889 comprit dans ses dispositions l'article 9 § 11 ainsi conçu : « Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité. »

L'article 9 § 11 du Code civil, nous le verrons, a une autre portée que l'article 11 de la loi du 15 juillet. Il n'en est pas moins vrai que la généralité de ses termes embrasse le cas de notre individu qui, fils d'étranger né en France, a été porté sur les listes par application de la loi militaire, en raison de sa résidence dans notre pays !

Mais qu'advient-il de toutes les autres catégories, individus des articles 8 §§ 3 et 4, 12, 18 ? Ils n'ont pas à *réclamer* la qualité de Français : ils sont d'ores et déjà Français sauf faculté de répudiation. Le fait d'avoir participé au tirage au sort sans exciper de leur extranéité emporte-t-il déchéance de cette faculté ?

La thèse négative est soutenue par M. Weiss (p. 172), à propos de l'individu de l'article 8 § 4.

Pour cet auteur, la déchéance en question ne résulterait pas des termes de l'article 11 de la loi du 15 juillet.

Il est certain que la formule littérale de l'article 11

« assimile le silence gardé par l'étranger à la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil et nullement à une renonciation anticipée au bénéfice de l'article 8 § 4 ». Mais il est bien évident que la loi ne pouvait pas dire autre chose, puisque ses auteurs étaient censés ignorer l'existence de l'article 8 § 4.

Qu'il s'agisse de déterminer l'époque où le jeune homme doit être porté sur les listes, ou bien de préciser l'effet produit sur la nationalité par la participation au recrutement, le plus raisonnable est certainement de suppléer au défaut de concordance des textes par des raisons d'analogie appuyées sur l'intention vraisemblable du législateur.

Or, il s'agit en somme d'un seul et même individu, inscrit sur les listes après sa majorité. A un moment où la loi sur la nationalité le considérerait comme étranger, la loi militaire venait dire que sa participation au recrutement vaudrait réclamation de la qualité de Français.

Du jour où la loi sur la nationalité vient resserrer le lien qui l'unit à la France, déclarer qu'il sera dès l'abord Français, sauf faculté de répudiation, il y a un *a fortiori* évident pour décider que sa participation au recrutement vaudra renonciation à cette faculté. Il n'est même pas besoin pour cela de tabler sur une réponse que faisait, à la Chambre, le rapporteur à M. des Rotours, comme quoi : « La disposition de l'article 8 § 4 ne détruit pas, au moins

dans son esprit, la disposition qui a été introduite par la loi militaire » (*Off.*, Chambre, 89, p. 595, 2^e colonne).

Le simple silence suffisait !

On n'a rien dit pour les individus des articles 12 et 18 et, de même, ce ne doit pas nous embarrasser.

L'article 11 de la loi militaire les prenait à un moment où la législation en vigueur leur offrait, pour devenir Français, le droit de souscrire une déclaration. Et alors, s'occupant d'eux après l'individu de l'article 9, la loi militaire disait : « Les mêmes dispositions sont applicables à... » C'était dire que leur participation au tirage au sort équivalait à la déclaration.

La loi du 24 juin vient faire de ces individus des Français *de plano*, mais sauf faculté de répudiation.

Il va de soi que leur participation au recrutement emporte désormais renonciation à cette faculté de répudiation.

Même si la loi du recrutement avait prévu la situation exacte de ces jeunes gens des articles 8 § 4, 12 et 18, elle n'aurait peut-être pas précisé l'effet de leur participation au recrutement. Car elle ne l'a pas fait pour les individus nés en France de parents dont l'un y est lui-même né, auxquels s'appliquait le paragraphe 1^{er} de l'article 11. Elle se bornait à déclarer :

« Ils sont soumis au service militaire s'ils n'établissent pas leur qualité d'étranger. » Cela revenait à dire que, s'ils ne se soumettaient aux opérations du recrutement, ils perdaient le droit d'établir leur qualité d'étranger. La solution donnée par la suite de l'article pour les fils d'étrangers restés eux-mêmes étrangers et uniquement étrangers dispensait d'être plus explicite au cas où il s'agissait d'un individu déjà Français.

La loi de 1905 n'a pas supprimé la question pour nos individus qui sont Français, sauf faculté de répudiation. Elle se borne à indiquer l'époque où ils doivent être portés sur les listes. Tout permet d'affirmer qu'elle a implicitement maintenu le système qui était très généralement admis pour l'interprétation de la loi du 15 juillet 1889, et d'après lequel la participation au recrutement emporte déchéance de la faculté de renonciation.

Il est néanmoins regrettable qu'on n'ait pas songé à formuler cette règle expressément, parce que, en retirant de l'article 11, toute la partie relative aux individus qui tombent sous l'article 9 du Code civil, on a supprimé, en somme, la phrase qui servait de base aux raisons d'analogie plus haut exposées.

— Dans les cas où un jeune homme est obligatoirement porté sur les listes, en vertu de la loi sur le recrutement, l'effet de sa participation volontaire aux opérations, nous venons de le voir, est d'en-

traîner option définitive pour la nationalité française. Ne peut-il pas arriver aussi que l'administration ait inscrit par erreur quelqu'un qui n'aurait pas dû l'être. Si le fait se produit et que l'individu se soumette sans protester aux opérations du recrutement, quel sera l'effet de cette participation sur sa nationalité ? Nous arrivons ici à l'étude de l'article 9 § 11 du Code civil. Ce texte n'est pas seulement une sorte de confirmation d'un passage de l'article 11 de la loi du 15 juillet, relatif aux fils d'étrangers inscrits comme résidents après leur majorité ! L'article 9 § 11 dérive historiquement d'une loi du 22 mars 1849, dont l'article unique était ainsi conçu : « L'individu né en France d'un étranger sera admis, même après l'année qui suivra l'époque de sa majorité, à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, s'il se trouve dans l'une des deux conditions suivantes : 1^o s'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer ; 2^o s'il a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité. »

Pour les individus remplissant l'une de ces deux conditions, la déchéance que l'article 9 attachait à l'inobservation de son délai se trouve supprimée. Mais, pour ne parler que de ceux qui ont participé au recrutement, cette participation ne rend pas inutile la déclaration : cette dernière seule fait acquérir la qualité de Français. Quant à savoir comment les

individus dans ce cas ont pu être appelés à participer au recrutement, ce ne peut être que par suite d'une erreur, car ils n'auraient jamais dû, aux termes des lois de recrutement en vigueur, être portés sur les listes. L'Administration s'est trompée ; ils n'ont pas réclamé ! Ils ont pu, une fois incorporés, se croire Français. On veut leur laisser la faculté de réparer plus tard l'oubli d'une formalité qu'ils ont sans doute omise de très bonne foi.

Le même système était suivi par la proposition de M. Batbie, puis par le projet du Conseil d'Etat, et par le texte voté au Sénat en première délibération.

Celui qui fut adopté en deuxième lecture introduisit un double changement. La mesure ne concernait plus que les individus ayant participé au recrutement : le fait d'avoir servi dans les armées de terre ou de mer n'était plus pris en considération. D'autre part, c'est la participation au recrutement qui va faire, elle-même, acquérir la nationalité. Elle rend toute déclaration inutile.

Mais toujours, ainsi que le remarque un auteur (Barrault. *De l'acquisition de la nationalité par voie de recrutement militaire*. Cl. 1906, p. 715), « sous l'empire des lois en vigueur au moment où cette disposition fut votée et même à l'époque où la loi fut promulguée, une telle inscription ne pouvait résulter que d'une erreur ! »

Nous pensons, quant à nous, contrairement à cet auteur, que, peu après la promulgation de la loi sur la nationalité, l'article 11 de la loi du 15 juillet a eu pour effet de faire tomber, par surcroît, sous l'application de notre article 9 § 11, certains jeunes gens qui devaient être désormais inscrits obligatoirement en vertu de la loi militaire. Mais, même alors, l'article 9 § 11 conservait toute son ampleur et continuait de s'appliquer à ceux qui pouvaient être inscrits par erreur.

Tant que la loi du 15 juillet a été en vigueur, quels sont les cas où un fils d'étranger, né en France, pouvait être inscrit par erreur ?

Avec notre interprétation de l'article 11 de cette loi, cela pouvait arriver dans trois cas, et dans trois cas seulement :

- 1° Le jeune homme n'avait pas encore 21 ans ;
- 2° Le jeune homme avait atteint sa majorité, et se trouvait dans les délais pour faire la déclaration de l'article 9, mais il ne résidait pas en France ;
- 3° Les délais pour faire la déclaration étaient expirés.

Sous la loi de 1905, il n'y a plus à faire la distinction dont procède le 2°. L'individu appelé à profiter de l'article 9 du Code civil, tant qu'il n'a pas fait sa déclaration, qu'il soit ou non résident (1), ne saurait

1. Abstraction faite de l'application possible de l'article 8 § 4.

être inscrit que par erreur. D'ailleurs, sous cette loi de 1905, comme sous celle de 1889, l'erreur peut se produire à trois moments différents : avant la majorité de l'individu ; après sa majorité, tant que les délais pour faire la déclaration sont ouverts ; après que ces délais se sont écoulés sans aucune déclaration.

La disposition de l'article 9 § 11 s'applique-t-elle indistinctement dans les trois cas ?

Il faut certainement écarter l'hypothèse de l'individu qui a laissé passer les délais. L'erreur qui consisterait à porter sur les listes un individu d'un âge aussi avancé, sans que l'on fût fixé sur sa nationalité, erreur tout à fait invraisemblable, n'est pas entrée dans les prévisions du législateur. En assimilant la participation au recrutement à la déclaration, celui-ci n'a évidemment songé qu'à un individu encore en âge de souscrire la déclaration (Weiss, I, p. 115. — Rabany, p. 210, note 2).

Le fils d'étranger majeur et pour lequel les délais sont encore ouverts est celui auquel l'article 9 § 11 s'applique de lui-même, sans controverse possible.

Une certaine indécision se manifeste, au contraire, en ce qui concerne le cas où le fils d'étranger serait inscrit encore mineur !

Contre l'application de notre disposition à cette hypothèse, on fait valoir deux arguments (1) :

1. En ce sens : Weiss, I, p. 118. — Baudry, I, n° 394. —

1° Ce serait une véritable inconséquence de donner cette facilité au mineur après la réglementation minutieuse organisée par le paragraphe immédiatement précédent de l'article 9 pour le cas où une déclaration serait souscrite en son nom ;

2° Dans le rapport de M. Delsol au Sénat (doc. 89, n° 160, p. 232.), il est proposé une modification, dont sont sortis les premiers mots de notre paragraphe.

Il était dit par le texte retour de la Chambre : Tout individu né en France de parents étrangers devient Français, si... On substitua à ce membre de phrase, cette nouvelle formule : Il devient également Français, si... « pour bien marquer, dit M. Delsol (p. 234, 1^{re} col.) qu'il s'agit toujours de l'individu né en France d'un étranger *et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité* ». Ces dernières paroles semblent exclure les mineurs.

Quoique cette opinion ait été consacrée, du moins à titre de décision subsidiaire, par un arrêt de la Chambre des requêtes du 26 juillet 1905 (Darras, 1905, p. 726), elle nous paraît erronée.

Si le législateur avait entendu réserver aux seuls majeurs le bénéfice du paragraphe 11, on ne comprendrait pas comment, plaçant cette disposition immé-

diatement après un paragraphe où il venait de parler des mineurs, il n'aurait pas pris la peine d'exclure formellement ceux-ci de la disposition finale. Or, rien ne révélait cette intention dans la formule qui avait été adoptée par la Chambre des députés, après le Sénat lui-même.

Rien ne la révèle davantage dans celle qu'on y a substituée. Il n'y a absolument que les paroles de M. Delsol.

Et l'on peut douter sérieusement que celles-ci aient bien prétendu exprimer l'intention qu'on croit y voir. Ce qui est manifeste, c'est que la Commission et le rapporteur voulaient mettre les termes de l'article 9 en harmonie avec ceux de l'article 8 § 4 introduit par la Chambre des députés.

Ils voulaient exprimer que la disposition n'avait plus à s'appliquer à l'individu qui aurait été domicilié en France à sa majorité, et qui serait inscrit plus tard, parce que celui-ci, étant déjà Français, ne pouvait plus le « devenir ».

M. Delsol ne fait pas une opposition entre le majeur et le mineur. Ses paroles ont exactement le même sens que s'il avait dit : « pour bien marquer qu'il ne s'agit plus de l'individu né en France et qui y serait domicilié à l'époque de sa majorité ». Elles n'obligent nullement à exclure l'individu qui, par hasard, serait inscrit en temps de minorité.

L'interprétation que nous combattons serait d'au-

tant plus grave qu'elle aurait pour effet d'enlever à l'article 9 § 11 son principal champ d'application, surtout depuis que les textes simplifiés de 1905 ont rendu certaines erreurs beaucoup plus difficiles. L'erreur la plus normale, et qui peut toujours se produire, est évidemment celle qui consiste à prendre le fils d'étranger né en France pour un Français. On conçoit très bien que sa situation échappe au maire et à ceux qui jouent un rôle dans la confection des listes.

On ne peut exiger de l'administration qu'elle s'enquière elle-même de la nationalité de chacun des jeunes gens susceptibles, par leur âge, d'être inscrits. Elle peut s'en remettre aux intéressés pour faire valoir leurs réclamations. Ils sont donc quelquefois inscrits à vingt ans.

Quant au reproche d'inconséquence adressé au législateur, on y a fort bien répondu qu'il n'y a rien de bien extraordinaire à faciliter l'accès de notre nationalité au jeune mineur qui accepte la lourde charge du service militaire. Il ne saurait, dans aucun cas, être appelé avant vingt ans. A cet âge, il est bien permis de mettre de côté les formalités dont est entourée la déclaration de l'article 9 § 10, parce qu'elle peut être souscrite au nom d'un tout jeune enfant ! Il y a ici quelque chose d'un peu analogue à la majorité spéciale pour les engagements volontaires, fixée, pour les jeunes Français, à l'âge de vingt ans.

La conclusion est que, pour le fils d'étranger né en France, et inscrit par erreur en temps de minorité sur les listes, la participation au recrutement entraînera application de l'article 9 § 11, et acquisition de la qualité de Français (1). Il est indifférent de savoir s'il serait tombé à sa majorité sous le coup de l'article 8 § 4. Sa nationalité se trouve définitivement fixée, comme elle l'aurait été si son représentant légal avait souscrit en son nom la déclaration de l'article 9.

Il se peut que le jeune homme, inscrit par erreur avant sa majorité, soit un de ceux auxquels s'applique l'article 8 § 3, 2^e alinéa, comme né en France d'une mère qui elle-même y est née et Français pendant sa minorité. Il y a lieu, en ce cas, de tirer de l'article 9 § 11 un argument d'analogie semblable à celui que suscitait l'article 11 § 2 de la loi du 15 juillet.

De même que sa participation au recrutement en temps de majorité, et avant l'expiration du délai d'un an, aurait valu option définitive pour la France, de même, sa participation, en temps de minorité, vaudra renonciation anticipée à son droit de répudiation. Puisque le jeune homme qui n'est pas encore

1. En ce sens : Despagne, n° 180-3° et 243-2° — Cogordan, p. 97. — Campistron, n° 103. — Rouard, p. 199. — Van damme, p. 90.

Français le devient, il y a un *a fortiori* pour que celui qui l'est le reste.

Cette considération semblerait devoir également s'appliquer aux fils mineurs de naturalisés et de réintégrés. Eux aussi sont Français sauf faculté de répudiation. Mais, à la différence de l'individu précédent, ils sont absolument en dehors des termes de l'article 9 § 11, car ils *ne sont pas nés en France!* L'interprète de la loi outrepasserait-il ses droits en décidant quand même que leur participation au recrutement, en temps de minorité vaudrait renonciation à leur faculté de répudiation? Pure question d'appréciation que nous posons sans la résoudre. Une réforme législative devrait, à notre avis, trancher le doute dans le sens de l'affirmative.

— Voyons, à présent, quelles sont les conséquences du *refus* de participer au recrutement. C'est ici que va apparaître la différence la plus nette entre les individus dont la loi militaire impose l'inscription et ceux qui sont inscrits par erreur.

L'article 11 § 2 de la loi du 15 juillet disait, *in fine* : « ...s'ils se font rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice dudit article (l'art. 9 du Code civil). » C'est-à-dire que l'inscription sur les listes était, dans la pensée du législateur, une véritable mise en demeure d'opter pour la qualité de Français ou pour celle d'étranger, sans attendre l'expiration des délais. Si l'individu refuse de participer au

recrutement, il ne peut pas faire ses réserves et maintenir son droit de changer d'avis avant la fin du délai.

Le même système s'appliquait nécessairement aux autres catégories de jeunes gens, les Français sauf faculté de renonciation, dont la loi militaire imposait l'inscription. Et la loi de 1905 a maintenu implicitement cette solution, puisque rien ne tend à montrer qu'elle l'ait écartée. Ces jeunes gens ne peuvent réclamer pour le seul motif qu'ils sont encore dans les délais et que leur intention n'est pas fixée. Leur réclamation n'a de valeur que si elle s'appuie sur une renonciation faite régulièrement dans la forme organisée par l'article 8 § 4 du Code civil. Comme disait la loi du 15 juillet : « ...ils sont *soumis au service militaire s'ils n'établissent pas leur qualité d'étranger.* »

On conçoit qu'il n'en peut être de même pour les jeunes gens qui sont inscrits par erreur. Une loi peut avancer l'époque de l'option, réduire le délai établi par une autre loi : l'administration ne le peut pas ! L'article 9 § 11 du Code civil se borne à consacrer l'effet juridique qui sera produit lorsque les individus inscrits par erreur se seront soumis gracieusement à l'offre qui leur était faite. Mais, rien ne les empêche, s'ils le préfèrent, de répondre à l'administration qu'elle se trompe et de se retirer en réservant leurs droits. Il leur suffit même de s'abs-

tenir ! C'était à l'administration de ne pas se tromper : ils ne sont déchus de rien du tout.

Mineurs de l'article 9, ils conservent le droit de profiter d'une déclaration qui serait souscrite en leur nom, l'instant d'après, par leur représentant légal. S'ils résident en France à leur majorité ils bénéficieront des dispositions de l'article 8 § 4.

Mineurs de l'article 8 § 3, 2^e alinéa, de l'article 12, de l'article 18, ils restent provisoirement Français et ils conservent la liberté de décliner ou non, à leur gré, après leur majorité, la qualité de Français.

Majeurs de l'article 9, inscrits par erreur avant d'avoir souscrit leur déclaration, sous la loi de 1905, leur non-participation ne leur fait pas perdre le droit de réclamer la qualité de Français jusqu'à la fin des délais.

Mais, que faut-il pour qu'il y ait ou non participation au recrutement ?

Se présenter en personne aux opérations et y prendre part sans observation, c'est évidemment remplir la condition à laquelle est attaché l'effet de nationalisation. Depuis la loi de 1905, la première et la seule comparution personnelle des conscrits est au conseil de revision.

Dans les cas d'application de l'article 9 § 11 qui supposent une erreur de l'administration, il faut bien certainement une participation active de l'intéressé qui se présente et ne réclame pas.

Lorsqu'au contraire l'inscription est faite régulièrement en vertu de la loi militaire, le simple défaut de l'intéressé équivaut-il à une réclamation ? Etant donnée l'intention bien connue du législateur qui a été, pour tous ceux qui sont Français sauf renonciation, de mettre la force d'inertie au service de la nationalité française, la solution la plus conforme à l'esprit de la loi semble être de décider que, pour ces individus, le simple défaut n'entraîne pas perte définitive de la nationalité française.

On agirait envers l'intéressé comme envers un Français quelconque qui ne se serait pas présenté, et, à moins de souscrire ensuite, en temps utile, la renonciation, il serait exposé aux pénalités édictées par la loi militaire.

Par contre, il aurait été difficile, sous la loi du 15 juillet 1889, d'appliquer ce système aux individus non domiciliés en France à leur majorité, et venus s'y fixer avant la confection des listes.

L'article 11 § 2 ne paraissait pas prévoir d'autre cas que celui où l'individu se présentait au tirage au sort, et celui où l'intéressé formulait une réclamation expresse. Mais cet individu rentrait également dans les termes de l'article 9 § 11, et cet article exigeait, en termes positifs, « qu'il prit part au recrutement ». En dehors de tout acte personnel de sa part, on n'était pas en droit de le déclarer Français. Pour lui comme pour les inscrits par erreur, le défaut

devait valoir réclamation. Seulement, à la différence des inscrits par erreur, cette réclamation implicite entraînait pour lui déchéance du droit de souscrire ensuite la déclaration de l'article 9. Avec la loi de 1905, cet individu rentre dans la catégorie des inscrits par erreur.

— Pour terminer ces observations relatives aux rapport sentre le recrutement et la nationalité, il nous reste à commenter et à apprécier la disposition qui, introduite dans la loi par la Commission de la Chambre (Rapport, supp. Ant. Dubost, doc. 1889, n° 3501, p. 104), forme l'alinéa final de l'article 10 du Code civil : «... à moins que domicilié en France et appelé sous les drapeaux lors de sa majorité il n'ait revendiqué la qualité d'étranger. »

Il ne semble pas possible que cette restriction puisse s'appliquer aux individus qui auraient été inscrits par erreur sur les listes du recrutement. S'il est vrai, comme nous le pensons, que des individus appelés à tort, peuvent refuser de participer au recrutement, sans aliéner les droits qu'ils tiennent des articles 8, 9, 12 ou 18, droits qui doivent être mis en action peu de temps après leur refus, ils conserveront, à bien plus forte raison, le bénéfice de l'article 10 qui n'est soumis à aucun délai !

C'est ainsi, notamment, que la disposition ne doit pas s'appliquer au fils d'ex-Français, né à l'étranger, parce que cet individu ne peut dans aucun cas être ins-

crit que par erreur ! L'erreur qui le concerne est particulièrement grave : s'il s'était soumis de bonne grâce aux opérations, il ne serait devenu Français en vertu d'aucun texte ni du Code, ni des lois de recrutement. On aurait simplement violé l'article de la loi militaire qui défend, en principe, d'admettre un étranger dans les troupes françaises. Cet étranger, inscrit à tort, non seulement pouvait, mais même devait réclamer. Comment sa réclamation serait-elle un motif pour le priver du droit que lui confère l'article 10 ?

Il ne reste donc que les jeunes gens inscrits obligatoirement en vertu de la loi militaire.

Mais, avant de se demander quelle est la portée de notre disposition, à l'égard des diverses catégories de jeunes gens se trouvant dans ce cas, il se pose une sorte de question préjudicielle : Indépendamment de toute considération de recrutement, qu'advient-il de l'article 10, lorsqu'il est invoqué par un individu qui avait été antérieurement appelé à la nationalité française, en vertu d'un autre texte ?

Voici un premier conflit de textes : Un enfant d'ex-Français réintégré, mineur lors de la réintégration, décline dans l'année de sa majorité la nationalité française. Pourra-t-il plus tard, s'il change de sentiment, réclamer cette même nationalité, en arguant de l'article 10 et de sa qualité d'enfant d'ex-Français ?

Nous pensons qu'on doit écarter ici l'application de l'article 10. Le bénéfice qu'il confère, étant basé sur l'origine française des parents, ne se comprend plus si l'intéressé, devenu Français, en même temps que ses parents réintégrés, a lui-même opté pour la nationalité étrangère.

Il y a un conflit analogue entre l'article 10 et les textes basés sur le *jus soli* : articles 8 §§ 3 et 4 et article 9.

Pour écarter du bénéfice de l'article 10 tout individu qui aurait renoncé à la nationalité française dans les termes des paragraphes 3 et 4 de l'article 8, il n'y a pas d'argument à tirer d'un certain incident des travaux préparatoires.

Dans la séance du Sénat du 6 juin 1889, on substitua, sur la demande de M. Clément (p. 665, 1^{er} colonne), dans le texte de l'article 10, le mot « réclamer », au mot « recouvrer ». Cette modification, adoptée d'emblée comme de pure forme, s'imposait, parce qu'il sautait aux yeux que les enfants d'ex-Français n'étaient pas eux-mêmes, normalement, des ex-Français. Le mot « recouvrer » était inexact. Mais le mot « réclamer », plus large, conviendrait même à des gens qui, ayant déjà été Français, voudraient le redevenir. Ce mot ne suffit donc pas pour faire écarter les jeunes gens qui prétendraient invoquer l'article 10, après avoir antérieurement renoncé à la qualité de Français.

D'autre part, rien ne permet d'affirmer que la réintégration de l'article 18 soit le seul moyen de redevenir Français pour quiconque a cessé de l'être ! Ce texte ne vise que le cas ordinaire. Il laisse en dehors de ses prévisions les cas spéciaux où l'ex-Français serait en état d'invoquer un mode de nationalisation de faveur. Par exemple, la femme qui épouse un Français, devient Française de plein droit, quand bien même elle serait une ex-Française !

Au surplus, il y a une observation qui coupe court à tout raisonnement basé sur l'idée que les auteurs des renonciations de l'article 8 seraient des ex-Français : ces renonciations sont, dans notre loi, rétroactives, et, par conséquent, leurs auteurs sont censés n'avoir jamais été Français.

Ces arguments mis à part, on s'en tient à une raison de simple bon sens pour refuser à l'auteur d'une pareille renonciation, même rétroactive, la faculté d'exciper ensuite de l'article 10. Comme le dit un arrêt de la Cour de Douai, du 26 décembre 1893 (Cl. 94, p. 868), cet individu « a repoussé la nationalité française et fixé lui-même, de sa propre volonté, étant majeur, la nationalité sous laquelle il voulait se placer... » ; cette faveur (le « toujours » de l'article 10) n'a pas et ne peut pas avoir pour conséquence d'effacer l'option de l'enfant majeur qui a préféré la nationalité étrangère ;... cette option a créé un

droit définitif d'extranéité »... (il ne pourrait plus que solliciter une naturalisation par décret).

La jurisprudence est bien fixée en ce sens. Sur un jugement du tribunal de Lille du 12 juillet 1894 (Cl. 95, p. 111), la Cour de Douai statua comme précédemment, malgré un mémoire MM. Léon Renault et Waldeck-Rousseau remis au nom de l'appelant (6 décembre 1894. Cl. 95, p. 1066). Le pourvoi formé contre cet arrêt fut rejeté par la Chambre des requêtes (6 juillet 1896. Cl. 98, p. 372).

Dans ces affaires il s'agissait d'un individu de l'article 8, § 3. La solution serait évidemment la même dans le cas de l'article 8, § 4. Ici encore l'intéressé qui effectue sa renonciation, « repousse la nationalité française, et fixe lui-même, de sa propre volonté, étant majeur, la nationalité sous laquelle il veut se placer »...

Dans les deux cas, il est certes bien raisonnable de prononcer la déchéance du bénéfice de l'article 10. Seulement, il nous semble qu'il n'y a guère moyen de se convaincre si, en le faisant, on interprète exactement la loi.

Si l'individu né à la fois en France et d'un ex-Français, au lieu de tomber sous l'article 8, § 3 ou § 4, se trouvait simplement, par hypothèse, en situation d'invoquer l'article 9 lors de sa majorité, il serait libre de ne pas le faire ! Après avoir laissé perdre la faculté dont il disposait à raison de sa naissance en

France, il lui resterait le droit d'invoquer sa situation d'enfant d'ex-Français, pour souscrire la déclaration après l'expiration des délais de l'article 9. L'article 10 lui en donne le droit puisqu'il parle d'individus nés en France ou à l'étranger ! Pourtant, l'individu qui s'est borné à ne pas exciper de l'article 9, a manifesté tacitement, lui aussi, et en temps de majorité, « la volonté d'être étranger ».

Tout comme lui, l'individu de l'article 8, § 4, et celui de l'article 8, § 3, qui ont reçu une vocation plus forte à la nationalité française en vertu du *jus soli*, sont libres de repousser l'offre qui leur est faite. Quand on a resserré soit en 1851, soit en 1889, le lien qui attachait à la France certains individus nés sur notre sol, on n'a jamais dit, ce qui aurait pu paraître contradictoire, que l'on supprimait pour eux la vocation spéciale tenant à la qualité d'enfant d'ex-Français ! C'est pourtant à cette suppression qu'aboutit la jurisprudence ! Le fait qu'ils passent une déclaration de renonciation, *marquant ainsi une volonté bien arrêtée* de se séparer de nous, n'est peut-être pas un motif suffisant pour leur enlever un droit qui continue certainement d'appartenir à l'individu de l'article 9 après qu'il a laissé passer les délais.

En législation, la saine solution serait d'abandonner, pour tous ces individus indistinctement, le cumul sur une même tête de la double vocation

tenant à la naissance sur notre sol et à l'ancienne nationalité des parents. Il n'y a pas lieu de continuer à offrir notre nationalité à des gens qui, une première fois, n'en ont pas voulu !

Il suffirait de supprimer dans l'article 10 les mots « né en France » de façon à réserver ce texte aux individus nés à l'étranger.

Et si quelqu'un trouvait choquant que l'enfant d'ex-Français, né à l'étranger, seul ne fût soumis à aucun délai, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que les mots « à tout âge », fussent également supprimés.

Il est maintenant facile d'apprécier la portée de l'alinéa final de l'article 10.

D'après la loi militaire du 15 juillet, les individus des articles 8, § 3, 2^e alinéa, 8, § 4 et 9 (ce dernier dans certaines circonstances seulement) doivent être portés sur les listes de recrutement à l'âge de 21 ans. S'ils se font rayer, ils sont, les deux premiers, obligés de décliner la nationalité française, le troisième, déchu du bénéfice de l'article 9. C'est tout !

Si l'on admet que le fait d'avoir *décliné la nationalité française*, ne devait pas empêcher d'invoquer postérieurement l'article 10, l'alinéa final de ce texte a eu précisément pour effet d'empêcher de l'invoquer ceux qui se seraient déclarés étrangers quand on aurait voulu les envoyer au régiment. Dans cette

opinion, sous la loi de 1905, l'alinéa final de l'article 10, a conservé cette portée au regard des jeunes gens de l'article 8, § 3 et § 4.

Si l'on admet que l'auteur d'une *renonciation* à la qualité de Français, ne pouvait dans aucun cas invoquer ensuite l'article 10, notre alinéa final gardait néanmoins un intérêt, mais bien mince.

L'individu de l'article 9, venu en France entre sa majorité et la confection des listes, inscrit sur celles-ci, et se faisant rayer était déchu du bénéfice de l'article 9.

Mais il n'avait pas véritablement *décliné* la nationalité française et il aurait pu prétendre exciper plus tard de l'article 10.

Notre alinéa l'en empêchait. Cet individu tombait bien sous l'application de notre texte: « Domicilié en France et appelé sous les drapeaux *lors* de sa majorité », ce sont des expressions assez larges pour comprendre celui qui n'étant pas domicilié au moment même de sa majorité, était venu peu après, de façon à être porté sur les tableaux de la première classe formée après ses 21 ans.

Pour ceux qui restreignent à cet individu la portée pratique de notre paragraphe, ce texte est devenu sans application avec la loi de 1905, sous laquelle l'individu de l'article 9, avant toute déclaration, ne peut plus être inscrit que par erreur!

CHAPITRE VI

Des garanties indispensables contre l'intrusion des étrangers indignes (1)

Le législateur, élaborant une loi sur la nationalité, ne doit pas oublier qu'il est chargé de concilier des intérêts divers, parfois opposés. La tâche est délicate !

Les particuliers ont un intérêt évident à trouver les portes d'une nationalité ouvertes toutes grandes pour le jour où ils voudront les franchir. Mais il ne leur importe pas moins d'être protégés dans leur liberté individuelle contre les abus d'une politique d'adoption à tout prix.

L'Etat, de son côté, l'Etat français surtout, est considérablement intéressé à voir les étrangers venir vers lui en foule. Mais il lui importe également beaucoup de vérifier au passage la qualité des recrues qui

1. Cf. Lainé. *De l'Expulsion des étrangers appelés à devenir Français par le bienfait de la loi* (Etude dans Clunet, 1897 et 1898).

lui arrivent, et de pouvoir interdire l'entrée à quelques brebis galeuses, éléments de trouble et de contamination. La première de ces deux considérations a exercé une influence profonde sur les délibérations du législateur de 1889. Et nous nous sommes demandé précédemment, si la liberté des individus avait reçu, sous l'empire de cette préoccupation, quelque atteinte excessive. Voyons maintenant si le législateur a tenu un compte suffisant des garanties de protection qu'il devait prendre, dans l'intérêt même de l'Etat.

Cette question ne concerne pas la nationalité d'origine, qui est fixée par des règles générales applicables aux individus dès leur naissance, à un moment, par conséquent, où il n'y a pas à se défier d'eux. Il peut seulement se produire un résultat malheureux à la suite d'une reconnaissance d'enfant naturel.

Si l'enfant est né en France, comme c'est le cas ordinaire, la première reconnaissance ne nous intéresse pas ici. Car, si l'auteur de cette reconnaissance est Français, l'enfant ne fait que conserver la nationalité qu'il avait déjà, avant toute reconnaissance, de par sa naissance sur notre sol.

Pour que l'enfant naturel né en France soit d'abord étranger, il faut qu'il ait été reconnu par un parent étranger.

Mais alors il peut redevenir Français de naissance, sauf faculté de répudiation, de par l'article 8 § 3

dernier alinéa, s'il est reconnu en deuxième ligne par une personne née elle-même en France.

Si l'individu n'est pas né en France, il peut toujours jusqu'à sa majorité devenir rétroactivement Français, par l'effet d'une première reconnaissance émanée d'une personne française.

On risque de voir quelque jeune vaurien, étranger, et indigne de toute estime, abuser de ces facilités pour se faire proclamer Français, de façon à ne plus pouvoir être expulsé ou à faire cesser les conséquences d'une mesure d'expulsion antérieure.

Le ministère public pourrait contester la reconnaissance, le cas échéant, en se basant sur l'article 339 du Code civil et en établissant qu'elle est l'œuvre frauduleuse d'un comparse.

Hors de là le résultat est inéluctable. On peut le déplorer, non le supprimer. L'enfant naturel a droit à la nationalité de ses parents qui l'ont reconnu, dans tous les cas où la loi a admis l'efficacité de cette reconnaissance. On atténuerait peut-être seulement le danger d'un abus possible, en abaissant de quelques années, comme nous l'avons demandé ailleurs, l'âge où la reconnaissance cesserait de produire effet. Au point de vue de la protection contre les indignes, cette mesure compenserait, et au delà, l'accroissement de danger venant d'une autre modification que les principes nous ont semblé exiger : rendre l'efficacité à la seconde reconnaissance, émanée du

père (indépendamment du *jus soli*), dès lors qu'elle intervient en temps utile !

Le véritable terrain où se pose la question de la protection de l'Etat français, ce sont les cas d'acquisition de la nationalité non originaire. Et parmi ces cas variés d'acquisition, c'est l'institution du bienfait de la loi qui donne son importance à la question. Il faut voir quelle était la situation avant la loi de 1893. Nous apprécierons ensuite la portée de l'innovation réalisée par cette loi.

Aux fils d'étrangers, nés en France, le Code civil donnait la faculté de réclamer la qualité de Français dans l'année de leur majorité. La seule condition était qu'ils fussent domiciliés en France, ou tout au moins qu'ils vinssent y établir leur domicile avant d'effectuer leur réclamation.

Et la même faculté était étendue, sans limitation d'âge, aux enfants d'ex-Français, même nés à l'étranger.

A celui qui réunissait ces conditions légales, origine, âge, domicile, la qualité de Français, une fois réclamée, était attribuée de plein droit ; le gouvernement n'avait pas à la refuser, quelle que pût être l'indignité du réclamant.

C'était beaucoup trop large ! Lors de la préparation de la loi de 1889, les légistes du Conseil d'Etat aperçurent les abus auxquels une pareille disposition pouvait donner lieu. Ils proposèrent d'abroger l'arti-

cle 9 du Code et de remplacer le bénéfice qu'il conférait par une naturalisation, facilitée sous certains égards, mais exigeant toujours un décret. C'était supprimer l'institution même du bienfait de la loi. M. Batbie, dans la séance du 13 novembre 1886, disait au Sénat : « Nous avons pensé qu'il ne fallait pas qu'on acquit la qualité de Français malgré nous, malgré le pays. Si nous devons ouvrir la porte généreusement et libéralement, il ne faut pas qu'on puisse forcer cette porte malgré la volonté de la France, surtout quand cela pourrait profiter à des sujets qui ne seraient pas dignes de porter le nom de Français. »

Mais l'innovation, adoptée par le Sénat en première lecture, vivement critiquée par une grande partie de l'opinion, ne put se maintenir. Son tort était de venir à un moment où la pratique n'avait guère révélé de ces abus que l'on semblait craindre. Comme le remarque M. Lainé, dans son étude parue au *Clunet* (1897, p. 458) le mal devait sortir précisément de la longue publicité faite autour des débats parlementaires : « De là, chez les autorités, le dessein d'exercer un contrôle sévère, et chez les particuliers, la volonté d'user à outrance de leurs droits. »

Comment ce contrôle et cette sorte de lutte, puisque le bienfait de la loi était rétabli ? C'est que, après comme avant 1889, un doute subsistait. Le Gouvernement restait incontestablement sans défense, s'il laissait l'intéressé maintenir son domicile en France

jusqu'au jour où il effectuerait sa réclamation, ou si l'intéressé ne venait s'y fixer qu'au dernier moment et faisait aussitôt cette réclamation.

Mais il y avait lieu de se demander si le Gouvernement ne pouvait pas quelquefois prendre les devants. A supposer un individu résidant en France depuis assez longtemps pour s'être fait remarquer par son immoralité ou son hostilité, le ministre de l'Intérieur pouvait, en vertu de la loi du 3 décembre 1849, article 7, prendre contre lui un arrêté d'expulsion.

Et alors, la question se posait de savoir si le Code civil donnait à l'intéressé le droit de rentrer en France, au mépris de l'arrêté d'expulsion, pour y réclamer la qualité de Français, ou bien si, au contraire, l'article 8 de la loi de 1849, avec sa sanction pénale pour le cas de contravention à l'arrêté d'expulsion, élevait contre l'individu une barrière infranchissable, lui interdisait d'avoir en France un domicile autre que délictueux et, par là-même, l'empêchait d'user du bénéfice à lui conféré par la loi civile.

Peu de questions ont été aussi débattues que celle-là, soit en doctrine, soit en jurisprudence. Les intéressés se sont acharnés à revendiquer ce qu'ils prétendaient être leur droit, non pas certes par amour désintéressé pour la France, mais parce qu'ils

y voyaient un subterfuge ingénieux pour se soustraire aux effets de l'arrêté d'expulsion.

L'administration, rebelle à comprendre qu'une mesure de défense publique pût être si facilement mise à néant, n'a pas manqué de combattre avec une énergie égale la prétention que l'on émettait. Dans l'affaire Thiry, dont le point de départ est un refus d'enregistrement de la déclaration souscrite par un expulsé, motif pris de ce que la condition de domicile ne pouvait être remplie, les arrêts de la Cour de Douai et de la Cour de cassation (Chambre civile, 19 déc. 1890, 27 oct. 1891. Cl. 91, p. 1223), arrêts proclamant la régularité de la déclaration, sont rendus contrairement aux conclusions du ministère public, représentant le préfet du Nord. Toutes les autres affaires naissent ou bien de poursuites intentées par les parquets pour infraction à un arrêté d'expulsion, ou bien de refus d'enregistrement opposés par le ministre aux déclarations souscrites.

C'est la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui se montra le plus favorable à la thèse de l'administration.

Les arrêts qu'elle rendit dans les affaires Casana et Pomezano (19 déc. 1891. Cl. 92, p. 690. — 22 déc. 1894. Cl. 95, p. 380) admettaient pleinement cette thèse et déniaient à l'expulsé le droit de rentrer en France pour y établir son domicile. Ces deux espèces étaient relatives non pas à des individus invoquant

l'article 9 ou l'article 10, mais au cas voisin de l'article 8 § 4. Les conseillers rapporteurs, Sallantin et Bard, dont les conclusions avaient été conformes, et la Chambre criminelle entendaient parfaitement d'ailleurs faire l'application d'un principe général nettement contraire à celui qui avait été consacré par la Chambre civile dans l'affaire Thiry. On le vit bien dans le cas du nommé Lorent. Cet individu rentré en France, après avoir fait sa soumission devant un consul de France en Belgique, était un fils d'ex-Français, invoquant l'article 10. Poursuivi pour infraction à un arrêté d'expulsion antérieur, il fut acquitté par le tribunal de Valenciennes, le 13 août 1895. La Cour de Douai, sur appel, ayant confirmé cette décision — 5 novembre 1895 — son arrêt fut cassé par la Chambre criminelle le 31 janvier 1896.

Mais la Cour d'Amiens devant laquelle l'affaire fut renvoyée se prononça dans le même sens que les premiers juges. Sur nouveau pourvoi, la question revint devant la Cour de cassation qui, toutes Chambres réunies, et conformément aux conclusions de M. le Procureur général Manau, condamna la doctrine de la Chambre criminelle et de l'Administration (9 décembre 1896. Cl. 97, p. 562).

Cet arrêt célèbre a fixé la jurisprudence sur la question de principe : il est admis que l'étranger appelé à devenir Français par le bienfait de la loi ne peut être empêché par un arrêté d'expulsion de ren-

trer en France pour y établir son domicile en vue de réclamer la qualité de Français. Mais le débat s'est continué en doctrine.

Le système qui a prévalu était celui que préféraient la majorité des auteurs. L'arrêt de la Chambre criminelle n'a pas convaincu ceux qui préféraient l'opinion adverse, et parmi lesquels M. Lainé, dans son étude déjà indiquée, a pris position de façon particulièrement nette.

En entrant dans la controverse, nous insistons sur la nécessité de distinguer deux périodes : avant et après la loi du 22 juillet 1893.

La question se posait théoriquement au lendemain même de la promulgation du Code civil. Le droit d'expulsion au regard des étrangers existait dès alors, en vertu d'une loi du 28 vendémiaire an VI. Cette loi n'avait pas de sanction pénale. Peu importe, nous semble-t-il ! Une défense n'en existe pas moins parce qu'elle n'a pas de sanction. Celui qui rentrait en France au mépris d'une mesure d'expulsion se rebellait contre un ordre du gouvernement, et il y avait lieu de se demander si une rentrée accomplie dans de pareilles conditions répondait aux exigences de l'article 9.

L'interprète auquel la question aurait été soumise à cette époque, aurait eu à examiner deux des arguments qui ont été présentés dans le débat soulevé de nos jours.

On a prétendu « qu'une mesure administrative ne saurait faire échec à la loi ». Il est bien certain que l'arrêté d'expulsion est une mesure administrative.

Ce n'est pas en méconnaître la valeur ! M. Lainé écrit avec raison que « cet acte lui aussi procède d'un droit puisqu'il est autorisé par une loi, qu'il est même l'accomplissement d'un devoir puisque cette loi, en confiant au gouvernement la mission d'assurer l'ordre, est tacitement impérative ». Ce n'en est pas moins une mesure administrative ! Mais ce n'est pas la mesure administrative qui peut faire échec à la loi. La mesure administrative n'est elle-même que l'application d'une loi et le conflit existe entre les deux lois. Voici seulement ce que l'on peut dire : par cela seul qu'une des deux lois prévoit et réglemente une mesure administrative, elle doit cesser nécessairement de s'appliquer, dans des circonstances données, à certaines personnes qui doivent être, de par une autre loi, absolument soustraites à l'arbitraire gouvernemental. Ce raisonnement contient en lui le second argument : c'est le fond même de la question. Le voici :

Le législateur a institué le bienfait de la loi qui permet à un étranger de réclamer la qualité de Français sans que le gouvernement ait à l'accorder ou à la refuser. Il fixe une condition, l'établissement du domicile en France !

Il faut dire que « l'étranger autorisé par la loi à

réclamer la qualité de Français est par cela même investi du droit d'accomplir les conditions prescrites pour la validité de sa réclamation ». Il en est investi, faut-il ajouter, dans les mêmes conditions ! Et, étant admis que le gouvernement n'a pas à juger la réclamation, il doit s'ensuivre qu'aucune mesure du gouvernement ne doit non plus faire obstacle à l'établissement de domicile qui est la condition de la réclamation. Si l'on reconnaît que telle a été la volonté du législateur, cela suffit en effet pour obliger à décider que l'arrêté d'expulsion ne doit plus retenir notre individu, le jour où il se trouve en mesure de rentrer en France, à l'âge voulu pour faire sa réclamation ! Mais, est-ce bien là réellement la portée des textes du Code ? M. Lainé s'élève énergiquement contre cette assertion. Les articles 9 et 10 du Code civil n'ont pas posé de règles spéciales relativement au domicile de l'étranger qui invoque leurs dispositions. « Accorder un droit sous une condition (Lainé, p. 716), ce n'est pas faire de l'accomplissement de cette condition un autre droit subordonné au premier, couvert et garanti par le premier, s'identifiant en quelque sorte avec le premier... »

« La condition a sa destinée propre... un obstacle d'ordre légal est un accident qui la fait défailir. »

Telle est la situation normale et c'est ainsi qu'il faut décider pour le domicile de nos individus, du

moment qu'il n'est pas prouvé que le législateur a entendu, exceptionnellement, en disposer autrement. Or, non seulement ce n'est pas prouvé, mais il y a des présomptions en sens contraire.

L'article 9 primitif avait une formule moins favorable au système que nous combattons, que l'article 9 actuel.

Il ne disait pas : « tout individu... pourra fixer en France son domicile et réclamer... » Ce qui était présenté comme un droit, c'était seulement la réclamation : « tout individu... pourra réclamer... » La fixation du domicile n'était indiquée qu'ensuite, comme une simple condition : « ...pourvu que, etc... » Et ainsi que le remarque judicieusement M. Lainé, p. 719, cette exigence de l'établissement en France, loin d'être un droit spécial, est une véritable restriction : c'est un témoignage d'affection et de bonne volonté que l'intéressé est obligé de fournir, et cela doit nous incliner à croire que les articles du Code n'ont pas été faits pour les étrangers que frappait la loi de vendémiaire, an VI.

— La loi de 1849 est la reproduction de celle de vendémiaire, à laquelle elle ajoute une sanction pénale (1 à 6 mois de prison, art. 8). Le retour d'un expulsé, au lieu d'être simplement irrégulier, devient un véritable délit entraînant des conséquences pénales. Cela ne fait que renforcer la thèse de ceux qui, déjà sous la loi de vendémiaire, auraient dénié à un

expulsé le droit d'avoir en France son domicile au sens des articles 9 et 10 du Code civil.

Mais on a cru trouver un argument en faveur de l'opinion adverse, dans un paragraphe spécial, relatif aux admis à domicile, de l'article 7 de la loi de 1849.

Le ministre de l'Intérieur conserve la faculté de prendre un arrêté d'expulsion contre l'étranger autorisé à établir en France son domicile ; mais (art. 7, al. 2) « après un délai de deux mois la mesure cessera de produire effet si l'autorisation n'a pas été révoquée dans la forme de l'article 3 », c'est-à-dire par décision du Gouvernement, après avis du Conseil d'Etat. C'est une garantie en faveur des admis à domicile. Quelle en est au juste la valeur ? Si l'étranger dont il s'agit est véritablement un danger public, le ministre de l'Intérieur n'hésitera pas à l'expulser, et il est bien certain que son acte sera ratifié par le Gouvernement tout entier et par le Conseil d'Etat. Il reste simplement que le ministre de l'Intérieur n'abusera pas du droit d'expulsion, parce qu'il hésiterait à soumettre à ses collègues et au Conseil d'Etat un cas qui n'en vaudrait pas la peine.

On vient dire : puisque la loi de 1849 a des ménagements particuliers pour les admis à domicile, *a fortiori* elle doit en avoir pour les étrangers ayant vocation légale à la nationalité française. Le devrait-elle réellement en législation ? C'est déjà douteux. Car, remarque le conseiller Sallantin, ces individus,

à la différence de l'admis à domicile, n'ont nullement justifié de leur moralité et de leurs moyens d'existence. En fait, cette loi ne parle pas d'eux. Il n'y a pas moyen de leur étendre par analogie la disposition relative aux admis à domicile, puisqu'ils n'ont pas reçu d'autorisation qu'on puisse révoquer. Faut-il alors décider qu'ils ne pourront pas être expulsés ? Ce serait une faveur d'une portée singulièrement plus grande que celle qui est concédée aux admis à domicile. La Chambre civile et le tribunal de Valenciennes, en invoquant l'argument que nous combattons, n'entendaient pas aller jusque-là.

L'arrêté d'expulsion a été légalement pris : on veut seulement qu'il cesse de produire effet à certain moment.

Mais c'est encore, en définitive, donner à ces individus une immunité qui n'appartient pas aux admis à domicile.

C'est de plus élaborer une construction absolument factice qui, loin d'être indiquée par la loi, met au contraire en contradiction les articles 7 et 8 de cette loi.

On ne peut donc pas dire, comme l'avait d'abord fait la Chambre civile, que l'existence de cette catégorie d'étrangers, jouissant d'une situation spéciale au point de vue du droit d'expulsion, s'induit de la loi de 1849 elle-même. Peut-on du moins prétendre avec le tribunal de Valenciennes, que l'existence de

cette catégorie n'est pas incompatible avec la loi de 1849 ? Cette loi ne parle pas d'eux. Cela pourrait vouloir dire qu'elle n'avait pas à s'occuper d'eux, mais il faudrait que leur situation spéciale résultât déjà des textes antérieurement en vigueur.

Telle n'était pas, avons-nous dit, la portée des articles du Code. Dès lors, la solution la plus raisonnable est de tirer de la disposition relative aux admis à domicile, non plus un argument *a fortiori*, mais un *a contrario*, de dire que le législateur « en tempérant dans une circonstance particulière l'exercice du droit d'expulsion a, par cela même, laissé sous l'empire de ses prescriptions générales, tous les cas qu'il n'a ni exceptés, ni réglementés d'une manière spéciale. » (Conseiller Durand. *La Loi*, 18 décembre 96, p. 1012.)

— Quant à la loi de 1889, elle n'a fourni, contre notre manière de voir, aucun argument décisif. La nouvelle formule de l'article 9 reconnaît, en première ligne, à l'individu la faculté de faire la soumission de fixer en France son domicile. Mais, personne n'a dit qu'on entendait par là fixer la nature de l'établissement de domicile, en faire, dans le système de l'article 9, un droit absolu. La nouvelle rédaction s'explique simplement par le besoin que l'on éprouva de faire ressortir que ce qui était nécessaire avant vingt-deux ans accomplis, c'était la soumission, cette sou-

mission étant ensuite le point de départ d'un nouveau délai d'un an.

On a cru pouvoir tirer parti de ce qui s'est passé, lors de la tentative éphémère qui fut faite au cours des travaux préparatoires, pour substituer une naturalisation de faveur au bienfait de la loi.

C'est M. Manau qui l'a essayé (*La Loi*, 19 décembre 1896, p. 1016 deuxième col. *in fine* et ss) : « M. Batbie avait cité le cas d'un étranger mineur né en France qui avait été l'objet d'une mesure d'expulsion et qui, arrivé à sa majorité, avait réclamé la qualité de Français, et était rentré en France en vertu de la loi, après avoir été expulsé par une mesure de sûreté publique. » M. le Procureur général croyait pouvoir en tirer l'argument suivant : « Donc, nous avons le droit de dire que sous le Code civil et la loi de 1889, l'arrêté d'expulsion n'était pas, de l'aveu même du législateur, un obstacle à l'acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi, puisque c'est précisément pour cela qu'on avait demandé un changement de système. » Cet argument repose sur une interprétation tout à fait inexacte de la pensée du législateur.

Le changement de système préconisé par le Conseil d'Etat est quelque chose de tout à fait général, qui a sa raison d'être en dehors de toute controverse relative au droit d'expulsion. On voulait écarter les indignes. Mais l'idée d'indignité n'était pas

liée à celle d'expulsion. Tout ce grand débat n'était, pour ainsi dire, pas né. M. Batbie s'était borné à citer un cas qui lui paraissait significatif. Il n'en parlait que par ouï-dire, comme d'un exemple des difficultés et des abus que pouvait entraîner le bienfait de la loi. Cela n'impliquait aucune adhésion de sa part à la doctrine, d'ailleurs ambiguë et contradictoire, dont s'inspirait l'arrêt de la Cour de Paris, auquel il était fait allusion. C'est d'ailleurs, dans tout le débat de 1886, le seul passage qui se rapporte à la loi de 1849 et à l'expulsion.

Toute la portée du vote par lequel les sénateurs rétablirent le bienfait de la loi, en admettant qu'ils aient eu encore présent à la mémoire le cas cité par M. Batbie, se réduit à ceci : Nous préférons maintenir le bienfait de la loi, quand bien même il aurait pour résultat de permettre exceptionnellement la rentrée d'un expulsé ! Ce n'est nullement l'affirmation, la consécration directe d'un prétendu droit pour les expulsés, consécration en vertu de laquelle devrait cesser une controverse antérieurement possible ! C'est purement et simplement le maintien du Code civil, sans aucune idée d'interprétation !

Dire, d'autre part, qu'il serait contradictoire de conférer par une voie détournée au ministre agissant sans contrôle, un droit que le législateur de 1889, sous la pression de l'opinion publique, a dénié au chef de l'Etat (Weiss. *Pand. fr.*, 92. I, p. 3. note),

ce n'est que la réédition d'un raisonnement déjà fait à propos du Code civil ; et, après 1889, on ne prouve pas plus qu'avant, que le législateur ait entendu assurer une immunité spéciale.

Ce n'est pas le même droit, refusé au chef de l'Etat, qui est accordé au ministre. Le ministre ne juge pas la demande d'un candidat à la nationalité française. Il remplit son rôle de gardien de l'ordre. Il y a deux lois ayant chacune leur domaine. La confusion que l'on tente d'établir est inadmissible. A qui fera-t-on croire que le ministre expulse un individu, précisément parce qu'il est candidat à notre nationalité ?

Entre les cas où un individu encourt l'expulsion, et ceux où sa réclamation de la qualité de Français pourrait être repoussée, si la loi l'admettait, il y a une marge très sérieuse. C'est précisément dans cette marge que fonctionne le contrôle du gouvernement au cas de naturalisation. Dira-t-on que ce contrôle est négligeable et que les candidats au bienfait de la loi ne gardaient pas, sous le Code et sous la loi de 1889, un avantage important ?

— Un changement considérable a été introduit dans l'article 9 par la loi du 22 juillet 1893... « L'enregistrement pourra, en outre, être refusé, pour cause d'indignité, au déclarant qui réunirait toutes les conditions légales. » Voici, tel qu'il est formulé par les Chambres réunies, l'argument que l'on tire

de la loi de 1893 : « Cette disposition implique précisément le droit du réclamant, et en est la confirmation : en donnant au Gouvernement le pouvoir d'annuler après coup la déclaration par refus d'enregistrement, elle suppose nécessairement qu'il ne peut l'empêcher ; elle eût été inutile si l'arrêté d'expulsion, en mettant obstacle à l'établissement en France du domicile du réclamant, paralysait son droit. »

La thèse opposée, soutenue par le conseiller Accarias (rapport à la Ch. crim. avant l'arrêt du 31 janvier 1896. *R. crit.*, 96, p. 106), par M. Villey (note sous cet arrêt dans Sirey, 96.1.537), par M. Lainé (Cl. 97, p. 977 et suiv.) peut se formuler ainsi : le législateur n'a pas tranché la controverse qui existait avant 1893. Il a donné une arme nouvelle au Gouvernement, mais, si celui-ci en avait déjà une, elle ne lui a pas été enlevée.

Il faut prendre parti entre les deux thèses. A notre avis, la loi de 1893 impose la solution consacrée par la Cour de cassation ; mais il importe de bien préciser pourquoi, car nous n'adhérons pas indistinctement à tous les raisonnements par lesquels on a prétendu justifier cette solution.

Le législateur a-t-il eu le dessein formel de trancher la controverse, de donner une interprétation législative au sujet des rapports de la loi de 1849 et du Code civil modifié en 1889 ? Avec M. Lainé,

nous ne le croyons pas. Les travaux préparatoires nous montrent bien que, parmi les indignes qu'il était indispensable d'écarter, on signalait entre autres exemples, un certain nombre d'individus précédemment expulsés. Mais, on ne parle pas au Parlement de l'article 8 de la loi de 1849, on ne lui dit rien des prétentions émises par l'administration, des décisions judiciaires en sens variés ; on ne lui demande pas de trancher la controverse, c'est bien certain !

Mais, est-il possible de concilier l'octroi de l'arme nouvelle, le refus d'enregistrement, avec le maintien de l'arme ancienne dont le Gouvernement ne parlait pas, l'expulsion ? tout est là ! Le Parlement n'a pas songé à interpréter, soit ! Mais, précisément parce qu'on lui a laissé ignorer la possibilité de cette arme ancienne, dont l'existence était le sujet de la controverse, ne s'en serait-il pas suivi que cette arme serait devenue inutilisable, parce que incompatible avec l'arme nouvelle qu'on se faisait concéder.

La question d'incompatibilité peut être envisagée sous des angles divers.

M. le Procureur général Manau a formulé un argument, basé sur l'idée d'incompatibilité et que nous n'acceptons pas du tout. Il renouvelle, dans son appréciation des travaux préparatoires de 1893, l'erreur qu'il avait commise au sujet des incidents parlementaires antérieurs à la loi de 1889. Il ne

semble pas voir la portée générale de l'innovation demandée par le gouvernement. Cette innovation, c'est un retour, sous une autre forme, à l'idée qui avait inspiré le Conseil d'Etat et la Commission du Sénat en 1886, à savoir : « Qu'il appartient à l'Etat, représenté par le Gouvernement, d'admettre ou d'écarter, au nom de l'intérêt social, les candidats à la nationalité française. » Certains reprochent au projet d'être « une mesure de réaction contre le Code civil primitif » et personne ne le conteste. Il est dirigé contre les indignes en général, contre toutes sortes d'indignes, « non seulement (dit M. Lainé, p. 982, paraphrasant l'Exposé des Motifs), ceux à qui des tribunaux ont cru devoir, nonobstant un arrêté d'expulsion, ouvrir le territoire, mais d'autres aussi qui n'avaient pas été expulsés. Ces derniers sont indignes, soit à raison de leur moralité douteuse qui leur aurait fait certainement refuser la naturalisation, soit à raison du fait qu'ils avaient porté les armes contre la France, de leurs sentiments à l'égard de la patrie française, de leurs mauvais antécédents, d'actes répréhensibles par lesquels ils s'étaient signalés ».

En fait, parmi ces indignes, il est fait de fréquentes allusions au cas des étrangers expulsés. Ce détail a, par lui-même, une grande importance. Mais il ne faut pas voir que lui. Le procureur général semble hypnotisé par le souci de la loi de 1849 et des expul-

sés. « L'inefficacité des mesures d'expulsion fut, dit-il, l'unique raison de la loi nouvelle. » Erreur certaine ! Car, comme dit encore M. Lainé, Cl. 98, p. 64, « il n'y a pas entre l'indignité et l'expulsion une relation nécessaire, et c'est l'indignité, en général, que l'on a visé ».

Il se pourrait que l'arrêté d'expulsion suffît toujours à écarter ceux qui l'ont encouru. Le refus d'enregistrement n'en aurait pas moins sa valeur et son efficacité contre les indignes non expulsés. Par conséquent, il n'est pas exact de dire, comme le fait M. Manau, « que, si le législateur de 1893 n'a pas entendu, à l'égard des étrangers bénéficiaires des articles 9 et 10... dénier à la loi de 1849 l'effet de leur interdire un établissement en France licite et une déclaration de nationalité régulière, il a fait, en instituant le refus d'enregistrement des déclarations pour cause d'indignité, une chose entièrement inutile..., que les lois de 1849 et de 1893, si tel n'est pas le sens de cette dernière, sont *incompatibles*. »

Dans la mesure où la loi de 1893 s'applique aux étrangers non antérieurement expulsés on ne peut pas dire qu'elle aurait été inutile si la loi de 1849 avait suffi pour paralyser l'action de ceux qui ont été expulsés. Mais, parce qu'on a fait cette constatation, il ne faut pas se hâter d'abandonner l'idée d'incompatibilité. Il reste à examiner cette idée sous un point de vue plus spécial, plus restreint. N'y a-t-il

pas incompatibilité entre l'arme de 1849 et celle de 1893, en tant qu'on prétend s'en servir contre une même personne ?

On constate que la loi de 1893 ne s'applique pas seulement aux expulsés. Mais on ne nie pas, et il est en effet indéniable, que, dans la pensée du Gouvernement qui propose la loi et du Parlement qui la vote, elle s'appliquera à ces expulsés. Le gouvernement n'ignorait pas la controverse qui se poursuivait. Pourquoi fait-il croire au Parlement, comme le reconnaît M. Lainé lui-même, « qu'il se croyait non moins désarmé contre les intrusions des expulsés que contre celles des autres indignes » ? Il craint, peut-être, s'il révèle les prétentions par lui émises et non encore condamnées par la jurisprudence, de paraître affaiblir la nécessité qu'il y a de lui donner une arme nouvelle. Il croit habile de demander un moyen de défense général, tout en gardant dans l'ombre l'arme ancienne susceptible encore de servir, le cas échéant.

Que le Gouvernement, en poursuivant le vote de la loi de 1893, ait fait ou non ce calcul, ce qui nous paraît certain, c'est que le Parlement n'a pas pu, même involontairement, s'y prêter. On ne prend pas le législateur par surprise. Ses moindres actes ont une gravité qui peut déconcerter ceux qui se proposaient de le conduire à leur gré. Il aurait été beaucoup plus habile de ne pas parler du tout des expulsés.

Par cela seul qu'on en a parlé, et même avec insistance, on rend indiscutable que le gouvernement et le législateur ont été d'accord pour appliquer à ces expulsés l'arme nouvelle. Eh bien, il nous semble qu'au moment où cet accord se faisait, et par cela seul, le Parlement interdisait au Gouvernement, contrairement peut-être aux intentions secrètes de celui-ci, d'invoquer désormais l'arrêté d'expulsion pour dénier à l'intéressé la légalité de sa déclaration.

Opposer un refus d'enregistrement pour indignité, tout en prétendant que la loi de 1849 a conservé sa valeur, c'est dire que les pouvoirs publics ont manqué à leur devoir qui était de faire respecter cette loi. Le gouvernement peut en rejeter la responsabilité sur les tribunaux. Il peut s'incliner momentanément devant une interprétation qu'impose la jurisprudence, tout en faisant ses réserves sur le sens véritable de la loi. Mais il fallait se rendre compte que cette abdication temporaire, imposée au gouvernement, était incompatible avec la fonction du législateur. Le législateur ne doit pas et ne peut pas prévoir qu'une de ses lois sera lettre morte par suite d'une interprétation jurisprudentielle. Si sa loi est mal faite, il la refait, si elle est mal interprétée, il peut lui-même législativement en fixer l'interprétation. Mais il ne peut pas faire ce qu'il aurait fait en 1893 : créer une garantie légale susceptible de servir dans le cas où on aurait négligé d'appliquer une loi antérieure. Le

refus d'enregistrement pour indignité suppose implicitement que le déclarant réunit toutes les conditions légales. Si, encore une fois, le gouvernement peut l'opposer à un individu donné, avec l'arrière-pensée que toutes les conditions légales ne sont pas remplies, c'est qu'il fait une distinction entre la loi elle-même et l'interprétation que la justice en donne. Le législateur ne pouvant pas faire cette distinction, l'expression « réunir les conditions légales », prend, dans sa bouche, une valeur absolue.

Pour tous ceux contre lesquels il dirige cette arme qui suppose, dans sa pensée, l'absence de tout autre obstacle légal, il faut nécessairement qu'il n'y ait pas d'autre obstacle légal ! Ce n'est pas qu'il n'y en ait jamais eu. Le législateur ne dit pas cela, et c'est en quoi il n'y a pas ici d'interprétation. Mais, s'il y en a eu, et que le législateur l'ait su ou non, il cesse d'y en avoir parce que la loi nouvelle abroge la loi ancienne dans la mesure où elles sont incompatibles. Le gouvernement n'aurait pas dû parler lui-même des expulsés. Quand d'autres en parlaient, il aurait dû faire ses réserves et mettre les Chambres au courant de ses prétentions. En agissant ainsi, il aurait sauvé la ressource à tirer de l'arrêté d'expulsion, et cela ne l'aurait pas empêché, au moyen du refus pour indignité, de passer outre aux résistances obstinées des tribunaux. En faisant croire, au contraire, au législateur qu'il était antérieurement désarmé, ce qui

n'était pas certain, il est arrivé à faire de ce qui était peut-être une erreur, une réalité.

— Nous devons maintenant *apprécier* la valeur de l'arme nouvelle qui a été donnée en 1893 au Gouvernement.

On sait déjà en quoi elle a élargi ses pouvoirs : elle lui a permis, et cela est un progrès considérable, d'écarter des gens qui, sans avoir encouru l'expulsion, venus en France depuis très peu de temps peut-être, n'en sont pas moins reconnus indignes d'acquérir notre nationalité.

Théoriquement, dit-on, les cas prévus par les articles 9 et 10 sont restés des cas de bienfait de la loi parce que le Gouvernement ne dispose pas d'un pouvoir arbitraire. Il est obligé d'obtenir un avis conforme du Conseil d'Etat avant de rendre le décret refusant l'enregistrement. L'intéressé dûment avisé, a la faculté de produire devant le Conseil d'Etat des pièces et des mémoires. Pratiquement, on a pu dire (R. Hubert. Cl. 1902, p. 34) que « la procédure instituée par la loi en cette matière n'offre guère à la défense que d'illusoires garanties... Aux termes de la circulaire du 28 août 1893, l'intéressé doit faire passer ses mémoires par l'intermédiaire de la Chancellerie et n'a nul moyen d'en contrôler la transmission. Au surplus, le dossier ne lui est pas communiqué : Il est appelé à se défendre, sans savoir de quoi on l'accuse ». Si l'on en croit cet auteur, le

mémoire ne serait d'ailleurs que de peu de poids en face des renseignements apportés par l'enquête, quoique cette enquête ne fût pas toujours conduite avec toutes les conditions d'impartialité et de véracité désirables ! Il en résulte que le Parlement a peut-être fait, à l'institution du bienfait de la loi, une brèche plus considérable qu'il ne le pensait lui-même. Il aurait coupé court aux abus possibles en déterminant lui-même les cas d'indignité, comme le demandait M. Thellier de Poncheville (Chambre, 6 mai 1893, p. 1349, 1^{re} col.). Il est vrai que ce système risquait à son tour d'être insuffisant !

Mais, s'il est exact, comme nous l'avons soutenu, que le Gouvernement, en sollicitant la loi de 1893, se soit enlevé le droit d'invoquer en notre matière l'article 8 de la loi de 1849, les pouvoirs nouveaux qu'il obtenait d'un côté, ont été chèrement payés, car il se trouve armé moins efficacement contre les indignes expulsés, qu'il ne l'aurait été si ses prétentions antérieures avaient été admises, comme elles auraient pu et même dû l'être avant 1893.

L'arrêté d'expulsion aurait opposé aux intéressés un obstacle radical. Sous aucun prétexte ils n'auraient eu le droit de rentrer en France sans autorisation. Par conséquent, s'ils y étaient rentrés, on aurait pu immédiatement les arrêter, les faire condamner, et, leur peine achevée, les reconduire à la frontière. S'ils avaient eu la pensée de souscrire leur

déclaration, avant toute poursuite, les juges de paix auraient pu facilement rechercher si l'individu avait été frappé d'expulsion, et en cas d'affirmative, refuser de recevoir sa déclaration.

En supposant cette déclaration reçue par surprise, elle n'aurait pas été enregistrée; elle n'aurait été que le signal d'une poursuite pour infraction à l'arrêté d'expulsion. Car, on aurait forcément reconnu, que le paragraphe de l'article 9, qui donne effet à la déclaration du jour où elle est effectuée et qui ouvre un recours à l'intéressé auprès des tribunaux civils, contre le refus d'enregistrement pour illégalité, sans fixer de délai, ne devait pas empêcher le Gouvernement de poursuivre la punition d'un délit, ce délit, loin d'être couvert par la déclaration, la rendant au contraire inexistante !

Actuellement, l'arrêté d'expulsion s'efface le jour où l'intéressé *manifeste la volonté* d'invoquer sa vocation légale à la nationalité française. Ce peut n'être qu'une éclipse passagère. Si en effet l'individu se voit définitivement écarté, rien ne justifiera plus sa présence en France et on pourra le faire conduire de nouveau à la frontière. L'efficacité de notre loi doit être envisagée à deux points de vue :

1^o En supposant un individu qui sera certainement, par hypothèse, écarté, combien de temps durera cette « éclipse » de l'arrêté d'expulsion,

éclipse qu'il serait avantageux de réduire autant que possible ?

2° Le refus d'enregistrement pour indignité permet-il d'écarter de notre nationalité tous les indignes ?

I. — Après expulsion, on pourra rentrer, à condition de le faire pour réclamer la qualité de Français : c'est ce qu'affirment explicitement ou implicitement toutes les décisions judiciaires. Si un individu, aussitôt rentré, passe immédiatement sa déclaration (1), il aura ainsi manifesté de façon non douteuse sa volonté de devenir Français, en engageant du premier coup la procédure active. Pour celui-ci, le délai d'attente sera réduit à son minimum.

Mais, les intéressés ont un procédé beaucoup plus pratique pour manifester leur intention : c'est la soumission de fixer en France leur domicile, faite à l'étranger devant un agent consulaire Français. Ce procédé est plus pratique, même pour l'individu de bonne volonté, décidé à agir vite, auquel la rentrée pure et simple en France ferait toujours courir le risque d'être poursuivi avant d'avoir eu le temps de passer la déclaration. Le procédé est plus pratique surtout pour ceux qui, tout en s'assurant le moyen de ren-

1. Pour un individu poursuivi avant sa déclaration, les tribunaux seraient très exigeants sur la question de preuve de l'*intention*. Lorent avait été une première fois condamné parce qu'il n'avait pas fait de soumission. Cl. 96, p. 386.

trer en France impunément, ne tiennent pas à hâter le moment où ils seront Français et peut-être obligés, comme tels, de partir pour le régiment. L'intéressé, en faisant sa soumission, met suffisamment en valeur (Valenciennes, correct., 13 août 1895. Cl. 96, p. 388), la vocation légale, que lui confère sa naissance, de réclamer la qualité de Français et, pour ce faire, de fixer son domicile en France.

Rentré en France, combien de temps va-t-il pouvoir attendre avant de passer sa déclaration ? De droit commun, l'article 9 du Code fait courir, du jour de la soumission, un délai d'une année pour fixer réellement le domicile en France et faire la déclaration : il ne limite pas autrement l'intervalle qui peut exister entre l'établissement de domicile et la déclaration. Alors même que l'individu se serait fixé en France au lendemain de l'acte de soumission il peut attendre toute une année avant de faire sa déclaration.

Ce délai de droit commun s'applique-t-il à l'étranger précédemment expulsé ? M. le Procureur général Manau (dans *La Loi*, 19 décembre 1896, 1^{re} colonne) exprimait une opinion nettement négative. Il voulait que l'individu rentré se mît en mesure de réclamer la qualité de Français immédiatement. On ne lui permet de rentrer en France qu'à cette condition. Il est inadmissible qu'il puisse faire traîner les choses en longueur, retarder d'une année le moment où,

l'indignité étant admise, il retombera sous le droit commun, quant à l'effet de l'arrêté d'expulsion.

En sens contraire, le jugement de Valenciennes du 13 août 1895 et l'arrêt de Douai du 5 novembre 1895, dans l'affaire Lorent avaient proclamé le droit, pour l'individu, « de résider librement en France pendant les délais que lui accordent les articles 9 et 10 pour faire statuer sur sa réclamation de la qualité de Français ». La Cour d'Amiens, statuant sur renvoi, après l'arrêt de la Chambre criminelle, le 19 mars 1896, ne reproduisait pas cette affirmation, parce qu'elle se préoccupait surtout de répondre à la Chambre criminelle pour laquelle la question de délai ne se posait pas. Mais la Cour d'Amiens adoptait au surplus les motifs des premiers juges.

Ayant à choisir, sur cette question de délai, entre le système des décisions judiciaires précédentes, et celui du procureur général, les Chambres réunies de la Cour de cassation auraient donné la préférence au système de M. Manau, si l'on en croit M. Lainé (p. 682) et M. Lenoble (*La Loi*, 20-21 décembre, 1896, 4^e colonne) !

L'arrêt des Chambres réunies ne fait pas de déclaration formelle en ce sens, et les auteurs précités croient seulement pouvoir l'induire de certaines expressions assez vagues employées dans l'arrêt. Il nous semble que c'est déjà un motif pour douter de

l'exactitude de leur interprétation : la Cour suprême ne pouvait pas ignorer la doctrine opposée contenue dans les décisions de Valenciennes et de Douai, auxquelles celle d'Amiens, qui lui était déférée, était intimement liée. Adhérer à l'opinion de M. Manau, c'était introduire en jurisprudence une idée nouvelle. On ne comprendrait pas que la Cour de cassation ne l'eût pas fait en termes explicites.

Quant aux expressions employées par l'arrêt, elles sont trop vagues pour qu'il y ait lieu de s'y attacher. Si la Cour suprême relève que Lorent « avait fait sa déclaration avant l'arrêt de Douai », elle ne fait pas autre chose que cet arrêt lui-même où l'on constatait que Lorent avait, depuis son acquittement en première instance, passé la déclaration que son acte de soumission faisait prévoir. Et cet arrêt n'en reconnaissait pas moins le droit de l'intéressé au délai d'un an. En fait, Lorent ne s'était pas pressé du tout. Il avait mis un intervalle de plus de six mois entre son acte de soumission et sa déclaration. Acquitté par le tribunal de Valenciennes le 13 août, il n'avait fait sa déclaration que le 4 novembre, la veille même de l'arrêt de la Cour d'appel. Lorsque les Chambres réunies disent que *dans ces circonstances*, on a bien fait de juger que le séjour en France n'était pas délictueux, il est vraisemblable qu'elles pensent d'une façon générale à tous les faits de la cause, et non pas spécialement à ce point particulier, que la déclaration avait été passée avant l'arrêt d'appel.

Logiquement, dans le système du procureur général, l'appréciation à faire par le juge, en cas de poursuite, ne doit pas être limitée au seul cas où la déclaration n'aurait pas eu lieu : les juges du fait doivent pouvoir condamner même lorsqu'il y a eu une déclaration, s'ils estiment que cette déclaration a été trop tardive, provoquée seulement par la poursuite, et surtout si elle n'a eu lieu que longtemps après le début de la poursuite.

La Cour de Douai a interprété simplement l'arrêt des Chambres réunies comme consacrant le système formulé antérieurement par elle-même, après Valenciennes. « L'arrêt se trouve suspendu jusqu'au jour où il aura été statué sur sa réclamation, s'il l'a formulée dans l'année. » (6 mars 1897. Cl. 97. p. 564).

D'après le Ministère de la Justice, au contraire, les tribunaux devraient résoudre en fait le point de savoir si le retour est licite d'après l'intention de l'intéressé, intention révélée par son plus ou moins de hâte à souscrire la déclaration. (Dépêche ministérielle du 24 mai 1897, citée par Lainé dans Cl. 98, p. 688).

La doctrine de la Cour de Douai est la seule juridique. MM. Lainé et Lenoble sont d'accord sur ce point avec les arrêtistes du Dalloz (97.2.152) et des *Pandectes françaises* (97.2.346).

Le système exposé par le procureur général ne serait qu'une transaction, nullement permise aux

juges, entre deux textes incompatibles. Cette transaction, comme le remarque M. Lainé, serait également contraire à l'esprit et à la lettre des deux textes en présence : de la loi de 1849 pour laquelle l'infraction à l'arrêté d'expulsion, est un délit non intentionnel, du Code civil qui établit un délai sans faire de distinction, qui ne pouvait pas distinguer tant la défiance était contraire à son esprit ! On se trouve obligé de faire prévaloir le Code sur la loi de 1849 : c'est le texte du Code dans son intégralité qu'il faut appliquer. La loi de 1893 elle-même, n'a rien fait pour limiter le délai pendant lequel les expulsés qu'elle visait pourraient rester en France, attendant le refus pour indignité qui sera peut-être opposé à leur déclaration.

Que l'intéressé puisse ainsi attendre un an, à compter de sa soumission et du retour en France qui a pu la suivre immédiatement, pour effectuer sa déclaration, c'est une insuffisance de la loi, et il y aurait tout à gagner à ce que ce délai fût réduit pour les expulsés. Faut-il dire que la lacune est beaucoup plus grave au cas de l'article 10, que, dans ce cas, le délai maximum d'un an n'existe plus ? Ce serait la conséquence d'une interprétation que donne M. Lainé de l'article 10. Ce texte permet à l'enfant d'ex-Français de réclamer la nationalité française, à tout âge, en se conformant aux conditions fixées par l'article 9. En supposant que l'individu soit domicilié à l'étran-

ger, il n'est pas plus tenu que celui de l'article 9 de faire un acte de soumission. Il n'a qu'à venir en France et y passer sa déclaration. Mais, supposons qu'il s'imagine être dans la nécessité de faire sa soumission, et la fasse. Va-t-il être obligé, comme l'individu de l'article 9, d'effectuer sa déclaration dans l'année qui suivra, sous peine d'être déchu du droit de réclamer la nationalité française ?

L'opinion générale, interprétant littéralement le renvoi fait à l'article 9, accepte cette conséquence. Nous croyons avec M. Lainé que c'est une rigueur injustifiée. L'acte de soumission et le délai dont il est le point de départ ne se comprennent que pour le fils d'étranger né en France.

Cet individu était obligé de prendre parti dans l'année de sa majorité. Etabli à l'étranger il risquait de se trouver retenu, au dernier moment, plus longtemps qu'il ne s'y était attendu. On lui a concédé comme une faveur le moyen de prolonger quelque peu le délai qui lui était imparti. Tout ce qu'on exige de lui dans l'année de sa majorité, c'est un acte de soumission qu'il peut faire sur place, devant un agent consulaire Français, et il dispose, à compter de la soumission, d'une nouvelle année pour s'établir en France et y faire sa déclaration. Tout cela n'a rien à voir avec l'enfant d'ex-Français, qui n'est enfermé dans aucun délai.

Le renvoi fait par l'article 10 à l'article 9, ne doit

raisonnablement s'entendre que sauf pour ce qui concerne la soumission et le délai qu'elle fait courir. En faisant sa soumission, notre individu a fait un acte absolument inutile. Ce n'est pas une raison pour lui faire encourir une déchéance.

M. Lainé, en conclut (Cl. 98, p. 681) que l'individu précédemment expulsé, excipant de l'article 10, et rentré après soumission, « couvert par sa qualité de candidat perpétuel à la nationalité française, peut indéfiniment demeurer sur le territoire français un élément de danger ou de désordre. »

Mais, n'y a-t-il pas moyen, tout en acceptant le système de M. Lainé sur l'interprétation de l'article 10, d'écarter cette conséquence relative aux expulsés ? L'acte de soumission prend pour eux une nature particulière. Il a une portée et une utilité spéciales : servir de sauf-conduit permettant de rentrer en France. Lorsqu'un individu non expulsé a passé cet acte qui ne lui est d'aucune utilité, il est juste qu'on n'en tienne pas compte. Notre expulsé étant poursuivi, c'est lui, au contraire, qui invoque l'acte de soumission, pour établir que son séjour en France est régulier. S'il n'avait pas fait de soumission, il aurait dû se hâter de passer sa déclaration avant toute poursuite.

La soumission lui permet de respirer. Il a bien fait d'en user : si elle n'est pas généralement utile pour un individu de l'article 10, elle ne lui est pas, pour

cela, défendue ! Mais dès qu'il prétend invoquer l'acte de soumission à son avantage, il ne peut l'invoquer que tel qu'il existe dans la loi, avec tous ses caractères ! Lorsqu'un an s'est écoulé depuis l'acte de soumission, quelqu'un qui n'en avait pas besoin peut faire admettre, pour éviter une déchéance, qu'on doit considérer l'acte comme n'ayant pas eu lieu ; quelqu'un qui voudrait l'invoquer et s'en servir, ne le peut pas, parce que le système légal des articles 9 et 10 ne connaît pas de soumission produisant encore effet au delà d'un an ! Notre individu ne pourrait même pas, croyons-nous, à l'expiration de chaque délai d'un an, invoquer une nouvelle soumission qu'il se donnerait la peine d'aller faire, pour s'assurer une nouvelle année. Cette nouvelle soumission devrait être considérée comme non-avenue, parce qu'il n'est pas dans la nature de la soumission prévue par les articles 9 et 10 de pouvoir être renouvelée.

Après avoir constaté que le délai d'un an pour souscrire la déclaration, s'agissant d'expulsés, est trop long, ajoutons que l'individu rentré en France, y restera pendant plus d'un an, tant que la réclamation ne sera pas définitivement repoussée ! Mais, une fois la déclaration souscrite, il ne dépend que du Gouvernement de hâter cette échéance, en faisant les diligences nécessaires pour arriver au décret d'indignité, dans les trois mois de la déclaration, sans

s'attarder à discuter encore la question de légalité.

II. — Le trop long délai ouvert aux expulsés pour souscrire la déclaration n'est pas la seule insuffisance de la loi de 1893. Le refus d'enregistrement pour indignité ne peut être opposé qu'à une déclaration. Or, il y a bien des cas où un étranger devient Français sans avoir à souscrire de déclaration. Nous devons examiner ces cas, en indiquant les remèdes que chacun comporte.

Les plus longs développements sont appelés par l'article 8 § 4 et l'article 9 § 11, qui sont les deux cas d'acquisition de nationalité, sans déclaration comme sans décret, pour *les étrangers nés en France*.

Il devait forcément arriver que des expulsés prétendissent invoquer l'un ou l'autre de ces textes, pour échapper aux conséquences de l'arrêté d'expulsion, sans courir le risque du refus d'enregistrement pour indignité.

Au fond de cette prétention il y a plusieurs choses différentes qu'il importe de distinguer.

A. — Si les articles 8 § 4 et 9 § 11, sont l'expression d'un droit appartenant à l'intéressé, comme l'est l'article 9 § 1, il faudra leur appliquer le raisonnement des Chambres réunies, en vertu duquel « celui qui est investi par la loi du droit de devenir Français par un acte de sa volonté est légalement apte, par cela même, à accomplir les conditions auxquelles la réalisation de cette volonté est subordonnée ». Le

retour en France sera légitimé par la *seule intention d'invoquer l'article 8 § 4 ou l'article 9 § II.*

On pourra faire complètement abstraction de l'article 9 § 1.

L'article 8 § 4, d'abord, est-il, pour l'individu, l'expression d'un droit ? La jurisprudence ne l'a pas admis (1). Cependant il nous semble difficile de le contester. Il se peut que cette disposition ait été introduite, comme on l'affirme à l'appui de l'opinion opposée, « plutôt dans l'intérêt de la France que dans celui de l'individu ». Ce dernier n'en tire pas moins avantage ! La même personne qui aurait eu le droit de réclamer la qualité de Français après un établissement en France réalisé après sa majorité, a le droit de se dire *Française si elle y était établie au moment de sa majorité.* Peu importe que l'acquisition de nationalité se réalise alors sans manifestation de volonté de l'intéressé ! La formule des Chambres réunies, parlant « d'acte de la volonté », est un peu étroite. Il faut s'en tenir au principe dont elle est l'expression.

Si le droit d'avoir en France son domicile se déduit

1. Paris, 4 février 1898. Cl. 98, p. 370. — Cour d'Alger, 28 décembre 1899. Cl. 1900, p. 152. — Trib. civ. Marseille, 30 avril 1901. Cl. 1901, p. 986. — Aix, 3 juin 1901. Cl. 1902, p. 832. — Cass. ch. crim., 2 avril 1903. Cl. 1903, p. 836, et 17 juillet 1903. Cl. 1904, p. 700. — Marseille et Cass. Ch. civile, 9 février 1904. Cl. 1905, p. 216. — Aix, 27 janvier 1906. Darras, 1906, p. 525.

du droit de réclamer la nationalité française, il doit se déduire, et à plus forte raison, du droit de devenir Français à une certaine époque sans réclamation. La vocation légale n'a que plus de force dans ce dernier cas. La jurisprudence a reconnu en principe, et nous avons admis que cela s'imposait après la loi de 1893, que l'expulsé peut rentrer valablement pour mettre en valeur sa vocation légale. Il n'y a pas à distinguer selon que cette vocation légale est basée sur l'article 9 ou sur l'article 8 § 4.

L'individu n'a pas à être rendu responsable de ce que le législateur a eu l'imprévoyance de laisser ce mode d'accès dans notre nationalité dépourvu de tout contrôle.

En soi, la solution qui fait sortir, de la vocation légale exprimée dans l'article 8 § 4, un droit absolu au domicile, est certainement choquante ! Mais elle ne l'est pas plus que celle qui fait sortir un droit analogue de la vocation légale moins forte exprimée dans l'article 9.

Nous ne nions pas davantage la difficulté qu'il y aurait à apprécier combien de temps avant la majorité la présence en France cesserait d'être délictueuse, ou bien quelle serait la situation au cas où il y aurait eu poursuite et condamnation avant la majorité. On est allé jusqu'à soutenir (R. Hubert, dans Cl. 95, pp. 541 et 546), que l'article 8 § 4 trouverait son application même au cas où l'individu serait

en prison au moment de sa majorité. La peine doit être subie pour le délit antérieur (délit qui consiste à être rentré trop tôt) car l'acquisition de nationalité n'est pas rétroactive ! Mais il y a un instant de raison, avant la majorité, où la présence en France n'est plus illicite, en supposant que l'individu puisse faire la preuve de son intention de mettre en valeur sa vocation légale.

Ces subtilités ne sont que les conséquences nécessaires d'une législation chaotique.

L'article 9, § 11, est-il aussi l'expression d'un droit ? C'est la même question que pour le texte précédent.

Il s'agit de mettre cette disposition toute seule en présence de la loi de 1849 et de se demander si l'individu qui aurait l'intention de *devenir Français en vertu de l'article 9, § 11* se verrait en conséquence, et par application du principe posé par les Chambres réunies, autorisé à rentrer en France.

On croit très généralement que l'article 9, § 11, n'a jamais prévu autre chose qu'une erreur de l'administration. Dans l'affaire Lovera où est intervenu un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (9 février 1904. Cl. 1905, p. 216), le tribunal de Marseille et la Cour d'Aix avaient admis que l'inscription sur les listes était le résultat d'une erreur.

Naturellement, le pourvoi du préfet des Bouches-du-Rhône, l'admettait aussi. De même le rapport de M. Falcimaigne, et l'arrêt de rejet lui-même ! Dans

ces conditions, avec M. Lainé dans son étude du Dalloz (1905. I. 441), nous trouvons tout à fait étonnant qu'on n'ait pas vu que l'article 9, § 11, à lui seul, ne pouvait pas légitimer le séjour en France de l'intéressé. Il ne suffit pas de dire que la participation au recrutement, une fois accomplie, est assimilée à une déclaration. Il s'agit de savoir si le texte en question ouvre un droit, en considération duquel le retour en France devienne licite. Et comment l'individu pourrait-il se justifier en prétendant qu'il *rentre pour invoquer l'article 9, § 11*, si cet article est inapplicable à moins d'une erreur. Si l'erreur qui consiste à le porter sur les listes n'est pas encore commise, il ne doit même pas la prévoir. Si elle est déjà faite, elle ne lui donne aucun droit avant le moment où elle sera devenue définitive. De toute façon, au moment de son retour en France, au moment même où il se présente au tirage au sort, sa présence est illicite. Il est impossible comme dit M. Lainé, « d'étendre à l'article 9, § 11, le raisonnement fait en 1896, puisque la base du raisonnement est l'existence d'un droit, et qu'ici tout droit fait défaut ». Et la présence illicite est un vice radical qui suffit à empêcher la participation au recrutement, eût-elle été complète ensuite, de produire son effet acquisitif de nationalité.

Seulement, à notre avis, l'opinion générale sur la nécessité d'une erreur pour l'application de l'arti-

de 9 § 11 était inexacte, et, dans l'affaire en question, les scrupules du Conseil de revision qui n'avait pas osé prendre sur lui de rayer l'individu, étaient plus que justifiés. L'article 9 § 11, nous l'avons dit, englobait par la généralité de ses termes, non seulement les individus inscrits par erreur, mais encore une certaine catégorie dont l'article 11 § 2 de la loi du 15 juillet 1889 imposait l'inscription : à savoir, ceux qui seraient venus s'établir en France, depuis l'accomplissement de leurs vingt et un ans et avant la confection des listes. Sous l'empire de cette loi, les jeunes gens qui avaient rempli cette condition avaient un véritable droit à requérir l'inscription. Cette inscription ne pouvait pas être pour l'administration un droit, sans être en même temps pour elle une obligation. Le contraire aurait été trop injuste. Comment le législateur aurait-il donné à l'administration le moyen, par une inscription anticipée, de forcer ces jeunes gens à se prononcer avant l'expiration des délais, de les soumettre, en cas de refus, à une déchéance, et en même temps lui aurait-il permis de refuser arbitrairement l'inscription à ceux qui y trouvaient leur avantage ?

A supposer, de la part de ces jeunes gens, une résidence incontestablement régulière, l'Administration n'aurait pas pu refuser l'inscription, sans violer l'article 11 § 2 de la loi du 15 juillet !

Par contre-coup, dans le système des Chambres

réunies, la résidence devenait, même pour un expulsé, forcément régulière !

Les fils d'étrangers, nés en France, et non domiciliés à l'époque de leur majorité, se trouvaient avoir deux moyens parallèles et équivalents, laissés à leur libre choix, pour acquérir la nationalité française : venir en France et souscrire une déclaration, ou bien venir en France et se faire porter sur les listes du recrutement.

Le défaut de domicile, qui aurait empêché l'expulsé de devenir Français en souscrivant à sa volonté une déclaration, était aussi le seul obstacle l'empêchant de devenir Français à sa volonté en se faisant inscrire au recrutement. Comme, quel que fût le moyen choisi, il y avait un droit d'acquérir la nationalité française, ce droit devait entraîner, dans les deux cas, par application du principe des Chambres réunies, le droit au domicile, condition indispensable de cette acquisition !

L'individu qui venait en France et requérait son inscription avant toute poursuite, devait être assimilé à celui qui venait en France et passait la déclaration.

Mais depuis la loi du 21 mars 1905, l'étranger né en France de parents qui n'y sont pas nés, et non domicilié à l'époque de sa majorité, ne doit pas être porté sur les listes avant d'avoir fait sa déclaration. Dès lors l'article 9 § 11 ne trouve plus d'application

qu'au cas d'erreur de l'administration et il est, à notre sens, rigoureusement exact de refuser d'y voir une vocation légale capable de rendre licite le retour de l'expulsé.

B. — Mais alors, il se pose une question subsidiaire. Elle se pose pour l'article 9 § 11, dans notre système où, contrairement à la jurisprudence, on ne peut arguer de ce texte seul pour prétendre avoir un établissement licite en France, du moins depuis la loi de 1905 !

Elle se pose ou devrait se poser pour l'article 8, § 4, dans le système de la jurisprudence qui, illogiquement, n'applique pas à ce texte le principe des Chambres réunies, parce qu'elle refuse à tort d'y voir une véritable vocation légale.

Voici la question : étant supposé admis que ces deux textes ne donnent pas à l'individu un *droit*, capable à lui seul de légitimer la rentrée en France au mépris d'un arrêté d'expulsion, ne doit-on pas, du moins, admettre que ces articles peuvent régulièrement s'appliquer à celui qui s'est d'abord *assuré le retour légal* auquel un autre texte lui donnait droit ? Ce même individu qui pourrait, suivant les circonstances, arguer de l'article 8, § 4 ou de l'article 9, § 11, possède le droit de devenir Français au moyen d'une déclaration, même pendant sa minorité ; et, pour ce faire, on lui a reconnu d'une façon

définitive le droit de rentrer en France au mépris d'un arrêté d'expulsion.

Etant supposé admis que le droit de souscrire la déclaration de l'article 9 est *seul* à légitimer le séjour en France de l'intéressé, celui-ci doit établir qu'au moment où il a été saisi, en quelque sorte par surprise, par les articles 8, § 4 ou 9, § 11, il était bien rentré en France avec l'intention de mettre en valeur sa vocation légale de l'article 9, § 1. S'il n'avait pas fait de soumission, on pourrait se montrer extrêmement difficile pour l'admission de cette preuve. Mais, par contre, la jurisprudence admet, nous l'avons vu, que l'acte de soumission est une manifestation suffisante de l'intention de l'individu.

Pour l'application de l'article 9, § 11, il n'y a qu'à supposer, sans compliquer les choses, que la soumission à été faite par un majeur. Cet individu s'est ainsi assuré une année pendant laquelle sa résidence en France est *parfaitement licite*. Si, dans le cours de cette année et avant qu'il n'ait souscrit sa déclaration, l'erreur administrative vient à se produire, et qu'il participe au recrutement, rien n'empêchera plus cette participation de produire son effet normal.

C'est alors, mais alors seulement selon nous, que prend son intérêt un point qui a été débattu dans l'affaire Lovera.

Il n'y a plus d'autre garantie contre l'intrusion d'un indigne par cette voie détournée, que dans la vigilance de l'administration qui peut rectifier son erreur en temps utile. On se demandait précisément dans l'affaire Lovera si l'administration n'avait pas fait des réserves suffisantes.

L'individu n'avait pas pris part au tirage au sort ; et le Conseil de revision devant lequel il s'était présenté, ne l'avait admis que conditionnellement, sous réserve de la décision judiciaire à intervenir, touchant sa nationalité, conformément à l'article 31 de la loi du 15 juillet 1889. L'erreur devait se trouver rectifiée avant la clôture définitive des listes.

C'était précisément pour trancher la question de nationalité réservée, que le procureur de la République, sur l'invitation du préfet des Bouches-du-Rhône, avait saisi le tribunal de Marseille. Mais, après le tribunal de Marseille et la Cour d'Aix, M. le conseiller Falcimaigne, et la Chambre civile, ont proclamé que l'administration est obligée de rectifier ses erreurs lors du tirage au sort, ou du Conseil de revision, au plus tard, que « si les intéressés sont admis à participer à ces opérations et s'ils les subissent sans exciper de leur qualité d'étrangers, la naturalisation de faveur accordée pour ce cas par l'article 9, § 11, du Code civil leur est définitivement acquise, sans que l'autorité judiciaire ait le pouvoir de leur en refuser le bénéfice ».

M. Lainé, dans sa note du Dalloz, s'élève contre cette décision. Constatant le droit réciproque de réclamation qui appartient, dans le cas d'erreur, au conscript et à l'administration, M. Lainé en conclut qu'il doit y avoir également réciprocité de sanction et que, « par conséquent, l'article 31 (de la loi du 15 juillet), bien qu'il n'organise expressément la suspension de la décision définitive du Conseil jusqu'à la décision judiciaire, que dans le cas de réclamation des jeunes gens (ce que faisait ressortir M. le conseiller Falcmaigne), doit être compris comme instituant implicitement la même procédure au cas où c'est l'administration qui proteste !... » Les auteurs de la loi du 15 juillet n'ont peut-être pas pensé que les Conseils de revision auraient de ces scrupules de timidité. On a pu croire qu'ils n'hésiteraient pas à rayer les jeunes gens dont l'inscription leur semblerait illégale. En fait, on conçoit assez bien l'hésitation de ces assemblées en présence de questions aussi obscures que celles qui nous occupent !

Le Conseil de revision de Marseille craignait, en rayant l'intéressé, de violer un véritable droit appartenant à celui-ci : (ce en quoi il n'avait pas tort !)

Les tribunaux, au contraire, ont considéré l'inscription comme une erreur certaine. Ils se sont étonnés d'être saisis, suivant l'expression de M. Falcmaigne, « d'une contestation impossible », le droit de l'intéressé, que le Conseil avait craint de violer,

n'ayant pris naissance, d'après les tribunaux, que par suite du manque de décision de ce Conseil. Quoi qu'il en soit, les Conseils de revision, avertis par cette jurisprudence, n'ont plus qu'à exercer avec décision leur contrôle, lequel leur est d'ailleurs facilité par les règles plus claires et plus rationnelles de la nouvelle loi militaire.

De son côté, le ministre de la Guerre, dans l'instruction du 20 octobre 1905 (Darras, 1906, p. 417), a prescrit spécialement aux maires de refuser l'inscription aux jeunes gens nés en France de parents étrangers nés à l'étranger, qui auraient été expulsés pendant leur minorité, à moins que l'arrêté ne soit rapporté lors de l'établissement des tableaux. Ces jeunes gens doivent leur être signalés en temps utile par les préfets. Ces individus n'ont droit d'après la nouvelle loi, de toute façon, à être inscrits que s'ils sont devenus Français en vertu de l'article 8 § 4. Or, la jurisprudence leur refuse l'application de cet article en raison de l'arrêté d'expulsion. Le ministre ne fait que mettre les maires en garde contre *l'erreur* qui consisterait à les inscrire néanmoins !

Mais, ne faut-il pas dire que, même dans la rigueur de la jurisprudence, l'article 8 § 4, tout comme l'article 9 § 11, devrait être reconnu applicable à ceux qui auraient passé, avant leur retour, *un acte de soumission* ? Cet acte aurait été fait ici par ou pour un mineur. La situation du mineur de l'article 9 est ana-

logue à celle des individus de l'article 10. Dans les conditions normales, l'acte de soumission n'a pour lui aucun intérêt, aucune utilité, puisqu'il a, de par son âge, à sa disposition, un délai plus long que celui que l'acte de soumission a pour but de faire courir. Mais si cet acte lui est, le plus souvent, inutile il ne lui est pas interdit d'y procéder, du moins par l'intermédiaire de son représentant légal. Quoique la déclaration de l'article 9 § 10, ne soit pas passée par le mineur lui-même, elle n'en exige pas moins que celui au nom duquel elle est faite, ait son domicile en France. Ce mineur expulsé a donc toujours le droit de rentrer en France, en vue de mettre en valeur la vocation légale que l'article 9 § 10, lui confère. Il doit pouvoir s'assurer la faculté de rentrer en toute tranquillité, en faisant ou en faisant faire l'acte de soumission. Comme pour l'individu de l'article 10, cet acte, fait par un individu quelconque non expulsé, n'aurait pas dû obliger son auteur à passer la déclaration dans le délai d'un an, sous peine de déchéance.

Pour l'expulsé, au contraire, qui, loin de demander la non-existence de cet acte, invoque la soumission à son profit, elle ne peut avoir d'effet que pour une année. Mais cette année de résidence, licite aux yeux les plus difficiles, que le mineur peut se procurer, n'est-elle pas suffisante pour amener l'application de l'article 8 § 4, si la majorité se réalise avant que l'année ne soit terminée ?

Il pourrait y avoir encore un moyen pour écarter l'application de l'article 8 § 4 : ce serait de dire que le domicile, quoique licite, établi après soumission, c'est-à-dire au plus depuis un an, ne remplirait pas suffisamment la condition exigée par l'article 8 § 4. C'est ce que soutient M. Lenoble (1) dans une série d'articles parus dans *La Loi*. « Tandis que l'étranger né en France, qui justifie à sa majorité d'une résidence habituelle sur notre territoire, acquiert de plein droit la qualité de Français, celui qui n'y est pas domicilié est obligé de manifester expressément sa volonté de réclamer cette qualité. Les conditions de domicile exigées de chacun d'eux sont nécessairement différentes, la loi exigeant dans l'article 8 § 4, que l'étranger ait un domicile déjà établi, tandis qu'elle lui demande seulement dans le cas des articles 9 et 10 de venir établir son domicile pour l'avenir. Cette distinction explique, que l'arrêté d'expulsion puisse, dans le premier cas, empêcher la condition de se réaliser, tandis que cette mesure de police est impuissante dans le second cas à paralyser la vocation de l'étranger et à l'empêcher de venir établir son domicile en France... »

Que l'article 8, § 4, exige une résidence permanente, c'est en effet l'opinion générale : il ne suffirait certainement pas qu'un individu eût traversé la

1. Nos des 15, 16, 17 septembre 1895. — N° du 27 janvier 1900, noté sous un arrêt d'Alger du 28 décembre 1899.

France le jour de ses vingt et un ans, ou même y eût séjourné quelques jours aux environs de sa majorité. Il faut s'y fixer ! Mais pour avoir une résidence permanente, il n'est pas nécessaire qu'elle soit établie depuis longtemps !

Si le législateur a dû penser que, normalement, les individus nés en France et domiciliés à leur majorité, y seraient demeurés dans l'intervalle, il a, non moins certainement, évité de parler de la période intermédiaire. Il a abandonné un texte primitivement proposé qui visait « l'individu né en France d'un étranger, qui, au moment de l'appel sous les drapeaux ou de la majorité de son enfant, y est établi depuis vingt ans au moins ». On a voulu éviter les difficultés, les vérifications difficiles. En faisant la simplification, qui consiste à ne s'occuper du domicile qu'au moment de la majorité, on s'est interdit de rechercher à quelle époque remontait l'établissement. « Si, par domicile, il fallait entendre une résidence ayant duré plus ou moins longtemps dans le cours de la minorité, on se heurterait à une question insoluble, celle de savoir quelle devrait être la durée de cette résidence, le législateur étant muet sur ce point... Il suffit que cette résidence existe au moment de la majorité, c'est-à-dire, qu'à ce moment là, le *de cujus* soit présent sur le sol français, et manifeste l'intention d'y avoir sa résidence habituelle (R. Hubert. Cl. 95, p. 547).

L'article 8. § 4, et l'article 9 emploient le même mot « domicile », parce qu'en réalité, l'établissement en France exigé par la loi est le même dans les deux cas, et la seule différence consiste dans le fait qu'il a commencé ou non avant la majorité. La Chambre criminelle prétend (2 avril 1903. Cl. 1903, p. 836) que les mineurs de l'article 9 « restent soumis au régime déterminé par les articles 7 et 8 de la loi du 8 décembre 1849, à moins qu'ils ne manifestent leur volonté de devenir immédiatement et irrévocablement Français en réclamant cette qualité conformément aux dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 9 du Code civil ». En supposant admis que la volonté d'user de ce dernier texte, seule, puisse rendre licite leur retour en temps de minorité, il faut bien admettre que cette volonté est manifestée par un acte de soumission, et leur reconnaître ensuite un délai qui, selon nous, ne peut-être que celui d'une année!

Au surplus, n'y eût-il que quelques mois ou quelques semaines avant la majorité, ce serait assez pour que l'intéressé pût *venir en France avec l'intention de s'y fixer* et alors, il possède en France, au moment voulu, et d'une façon licite, ce domicile particulier qui, nécessaire et suffisant pour permettre la réclamation de l'article 9, l'est aussi pour entraîner l'application de l'article 8, § 4.

Qu'il s'agisse de l'article 8 § 4 ou de l'article 9 § 11,

il y a donc au moins un cas pour chaque texte où la qualité de Français risque de se trouver acquise *de plano* à un expulsé qui aurait vu sa déclaration repoussée. Il est, au surplus, évident que ce sont deux portes ouvertes aux indignes non expulsés.

Si l'on ne voulait que supprimer les difficultés d'interprétation suscitées par le conflit entre le droit d'expulsion et le bienfait de la loi, du moins pour les jeunes gens nés en France, on pourrait les exempter de l'expulsion jusqu'au moment où il leur est devenu impossible d'opter. C'est ce que fait la loi luxembourgeoise du 26 novembre 1880, article 2, et la loi belge du 6 février 1885, article 2. Une proposition en ce sens a été déposée par M. Tallandier le 6 novembre 1883 (*Off. Chambre*, doc. 83, p. 1074, n° 2332). Elle n'a pas abouti (Rapport Féan, 84, p. 10, pas prise en considération).

Cette réforme se heurterait chez nous au sentiment général qui accepte l'expulsion de ces individus, avant qu'ils n'aient usé de leur droit. Elle serait surtout contradictoire avec les tendances et avec la loi même de 1893. Une immunité de ce genre implique logiquement une législation dans laquelle le bienfait de la loi est resté intact, sans aucun contrôle du gouvernement.

Dès que l'on se décide à se prémunir contre les indignes, le seul système pleinement efficace est celui qui avait été proposé en 1886 : suppression du

bienfait de la loi, en y substituant une naturalisation de faveur. Mais cette réforme entraînerait la disparition de l'article 8 § 4, qui a tant d'avantages réels au point de vue de l'assimilation des étrangers résidant en France. A côté de quelques individus indignes, ce texte fait gagner chaque année à la France un nombre considérable de bons sujets. On ne peut pas le sacrifier.

Alors, le mieux est, en conservant notre système hybride, de s'efforcer de réduire au minimum les risques d'intrusion d'indignes.

On peut d'abord, sans inconvénient, comme le demande M. Lainé, à la fin de son étude parue au Dalloz, abroger l'article 9 § 11, du Code civil, et revenir au système de la loi du 22 mars 1849, qui maintenait la nécessité d'une déclaration, après la participation au recrutement, en se bornant à supprimer le délai. Ce serait étendre le champ d'action du refus d'enregistrement pour indignité et prendre une garantie de plus contre les indignes, même non expulsés.

On pourrait surtout se prémunir d'une façon générale contre le retour des expulsés, qui sont ceux dont l'indignité s'est déjà manifestée, en formulant expressément cette règle que l'arrêté d'expulsion les empêche de rentrer en France, quand bien même ce serait pour y revendiquer leur droit à la nationalité française. Si cette prohibition paraissait trop

rigoureuse en raison des abus possibles de l'expulsion, ou bien en raison d'un repentir possible après des fautes de jeunesse, on donnerait toute satisfaction à l'équité en adoptant un système de dérogations gracieuses, proposé également par M. Lainé dans son autre étude parue au Clunet. L'expulsé pourrait formuler une requête au gouvernement à l'effet d'être autorisé à rentrer en France. Pour ceux auxquels on croirait devoir, après avis du Conseil d'Etat, accorder l'autorisation, il serait facile de déjouer légalement le calcul basé sur l'article 8 § 4, soit en les faisant attendre quelque peu, soit par la fixation d'un délai pour réclamer la nationalité française. Ce délai qui serait imposé dans tous les cas, pour limiter, par exemple à six mois, la durée de la permission en cas de non réclamation, servirait en même temps de stage d'épreuve, à l'issue duquel la déclaration de l'intéressé serait, suivant les cas, acceptée ou refusée !

Après ces modifications à nos lois, le seul risque d'intrusion d'indignes par la voie des articles 8 § 4 9 et 10 serait réduit à l'hypothèse unique où un indigne ignoré (par conséquent non antérieurement expulsé), établi en France avant sa majorité, deviendrait Français de par l'article 8 § 4.

Peut-être, pourrait-on encore décider expressément que l'établissement en France, pour donner droit à l'application de l'article 8 § 4, devrait remonter à un certain temps que l'on fixerait. Pendant ce

délai forcé, on aurait toutes chances de voir l'indignité se manifester et il deviendrait possible d'expulser l'individu avant sa majorité. Seulement, il nous semble que ce danger, bien hypothétique, d'un individu dangereux et venu à la toute dernière minute, ne vaut pas la peine d'introduire dans l'article 8 § 4, une modification qui en compromettrait la portée pratique. La fixation d'un délai ressusciterait les difficultés et les incertitudes que le législateur de 1889 a sagement évitées. Dans une masse de cas, pour des gens qu'il n'est pas question d'expulser, on pourrait se trouver dans le doute sur le point de savoir s'ils sont dans les conditions du texte.

L'article 8 § 4, ne devant pas être modifié, nous considérons le dernier risque signalé comme un mal minimum nécessaire !

— En dehors des articles 8 § 4, 9 et 10, il y a un cas de bienfait de la loi qui fonctionne avec une rigueur absolue. C'est le cas d'acquisition de nationalité par mariage.

Une femme indigne, même expulsée, qui épouse un Français, devient Française, et est soustraite aux effets de l'arrêté d'expulsion. Tout le monde l'admet sans protester. Même ceux qui sont partisans d'un retour au système de la naturalisation de faveur, proposé en 1886, reconnaissent que l'article 12 § 1 subsisterait, comme seul cas de bienfait de la loi. Nous trouvons aussi que cela doit être main-

tenu, parce que l'unité de nationalité des époux nous a paru devoir être formulée en principe absolu. Mais, remarquons que la loi française actuelle est loin de consacrer complètement cette règle : le changement de nationalité réalisé par le mari au cours du mariage ne s'étend pas de plein droit à la femme. Dans une législation comme la nôtre, il n'y aurait aucune *impossibilité logique*, en vue d'écarter de notre nationalité une femme notoirement indigne, à décider que le mariage d'une femme expulsée avec un Français ne lui ferait pas acquérir la nationalité française de plein droit !

— Il reste à apprécier les risques que présentent, au point de vue des indignes, les articles 12 § 3 et 18 § 3, qui attribuent de plein droit la nationalité française aux enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivante qui se font naturaliser ou réintégrer. On observe souvent qu'il y a là un contrôle indirect du gouvernement.

Celui-ci est toujours maître d'accorder ou de refuser la naturalisation ou la réintégration à qui en fait la demande. Il se renseigne sur les antécédents, sur la situation de famille de l'impétrant. Constatant l'existence d'un enfant mineur indigne, peut-être même expulsé, il refusera la naturalisation au chef de famille. S'il l'accorde quand même, c'est qu'il aura bien voulu passer outre : l'arrêté d'expulsion, au cas où il en existait un, aura ainsi été tacitement rapporté.

L'observation est exacte ; mais c'est ce contrôle indirect lui-même qui, en raison, n'est guère satisfaisant.

Il nous paraît présenter un double inconvénient :

1^o Au cas de naturalisation proprement dite ou de réintégration, il permet bien d'écarter efficacement le membre de la famille indigne ; mais c'est aux dépens des parents et de tout le reste de la famille, qui peuvent être parfaitement honnêtes, et qui n'en sont pas moins écartés.

2^o A l'inverse, le contrôle indirect ne peut plus fonctionner, et le membre indigne de la famille s'impose à nous, lorsque l'effet collectif se produit à la suite d'une acquisition de nationalité par le bienfait de la loi, comme cela arrive, avons-nous vu, même dans notre système légal actuel.

Un enfant d'ex-Français, invoquant l'article 10, peut être assez âgé pour avoir lui-même un enfant indigne. Il n'y a pas moyen de repousser le père (s'il est lui-même honnête) : On ne peut pas décréter un homme d'indignité, pour refuser l'enregistrement de sa déclaration, sans qu'il en donne des motifs personnels ! Ce n'est pas la même chose que de repousser une demande de naturalisation, ce que l'on peut faire sans même indiquer de motifs !

Il y aurait donc avantage à permettre au Gouvernement d'exclure simplement, par une réserve formelle, le mineur indigne. C'est ce qu'avait prévu le

projet adopté par le Sénat, lors de la première délibération sur la loi de 1889. L'article 8, § 5, disait : « Est Français, l'enfant mineur d'un père ou d'une mère survivante qui se sont fait naturaliser Français, à moins qu'une *disposition formelle du décret* ne limite aux parents les effets de la naturalisation. »

Cette mesure serait une atteinte au principe de l'unité de nationalité dans la famille. Mais, ce principe perd beaucoup de son intérêt pour les enfants qui sont sur le point de devenir majeurs. Il nous a, pour cette raison, semblé équitable de permettre à ces enfants presque majeurs de se soustraire eux-mêmes à l'effet collectif du changement de nationalité. Le droit donné au Gouvernement, de par sa destination même, ne pourrait évidemment s'appliquer qu'à des individus parvenus aux dernières années de leur minorité. Il serait la contre-partie exacte et très légitime du droit donné aux intéressés.

L'unité de nationalité *entre époux* demande, au contraire, à être reconnue d'une façon absolue. Dans une législation qui s'inspirerait de cette idée, le risque d'intrusion d'une femme indigne, qui n'existe aujourd'hui qu'au moment du mariage, se présenterait chaque fois qu'un homme marié deviendrait Français.

En l'impossibilité de recevoir un des conjoints sans recevoir l'autre, le Gouvernement pourrait du moins user du contrôle indirect qui ne présente pas ici les

mêmes inconvénients que pour les enfants mineurs. Car le mari peut toujours se séparer d'une femme indigne, soit par le divorce, soit par la séparation de corps, auquel cas l'unité de nationalité n'a plus de raison d'être.

En gardant sa femme, n'accepte-t-il pas, dans une certaine mesure d'être solidaire de son indignité ? Pour cette raison, le refus opposé à sa demande de naturalisation ne paraîtrait pas choquant, et on pourrait aller, dans les cas graves, jusqu'à refuser d'enregistrer pour indignité une déclaration qu'il aurait souscrite en excipant des articles 9 ou 10.

Le seul cas où la femme indigne accèderait *de plano* à la nationalité française est celui où le mari aurait profité de l'article 8, § 4 (abstraction faite de l'effet du *mariage lui-même* dont nous ne parlons plus). Cela n'a rien d'étonnant, puisque ce texte est aussi le seul, nous l'avons vu, pour lequel il est impossible de se prémunir d'une façon complète contre l'indignité personnelle de celui qui l'invoque directement !

CHAPITRE VII

La loi française et les intérêts généraux de la communauté internationale

Une bonne législation sur la nationalité doit enfin s'inspirer, dans la mesure du possible, des intérêts généraux de la communauté internationale. Pour que le bon ordre règne dans la société des Etats, il faut :

- 1° Qu'aucun individu ne puisse être réclamé en même temps par deux nations ;
- 2° Que tout individu ait une patrie.

I. — Le cumul des nationalités restera un fait inévitable tant que les divers pays ne se seront pas mis d'accord pour unifier les règles régissant la nationalité. Malgré les vœux et les sages conseils de sociétés scientifiques comme l'Institut de Droit international, les nations paraissent être encore loin du jour où elles se réuniront pour jeter, dans un Con-

grès, les bases d'une législation uniforme. Chacune prétend fixer pour son compte, les causes, les conditions et la portée individuelle ou familiale de l'acquisition et de la perte du droit de cité.

Il ne dépend pas d'une nation isolée de faire disparaître les conflits de nationalité entre elle et toutes les autres nations. Entre deux pays dont l'un détermine la nationalité d'origine par le *jus sanguinis*, l'autre par le *jus soli*, dont l'un consacre l'effet collectif du changement de nationalité, l'autre non, il y a des divergences de principe que la loi ne peut pas réduire. Il n'y a même guère à espérer que ces deux nations puissent atténuer les conflits entre elles par des concessions mutuelles, au moyen d'une convention diplomatique. L'entente diplomatique est plus facile, mais toujours indispensable, lorsqu'il s'agit de conflits qui peuvent s'élever entre des législations inspirées pourtant du même principe, mais différant dans l'application qu'elles en font. Ainsi, par exemple, remarque M. Weiss, I, p. 256, à supposer deux législations fondées sur le *jus sanguinis*, le cumul est toujours possible, tant qu'elles ne s'accordent pas : 1° pour donner la préférence, soit à la condition du père, soit à celle de la mère, dans la détermination de la nationalité de l'enfant (légitime ou naturel) ; 2° pour considérer, à ce point de vue, soit l'époque de la conception, soit l'époque de la naissance.

La persistance de ces difficultés n'en rend que plus impérieux pour chaque législateur, le devoir d'en faire un minimum, de ne pas susciter, comme à plaisir, des conflits qu'il serait facile d'éviter.

Notre loi est loin de se trouver, sous ce rapport, à l'abri de toute critique.

En ce qui concerne la nationalité d'origine, notre loi donne, dans l'hypothèse de l'article 8, § 3, une prépondérance complète au *jus soli*. Il y a là une situation dans laquelle un enfant d'étranger naît Français. Par contre, aucune restriction n'est apportée à la règle d'après laquelle l'enfant né d'un Français, en France ou à l'étranger, est Français. Loin de nous, l'idée de méconnaître la nécessité de l'assimilation des étrangers établis chez nous. Mais, nous avons cru qu'on pouvait arriver très efficacement à cette assimilation sans décréter que l'enfant sera Français de naissance. Il suffit qu'il devienne Français à sa majorité, sans répudiation possible, au cas où il serait encore domicilié en France. Nous avons déjà trouvé à cette innovation deux avantages sur le texte actuel : ménager aux intéressés une garantie contre le hasard qui a pu amener seul la double naissance en France, sauvegarder le principe d'unité de nationalité entre parents et enfants mineurs. Nous trouvons ici un troisième avantage : nous évitons un conflit de nationalité d'origine avec les pays qui, *comme nous*, acceptent le principe du *jus sanguinis* !

C'est bien assez du conflit que nous pouvons avoir, avec les pays, d'ailleurs peu nombreux, qui s'en tiennent au *jus soli* !

Jamais, avec cette disposition, un enfant d'étranger ne naîtrait Français, sauf au cas de l'article 8 § 2, et précisément alors parce qu'il n'y a pas de conflit à craindre, mais qu'il s'agit au contraire d'éviter l'absence de toute nationalité !

Dans l'hypothèse de l'article 8 § 3, l'enfant ne deviendra Français qu'à sa majorité (à moins qu'il n'y ait eu une déclaration passée auparavant). Même si le conflit de nationalité devait alors se produire, il y aurait au moins ceci de gagné que nous l'aurions retardé. Mais il y a des chances pour qu'il ne se produise pas. Car, tandis qu'un pays de *jus sanguinis* ne peut pas raisonnablement reconnaître que l'enfant d'un national naisse étranger, il peut très bien admettre que cet enfant acquière une nationalité étrangère par le bienfait de la loi, surtout lorsque cette loi, comme la nôtre dans l'espèce, est assez modérée pour laisser une place suffisante à la volonté de l'intéressé.

— Sur le terrain de la nationalité acquise, le but à rechercher est que tout individu, au moment même où il acquiert une nationalité nouvelle, perde automatiquement sa nationalité antérieure. Il en serait forcément ainsi si chaque pays, s'inspirant d'une règle formulée par l'Institut de Droit International,

dans sa session de Venise, en 1896 (art. 5 du règlement) exigeait de tout individu, sollicitant l'accession au droit de cité, « la preuve que son pays d'origine le tient quitte de son allégeance, ou tout au moins qu'il a fait connaître sa volonté au gouvernement de son pays d'origine, et qu'il a satisfait à la loi militaire pendant la période de service actif, conformément aux lois de ce pays. »

Mais une pareille règle nous semble singulièrement méconnaître les nécessités pratiques et les droits véritables de l'Etat, sur le territoire duquel l'étranger est fixé à perpétuelle demeure. Il ne faut pas oublier que les pays comme le nôtre, ont un intérêt primordial, à poursuivre l'assimilation des étrangers qui y affluent. Nous serions véritablement des dupes, si, au lieu d'en faire des soldats pour nous, nous commençons par les obliger, même contre leur gré, à aller faire leur service militaire à l'étranger. Dans l'état actuel des législations, rien ne nous garantit que les dispositions des lois étrangères seraient assez libérales pour accorder leur *quittus* à des individus mûrs cependant pour l'adoption par un autre pays. Le texte même du règlement de Venise se borne à déterminer *jure soli* la nationalité d'origine de l'enfant né dans un pays d'un père qui lui-même y est né, pourvu que dans l'intervalle des deux naissances la famille y ait eu son principal établissement, et en laissant toujours à l'intéressé la faculté

d'opter pour la nationalité de son père. En dehors de là, il n'y a que la naturalisation proprement dite ! Si les puissances étrangères ne nous reconnaissent que le droit d'user de dispositions analogues, refusant dans tout autre cas le permis de dénationalisation à leurs ressortissants, et si nous nous inclinons devant ce refus, nous pourrions nous débattre longtemps contre les embarras que suscite le trop grand nombre d'étrangers dans certaines régions. Il faudrait renoncer à une assimilation rapide.

En raison, ne peut-on pas soutenir que l'idée d'attendre un permis de dénationalisation de la part du pays d'origine, n'est pas fondée ? Ce pays n'a aucun intérêt à accorder le permis qu'on lui demande, au contraire ! Il ne souffre pas de l'état des choses. Il y a des chances pour que ce pays se fasse prier. C'est le pays de résidence qui, seul, subit les inconvénients de la situation. Il a le droit d'en sortir, sans recourir à des expulsions en masse qui sacrifieraient les intérêts positifs de milliers de gens à un droit théorique des Etats.

C'est au pays d'établissement qu'appartient la priorité. On évite aussi bien le conflit, et on tient mieux compte des nécessités pratiques, en décidant, par une règle inverse de celle formulée par l'Institut, que l'acquisition du droit de cité dans un pays, fait perdre automatiquement la nationalité antérieure.

C'est au pays d'émigration qu'il appartient de fixer non seulement les modes d'accès, mais les conditions, toutes les conditions auxquelles leur fonctionnement est subordonné, même les conditions de capacité !

C'est à lui de déterminer librement l'âge auquel peut se faire l'accession à sa nationalité, la mesure dans laquelle les mineurs y seront admis. Dès lors qu'il peut décider que la nationalité est acquise dans telles circonstances où, même pour un majeur, l'ancienne patrie prétendrait le conserver, pourquoi s'arrêterait-il, comme devant un obstacle insurmontable, aux conditions d'âge édictées par la loi du pays d'origine ? Il doit passer outre à des résistances boudeuses. En permettant l'acquisition de nationalité à un âge assez jeune, il prend, en même temps que ses intérêts, ceux du *de cuius*.

Mais, pour qu'une législation inspirée de ces idées, comme la nôtre, reste rationnelle et équitable, il faut d'abord qu'elle se garde de l'arbitraire, et qu'elle ménage, dans l'acte d'acquisition de nationalité, une part suffisante à la libre volonté des intéressés.

Nous avons vu, qu'avec quelques légères retouches, notre loi serait suffisante à cet égard.

Il faut de plus, qu'une telle loi consacre la plus large réciprocité. Comment une nation pourrait-elle amener les autres à reconnaître le bien fondé de ses prétentions, en tant qu'elle poursuit l'assimilation

des étrangers établis chez elle, si elle revendique en même temps, avec la même énergie que ces nations rivales, une souveraineté longtemps prolongée sur ses nationaux établis à l'étranger ? Elle doit prêcher d'exemple.

Elle n'a pas fait ce qu'elle pouvait et ce qu'elle devait faire, si, à supposer, dans un pays étranger, une législation calquée sur la sienne en tant qu'elle réglemente l'acquisition de nationalité, un de ses nationaux peut acquérir cette nationalité étrangère sans perdre par cela même l'ancienne !

C'est en cela que notre législateur a fait preuve, selon nous, d'un exclusivisme malheureux. Nous avons bien la disposition de l'article 17 § 1. Mais cette disposition est insuffisante. L'effet de dénationalisation est attaché soit à une naturalisation à l'étranger, soit à l'acquisition par l'intéressé, sur sa demande, d'une nationalité étrangère. Dans tous les cas, il faut une *demande* de l'intéressé ; et, par conséquent, nous revendiquerions encore comme Français quiconque aurait acquis une nationalité étrangère, passivement, par une disposition analogue à celle de notre article 8 § 4. N'est-ce pas autoriser les nations étrangères à méconnaître le changement de nationalité qui peut résulter de cet article pour leurs nationaux établis chez nous ?

Nous décrétons que l'acquisition de nationalité par le bienfait de la loi, en vertu d'une déclaration,

pourra être réalisée en la personne d'un mineur, si jeune qu'il soit, par la seule intervention de son représentant légal, et nous n'attachons l'effet de dénationalisation à l'acquisition sur demande d'une nationalité étrangère, qu'autant qu'il s'agit d'un majeur. Nous considérons comme majeur au point de vue de l'acquisition de notre nationalité, même par naturalisation, celui qui a vingt et un ans, sans nous demander s'il n'est pas encore mineur d'après la loi de son pays d'origine ; et nous délinions de notre allégeance celui-là seul qui a acquis une nationalité étrangère après vingt et un ans, alors que sa nouvelle patrie fixait peut-être la pleine majorité civile à un âge inférieur. Nous décidons que la naturalisation d'un père de famille en France entraîne celle de tous ses enfants mineurs, et nous n'admettons pas que les enfants mineurs du Français naturalisé étranger perdent la qualité de Français. Il est vrai que nous semblons reconnaître que l'ancienne patrie de l'individu naturalisé Français, a pu, de même, maintenir aux enfants leur nationalité, puisque nous les autorisons, une fois majeurs, à répudier la nôtre, en prouvant qu'ils ont conservé l'ancienne. Cette mesure doit être maintenue parce qu'il faut bien que les enfants mineurs du naturalisé aient la ressource de se dégager de notre nationalité en retournant à leur patrie d'origine, et que cette déclaration de répudiation est le seul moyen possible pour ceux aux-

quels cette patrie avait conservé leur nationalité. Mais il vaudrait mieux que cela ne se produisît pas, que le pays d'origine ouvrit seulement à ces individus un moyen facile pour recouvrer leur nationalité perdue, et ne la leur maintint pas provisoirement. Car il n'est pas à désirer qu'une même personne ait forcément, pendant toute sa minorité, une double nationalité ! C'est cependant la situation que nous imposons aux enfants du Français naturalisé dans un pays où la naturalisation produit un effet collectif. Que ce pays suive notre exemple, et, à chaque fois qu'un père de famille passera d'une nationalité à l'autre, il se produira pour chaque enfant mineur un conflit de nationalité, qu'il aurait été vraiment sage, en même temps que facile, d'éviter !

Etant donnée la façon dont nous nous comportons vis-à-vis des ressortissants des nations étrangères, nous devrions admettre de la façon la plus large la dénationalisation des Français établis à l'étranger. Non seulement il est injustifiable que nous méconnaissions, dans des conditions identiques et à âge égal, une acquisition de nationalité réalisée par un Français à l'étranger, alors qu'elle se produirait pour un étranger en France, mais nous ne devrions même pas nous occuper de rechercher dans quelles conditions ou à quel âge cette acquisition de nationalité étrangère se serait effectuée ! Pourquoi ne pas reconnaître à chaque nation chez elle le droit que nous

exerçons chez nous de régler comment l'acquisition de nationalité se fait valablement. Les législateurs étrangers ne sont pas des tyrans. Ils jugent la situation générale de leur pays, sa force d'attraction, une foule de conditions locales, et il n'y a pas à prévoir qu'ils s'acharnent à conférer leur nationalité à des gens qui ne seraient pas établis sans esprit de retour sur leur territoire. Reconnaissons, en principe, la validité de toute acquisition de nationalité réalisée régulièrement en vertu d'une loi étrangère, quand même cette loi serait plus radicale que la nôtre, quand même elle se contenterait d'un âge inférieur, et attachons-y franchement l'effet de dénationalisation ! La seule chose inadmissible est que l'enfant d'un Français naisse étranger par cela seul qu'il serait né, peut-être accidentellement, sur un sol étranger !

A notre avis, nous devrions aller jusqu'à supprimer la réserve qui est écrite à la fin de l'article 17-1°. En vertu de cette disposition, lorsqu'un individu est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, sa naturalisation à l'étranger ne lui fait perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français. Qu'avons-nous à y gagner ?

Si cet individu n'a voulu que se soustraire au service militaire et revenir plus tard en France, il sera facile de reconnaître ce calcul quand il reviendra. Alors, expulsions-le comme étranger, plutôt que de

nous abaisser à retenir de force un faux-frère qui nous a reniés !

Si cet individu n'a acquis la nationalité étrangère qu'à un âge postérieur à celui où la loi française l'appelait au service militaire, il encourt une pénalité pour le délit d'insoumission. Si nous arrivons à le saisir, nous lui ferons subir sa peine avant de l'expulser.

Tout dépend des intentions et des circonstances. Il y a un cas où il peut même paraître trop rigoureux que la loi oblige à retenir le délit d'insoumission : c'est lorsqu'il s'agit d'un jeune homme se trouvant dans les délais pour réclamer une nationalité étrangère aux environs de sa majorité, inserit à vingt ans sur les listes du recrutement militaire français, et classé comme insoumis ! Le plus souvent, établi à l'étranger depuis sa naissance, décidé à réclamer en temps utile la nationalité étrangère, il n'aura pas pensé qu'il était appelé un peu plus tôt au service en France. Mais, rigoureusement, l'acquisition postérieure de la nationalité étrangère n'efface pas les conséquences du délit d'insoumission. Cet inconvénient, constaté dans les rapports de la France avec la Belgique, a été *une* (1) *des* causes de la convention du 30 juillet 1891 (Cl. 92, p. 320).

1. Cette convention a réglé d'une façon générale toutes les difficultés qui se présentaient entre les deux pays en matière de nationalité.

Les deux nations contractantes, ayant l'une et l'autre dans leur législation une disposition qui permet au fils d'étranger né sur le territoire de réclamer la nationalité jusqu'à vingt-deux ans, se sont engagées, chacune de leur côté, à ne pas inscrire d'office sur leurs listes de recrutement avant vingt-deux ans accomplis les fils de leurs nationaux nés sur le territoire de l'autre nation. Tant qu'un fils de Français né en Belgique se trouve dans les délais de l'article 9 belge, il ne peut donc pas devenir en France un insoumis.

En l'absence d'autres conventions de ce genre, notre loi ne peut évidemment pas prévoir autant d'âges d'inscription différents pour les fils de Français, qu'il peut y avoir de délais variés dans les hypothèses diverses où des législations étrangères leur offriraient une nationalité nouvelle. Mais, du jour où elle attacherait l'effet de dénationalisation à l'acquisition, même par un mineur, d'une nationalité étrangère, notre loi aurait beaucoup fait pour éviter cette situation rigoureuse. Ce ne serait pas de sa faute si la législation étrangère n'ouvrait que trop tard le droit d'option à l'intéressé, ou si celui-ci n'en avait pas usé à temps.

Toutes les facilités données pour la dénationalisation semblent bien, enfin, appeler en corollaire, une disposition qui permettrait formellement à nos tribunaux de reconnaître l'extranéité d'un individu

qui, Français de naissance d'après la loi française, aurait néanmoins reçu à sa naissance une nationalité étrangère, s'il s'était comporté d'une façon constante comme un sujet de cette nationalité. Pourquoi le malheureux qui ne peut acquérir une nationalité étrangère, sous prétexte qu'il l'a déjà, serait-il obligé de subir, sans aucun remède, les inconvénients de la double nationalité ?

Introduire dans la loi française cet ensemble d'idées libérales touchant la dénationalisation, ce ne serait pas nous exposer à perdre un nombre bien considérable de ressortissants.

Il est devenu banal de dire que le Français émigre peu.

Les quelques individus que des lois étrangères, supposées trop radicales, pourraient appréhender contre leur gré, auront toujours la ressource de la réintégration ! Mais il faut bien se dire que, dans l'immense majorité des cas, ceux qui, fixés à l'étranger, reçoivent une nationalité étrangère, l'acceptent de bonne grâce, quand ils ne l'ont pas sollicitée. Ils ont intérêt, ainsi que leur pays d'adoption, à fixer leur nationalité jeunes encore, avant le jour de se choisir une carrière. Ils ont raison de le faire et, en reconnaissant le résultat, la loi du pays d'origine ne fait que se mettre d'accord avec les réalités. En adoptant franchement cette manière de voir, nous ne ferions que donner plus de poids aux motifs qui jus-

tifient notre attitude vis-à-vis des étrangers, établis chez nous.

C'est là qu'est, pour nous, le gros intérêt. Et si la logique de notre système, la libéralité de nos concessions n'amenaient pas les nations étrangères à accepter les mesures que nous avons prises pour l'assimilation de leurs sujets fixés chez nous, il ne doit pas nous être indifférent à nous-mêmes d'être pleinement conséquents et de restituer à notre attitude la franchise qui semble un peu lui manquer.

II. — Contre l'heimathlosat, l'Institut de Droit International proposait cette règle qui forme l'article 6 du règlement : « Nul ne peut perdre sa nationalité ou y renoncer que s'il justifie qu'il est dans les conditions requises pour obtenir son admission dans un autre Etat... »

Il est peut-être à la fois plus simple et plus sûr, d'édicter, comme fait en principe notre article 17, que la dénationalisation résulte seulement de l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Le texte de l'Institut ajoute : « La dénationalisation ne peut jamais être imposée à titre de peine. » C'est la condamnation des dénationalisations encourues à titre de déchéance, dont il reste trois cas, au moins théoriques, dans notre loi actuelle : 1° Commerce et possession d'esclaves (décret-loi du 27 avril 1848) ; 2° conservation de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, malgré l'injonc-

tion du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé (art. 17 § 3) ; 3^e fait de prendre du service militaire à l'étranger, sans autorisation du gouvernement (art. 17 § 4).

Les deux derniers cas, moins exclusivement théoriques que le premier, soulèvent d'ailleurs, à raison de leur laconisme, quelques difficultés d'interprétation dans lesquelles la condamnation de principe, portée contre la disposition elle-même nous dispense d'entrer. La dénationalisation encourue dans ces deux cas serait légitime, s'ils entraînaient forcément acquisition de la nationalité étrangère. Mais, lorsqu'il en est ainsi, il suffit de dire que c'est cette acquisition elle-même qui entraîne la dénationalisation. Au cas contraire, la perte de la nationalité ne doit pas être approuvée. Lorsque les sujets d'un Etat ont fait ce qui ne leur était pas permis, il faut les punir pénalement. La réprobation qui pèsera sur eux les obligera peut-être à chercher d'eux-mêmes une autre nationalité.

Mais un Etat qui crée délibérément des « sans-patrie », commet une faute contre le bon ordre général du monde !

Comme conclusion de cette étude, nous indiquons ici timidement ce que pourrait être, dans son ensemble, une loi sur la nationalité modifiée suivant nos vues.

ARTICLE PREMIER. — Sont Français : 1° l'enfant légitime né d'un Français ; 2° l'enfant naturel dont la filiation est établie avant l'âge de seize ans vis-à-vis d'un père Français ou vis-à-vis d'une mère Française, à défaut du père resté inconnu ; 3° l'individu né en France, dont les parents sont inconnus ou de nationalité inconnue, ou ne lui communiquent pas leur nationalité.

ART. 2.— Tout individu né en France d'un étranger pourra, de seize à vingt-deux ans accomplis, en établissant son domicile en France, réclamer la qualité de Français, par une déclaration qui ne produira effet que du jour de son enregistrement au Ministère de la Justice. L'enregistrement pourra être refusé... (suite de l'article 9 actuel, sauf l'alinéa 7, jusqu'à l'alinéa 9 inclus)...

Il suffira que l'individu ait fait avant 22 ans sa soumission de fixer en France son domicile, s'il l'y établit effectivement et souscrit la déclaration dans l'année à compter de l'acte de soumission.

De 16 à 21 ans, l'individu ne pourra souscrire la déclaration, qu'avec l'autorisation de son représentant légal. Il sera admis à tout âge à souscrire la déclaration si, porté sur le tableau de recensement, il a pris part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

ART. 3. — L'individu né en France d'un étranger devient

Français de plein droit s'il est, à l'âge de vingt et un ans, domicilié en France. Il pourra seulement, dans l'année de sa majorité, décliner... (suite de l'article 8 § 4).

ART. 4. — Le gouvernement devra prendre un arrêté d'expulsion contre tout individu qui déclinerait la qualité de Français, dans le cas de l'article précédent, si l'un de ses parents était lui-même né en France, et sauf la preuve qui serait apportée que la famille n'a pas eu en France son principal établissement pendant tout l'intervalle des deux naissances.

ART. 5. — L'individu né, même à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, pourra réclamer cette qualité dans les formes et aux conditions fixées par l'article 2.

ART. 6. — L'individu, né en France, ou d'un ex-Français, qui aurait été frappé d'un arrêté d'expulsion, ne pourra rentrer en France en vue d'acquérir la nationalité, que moyennant autorisation accordée par le gouvernement, le Conseil d'Etat entendu.

ART. 7. — Tout étranger de plus de 16 ans peut être naturalisé Français : 1° S'il a obtenu l'autorisation de fixer en France son domicile... (Suite de l'art. 8 § 5).

Avant l'âge de 21 ans, il faut l'autorisation du représentant légal.

La condition de stage est supprimée pour celui qui, ayant perdu la qualité de Français, et résidant en France, sollicite un décret de réintégration.

ART. 9. — Devient Française l'étrangère qui épouse un

Français, ainsi que la femme, non séparée de corps, dont le mari devient Français.

Deviennent Français, les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivante, ou d'une mère naturelle dont ils ont reçu la nationalité, lorsque ce père ou cette mère acquièrent la qualité de Français ; sauf le cas d'exclusion formelle, touchant un ou plusieurs de ces enfants, faite, soit par le gouvernement français, soit par l'enfant lui-même s'il a plus de 16 ans avec l'autorisation de son représentant légal.

Lorsque la femme ou les enfants ne sont pas établis en France, la nationalité nouvelle ne leur est acquise que s'ils y viennent retrouver le mari, le père ou la mère, et à ce moment-là seulement.

Une femme mariée étrangère, non séparée de corps, n'est pas admise à invoquer les articles 2, 3 et 5.

ART. 10. — La femme et les enfants devenus Français par application de l'article précédent pourront, la femme dans l'année qui suivra la dissolution du mariage ou la séparation de corps, les enfants de 16 à 22 ans, répudier la qualité de Français en se conformant aux dispositions de l'article 3.

Les enfants peuvent renoncer à cette faculté de répudiation, à partir de l'âge de 16 ans.

Soit pour la répudiation, soit pour la renonciation, les mineurs doivent avoir l'autorisation de leur représentant légal.

ART. 11. — Perdent la qualité de Français : 1^o le Français qui acquiert individuellement et à titre définitif une natio-

nalité étrangère ; 2° celui qui décline la qualité de Français dans le cas de l'article 3 et dans le cas de l'article 10.

La femme non séparée de corps, les enfants mineurs perdent la qualité de Français en même temps que leurs époux, père ou mère, toutes les fois que la nationalité étrangère leur est également acquise.

ART. 12. — L'acquisition et la perte de la qualité de Français ne sont jamais rétroactives.

ART. 13. — Les tribunaux français pourront reconnaître l'extranéité d'un individu qui, Français de naissance d'après la loi française, aurait néanmoins reçu à sa naissance une nationalité étrangère, s'il s'est comporté constamment comme un sujet de cette nationalité.

Vu : Le Président de la thèse

LAINÉ

Vu : le Doyen :

Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — L'attribution de la nationalité française à titre individuel et l'autonomie de la volonté.....	7
CHAPITRE II. — De l'incapacité en matière de changement individuel de nationalité.....	38
<i>Section I.</i> — Acquisition de la nationalité française, à titre individuel, par les mineurs.....	40
<i>Section II.</i> — Perte de la nationalité française à titre individuel par un mineur.....	87
CHAPITRE III. — De l'unité de nationalité dans la famille.....	98
CHAPITRE IV. — De la non-rétroactivité des changements de nationalité.....	151
CHAPITRE V. — De la combinaison des lois sur la nationalité	
Bossière	20

nalité avec les lois sur le recrutement militaire.....	184
CHAPITRE VI. — Des garanties indispensables contre l'intrusion des étrangers indignes.....	220
CHAPITRE VII. — La loi française et les intérêts généraux de la communauté internationale.....	281
CONCLUSION.....	297

